



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, LE VENDREDI, 30 JUIN 1944

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, FRIDAY, JUNE 30TH, 1944

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
5200—1—52

Lettres patentes

"Alfred Frenette & Fils, Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuvième jour de mai 1944, constituant en corporation: Alfred Frenette, imprimeur et éditeur du journal "Le Canadien", Paul Frenette, contremaître à l'imprimerie, Mesdemoiselles Marguerite Frenette et Jacqueline Frenette, toutes deux employées du bureau, Émile Cartier, pressier, et Laval Cartier, typographe, tous de Thetford-les-Mines, district d'Arthabaska, province de Québec, dans les buts suivants:

Imprimer et publier journaux, livres, revues tracts, et exécuter tous travaux d'impression et de publication;

Exercer le commerce général de librairie et d'éditeurs, sous le nom de "Alfred Frenette & Fils, Limitée", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Thetford-les-Mines, dans le district d'Arthabaska.

Daté du bureau du procureur général, ce neuvième jour de mai 1944.

L'Assistant-procureur général.

6608-o

L. DÉSILETS. 6608

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
5200—1—52

Letters Patent

"Alfred Frenette & Fils, Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of May, 1944, incorporating: Alfred Frenette, printer and editor of the newspaper "Le Canadien", Paul Frenette, printing foreman, the Misses Marguerite Frenette and Jacqueline Frenette, both office employees, Emile Cartier, pressman, and Laval Cartier, typographer, all of Thetford Mines, district of Arthabaska, Province of Quebec, for the following purposes:

To print and publish newspapers, books, reviews, tracts and carry on any printing and publishing work;

To carry on a general business as stationers and editors, under the name of "Alfred Frenette & Fils, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Thetford Mines, in the district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of May, 1944.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"Annie Laurie Dress Company Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze mai 1944, constituant en corporation: Michael Herman, Louis Rohrlück, tous deux avocats, et Dame Libby Turner, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de manufacturiers, importateurs, exportateurs, en gros et en détail, marchands et négociants de toutes sortes de marchandises sèches, robes pour femmes, coupe-vent et vêtements de sport pour hommes, femmes et enfants, pyjamas, chemises, blouses, culottes bouffantes, pantalons, culottes, robes de bain, marchandises en cuir, habits et vêtements de toutes descriptions; agir comme agents, agents à commission ou représentants relativement au commerce de la compagnie, sous le nom de "Annie Laurie Dress Company Limited", avec un capital total de dix-neuf mille cinq cents dollars (\$19,500), divisé en cent quatre-vingt-quinze (195) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce quinze mai 1944.

L'Assistant-procureur général,
6609 L. DÉSILETS.

"Annie Laurie Dress Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of May, 1944, incorporating: Michael Herman, Louis Rohrlück, both advocates, and Dame Libby Turner, secretary, spinster of the full age of majority, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the trade and business of manufacturers, importers exporters, wholesale and retail dealers and jobbers in all kinds of dry goods, women's dresses, men's, women's and children's windbreakers and sport garments, pyjamas, shirts, blouses, bloomers, pants, breeches, bathrobes, leather goods, garments and wearing apparel of every description; to act as agents, commission agents or representatives, in connection with the business of the company, under the name of "Annie Laurie Dress Company Limited", with a total capital stock of nineteen thousand five hundred dollars (\$19,500.00), divided into one hundred and ninety-five (195) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of May, 1944.

L. DÉSILETS,
6609-o Deputy Attorney General.

"Bibliothèque de Hull"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuvième jour de mai 1944, constituant en corporation sans capital-actions: Eugène Fréchette, commis, Edgar Boutet, journaliste, James Thomas Purcell, agent, François Caron et François Chevalier, avocats, Roland Lamontagne, employé civil, René Roger, employé civique, M. l'abbé Rodolphe Couture, prêtre-vicaire, et Ernest Howe, pharmacien, tous des cité et district de Hull, province de Québec, dans les buts suivants:

Fonder, établir, administrer, surveiller, contrôler, et gérer, dans la cité de Hull et dans les localités environnantes, des associations de bibliothèques, des bibliothèques, des salles de lecture au autres locaux appropriés, pour aider au développement religieux, moral, et intellectuel de la population, le tout dans un but philanthropique et civique, sous le nom de "Bibliothèque de Hull".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de cinquante mille dollars (\$50,000.00).

Le bureau principal de la corporation sera en la cité de Hull, district de Hull, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce neuvième jour de mai 1944.

L'Assistant-procureur général,
6610-o L. DÉSILETS.

"Bibliothèque de Hull"

Notice is hereby given, that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of May, 1944, to incorporate as a corporation without share capital: Eugène Fréchette, clerk, Edgar Boutet, journalist, James Thomas Purcell, agent, François Caron and François Chevalier, advocates, Roland Lamontagne, civil employee, René Roger, civic employee, Rev. abbé Couture, priest, vicar, and Ernest Howe, druggist, all of the city and district of Hull, Province of Quebec, for the following purposes:

To found, establish, administrate, superintend, control and manage, in the city of Hull and in the neighbouring localities, library associations, libraries, reading rooms and other appropriate premises to aid in the religious, moral and intellectual development of the population, the whole for philanthropic and civic purposes, under the name of "Bibliothèque de Hull".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is fifty thousand dollars (\$50,000).

The head office of the corporation will be in the city of Hull, district of Hull, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of May, 1944.

L. DÉSILETS,
6610 Deputy Attorney General.

"Bley Embroidery Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze mai 1944, constituant en

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of May, 1944, incorporating: Louis Orenstein,

corporation: Louis Orenstein, Joseph Malen et Bernard S. Mergler, avocats, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le métier qui consiste à broder, faire de la broderie "bonnaz", broder au crochet, perler, étamper, froncer, border, plisser, coudre en zig-zag, ourler, faire des boutonniers, couvrir avec de l'étoffe des boutons ou des boucles de ceintures, et faire des travaux de fantaisie; embellir, renouveler, orner, peindre, teindre, nettoyer et broder toutes sortes de draps, tissus, effets, étoffes et articles, et exercer le métier qui consiste en général à broder et orner des tissus de toutes sortes;

Exercer et entreprendre le commerce de teinturiers, blanchisseurs et manufacturiers de tissus, soutache, drap et tissus de provenance végétale de toute sorte et description;

Exercer le commerce et le négoce de marchandises en général de toutes sortes et descriptions concernant les marchandises sèches, soieries, satin, garnitures de tailleurs et généralement exercer le métier d'ouvriers brodeurs, tailleurs, confectionneurs et drappiers, sous le nom de "Bley Embroidery Inc."; avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le onze mai 1944.

L'Assistant-procureur général,
6611 L. DÉSILETS.

"Bramson Manufacturing Co."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf mai 1944, constituant en corporation: Louis Abrahamson, manufacturier, de la cité de Montréal, Sydney Alrod, manufacturier, et Dame Rae Gordon Alrod, ménagère, épouse séparée de biens dudit Sydney Alrod et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et tous deux de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir et prendre la compagnie Bramson Manufacturing Co., une firme enregistrée et faisant présentement affaires en les cité et district de Montréal;

Exercer le commerce de manufacturiers, négociants, exportateurs et importateurs, détaillants et en général marchands de toutes sortes d'habits pour hommes, femmes et enfants et vêtements de toutes sortes et descriptions, comprenant des vêtements de sport pour hommes et femmes, coiffures et chaussures de toute description, et exercer tous et aucun des commerces de marchands de confections, pelletiers, tailleurs, drapiers, merciers, bonnetiers, modistes, costumiers, gantiers et chapeliers, et exercer le commerce de manufacturiers, en gros et en détail, marchands de laine, marchandises en coton, satin, velours, velvantine, dentelle, marchandises en soie, textiles et tissus textiles de toutes sortes et descriptions, fourrures et garnitures de robes, galons, cordes et boutons, sous le nom de "Bramson Manufacturing Co.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions ordinaires de cent dollars (\$100) chacune.

Joseph Malen and Bernard S. Mergler, advocates, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry the trade of embroiderers, bonanz embroiderers, crochet, beading, stamping, shirting, tucking, pleating, zig-zag stitching, hemstitching, button hole making, making of textile covered buttons and textile covered buckles and the making of novelties; to embellish, renovate, decorate, paint, dye, clean and embroider all kinds of cloth, fabric, goods, materials and articles and to carry on the business of general embroidering and decorating of all kinds of textile materials

To carry on and engage in the business of dyers and bleachers and manufacturers of fabrics, braids and cloth and vegetable fabrics of every sort and description;

To carry on the trade of and dealer in general merchandise of every kind and description pertaining to dry goods, silks, satins, tailor trimmings and generally to carry on the business of embroiderers, tailors, outfitters and clothiers, under the name of "Bley Embroidery Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of May, 1944.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"Bramson Manufacturing Co."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of May, 1944, incorporating: Louis Abrahamson, manufacturer, of the City of Montreal, Sydney Alrod, manufacturer, and Dame Rae Gordon Alrod, housewife, wife separate as to property of the said Sydney Alrod and duly authorized by him for these presents, and both of the City of Outremont, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire and take over the Bramson Manufacturing Co., a registered firm presently doing business in the City and District of Montreal;

To carry on the business of manufacturers, jobbers, exporters and importers, retailers and dealers generally in all kinds of men's, women's and children's clothing and wearing apparel of all kinds and description, including women's and men's sportswear, head and footwear of every description, and to carry on all or any of the businesses of clothiers, furriers, tailors, drapers, haberdashers, hosiers, milliners, costumers, gloves and hatters, and to carry on the business of manufacturers, wholesale and retail dealers in woollens, cotton goods, satins, velvet, velveteen, lace, silk goods, textiles and textile fabrics of every kind and description, furs and dress trimmings, braids, cords and buttons, under the name of "Bramson Manufacturing Co.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce neuf mai 1944.

L'Assistant-procureur général,
6612 L. DÉSILETS.

"Canadian Master Prints Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize mai 1944, constituant en corporation: Moses Abraham Fels, Philip Myerovitch, tous deux de la cité de Westmount, Sol Sidney Fels, de la cité de Montréal, tous trois avocats, et Benjamin A. Schwartz, notaire, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer dans toutes ou aucune de ses spécialités l'industrie d'impressions sur des marchandises textiles de toutes descriptions par le procédé d'impression à trame sur soie ou par aucune autre méthode jugée convenable, et les manufacturer soit en tout ou en partie en des marchandises convenables pour la vente, et les acheter, vendre et en faire le commerce, sous le nom de "Canadian Master Prints Ltd.", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions d'une valeur au pair de cent dollars (\$100) chacune.

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de \$47,000 divisé en 470 actions de cent dollars chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce seize mai 1944.

L'Assistant-procureur général,
6613 L. DÉSILETS.

"Chain Store Novelty Co., Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six avril 1944, constituant en corporation: Harold S. Freeman, Lewis K. Freedman, tous deux avocats, et Hyman Freeman, voyageur de commerce, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers, exportateurs et importateurs et généralement de marchands, en gros et en détail, de jouets, ornements et nouveautés d'aucune sorte et description, comprenant les nouveautés de publicité, nouveautés d'ameublement, nouveautés utilisées comme articles de ménage, pour la récréation et le vêtement, soit faites d'aucune sorte de tissus, produits textiles, tissus fibreux ou textiles ou de métal, bois, plastique, carton gaufré, carton de fibre, carton ou papier, et aussi les nouveautés estampées, poinçonnées et pressées, jouets et autres articles soit de bois, carton, métal, corne, ivoire, perle, caséine, plastique ou autres composés, articles religieux et statues, articles de sport, et autres articles d'amusement, pipes et nécessaires de fumeurs, crayons mécaniques et plumes-réservoirs, bric-à-brac, vases, tentures, images, articles en cuivre, bronzes et effets et marchandises semblables;

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of May, 1944.

L. DÉSILETS,
6612-o Deputy Attorney General.

"Canadian Master Prints Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of May, 1944, incorporating: Moses Abraham Fels, Philip Meyerovitch, both of the City of Westmount, Sol Sidney Fels, of the City of Montreal, all three advocates, and Benjamin A. Schwartz, notary, of the City of Outremont, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on in all or any of its branches the business of printing on textile goods of all descriptions by silk screen process or any other method deemed advisable, and to manufacture same either wholly or in part into merchandise suitable for sale, and to buy, sell and deal with same, under the name of "Canadian Master Prints Ltd.", with a total capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of a par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

The part of the capital stock to be issued as preferred shares is \$47,000.00, divided into 470 shares of one hundred dollars each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of May, 1944.

L. DÉSILETS,
6613-o Deputy Attorney General.

"Chain Store Novelty Co., Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of April, 1944, incorporating: Harold S. Freeman, Lewis K. Freedman, both advocates, and Hyman Freeman, commercial traveller, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers, exporters and importers, and wholesale and retail dealers generally in novelties, ornaments and toys of every kind and description, including advertising novelties, furniture novelties, novelties used as household effects, amusement and wearing-apparel novelties, whether made of any kind of fabric, textile products, fibrous or textile materials or of metal, wood, plastic, corrugated board, fibre board, cardboard or paper, and also stamped, punched and pressed novelties, toys and other articles whether of wood, cardboard, metal, bone, ivory, pearl, casein, plastic or other compound, religious goods, and statuary, sporting goods, and other articles of amusement, pipes and smokers' accessories, mechanical pencils and fountain-pens, bric-à-brac, vases, hangings, pictures, copper wares, bronzes and like goods and merchandise;

Exercer le commerce de manufacturiers, exportateurs et importateurs et généralement de marchands, en gros et en détail, de bijouterie et d'ornements, montres et horloges, ainsi que le commerce d'orfèvrerie et d'argenterie, et de manufacturiers et marchands de tous articles en or, argent, cuivre ou aucun autre métal, et de coutellerie, articles en fer et en acier, instruments électriques, d'optiques et scientifiques, marchandises et appareils, porcelaine et ferronnerie, instruments de musique, meubles et articles en bois, cameras et accessoires de photographie, marchandises en cuir, teintures, savons, parfums, cosmétiques, ivoire, marbre et autres marchandises semblables;

Manufacturier, acheter, vendre et faire le commerce d'articles et de marchandises faits de papier, carton, papier gaufré, planche de caisse, carton glacé et carton de paille, et en rapport avec iceux, colle, pâtes, encre, teinture, mordant, peinture et verni et tous autres articles, appartenances, produits et sous-produits d'iceux;

Manufacturer, acheter, vendre et généralement faire le commerce d'articles, objets, effets et marchandises dans lesquels le caoutchouc, gutta percha, un composé de caoutchouc et d'autres matériaux et ingrédients, compositions végétales et chimiques, produits chimiques, soie travaillée et caoutchoutée, soie huilée, marchandises en soie, marchandises en coton, cuir et cuir artificiel, cellophane, celluloides, plastiques, toutes sortes de substances fibreuses et marchandises et tissus imperméables de toutes sortes et descriptions ou aucune substance semblable peut être utilisée, et toutes marchandises ou articles faits d'étoffe imperméable, ou d'autres substances similaires, comprenant, entre autres choses, rideaux de bain, imperméables, collerettes pour shampoo, et choses semblables;

Exercer le commerce de manufacturiers, exportateurs et importateurs et généralement de marchands de toutes sortes de vêtements pour hommes et femmes, comprenant toutes sortes de vêtements pour enfants et bébés, et exercer tous ou aucun des commerces de marchands de drap, marchands de fourrure, tailleurs, drapiers, merciers, bonnetiers, modistes, costumiers, gantiers et chapeliers, et exercer le commerce de manufacturiers, marchands en gros et en détail de lainages, marchandises en coton, satin, velours velvantine, dentelles, marchandises en soie, textiles et tissus textiles d'aucune sorte et description, fourrures et garnitures de robes, galons, cordes et boutons, et tous articles dans la fabrication desquels entrent aucun ou tous des précédents;

Acquérir et prendre la compagnie Chain Store Novelty Company, une firme enregistrée faisant présentement affaires en les cité et district de Montréal, sous le nom de "Chain Store Novelty Co., Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions ordinaires de cent dollars (\$100) chacune.

Le nombre des actionnaires n'excèdera pas vingt (20) en aucun temps et aucune souscription aux actions ne sera offerte en vente au public.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-six avril 1944.

L'Assistant-procureur général,

6614

L. DESILETS. 6614-o

To carry on the business of manufacturers, exporters and importers and wholesale and retail dealers generally in jewellery and ornaments, watches and clocks, as well as the business of gold-smiths, and silversmiths, and manufacturers of and dealers in all articles of gold, silver, copper or any other metal, and in cutlery, iron and steel wares, electrical, optical, and scientific instruments, goods and appliances, china and hardware, musical instruments, furniture and articles of wood, cameras and photographic supplies, leather goods, dyes, soaps, perfumes, cosmetics, ivory, marble and other goods of like nature;

To manufacture, buy, sell and deal in articles and goods made of paper, cardboard, corrugated paper, boxboard, millboard and strawboard, and in connection therewith, glues, pastes, inks, dyes, stains, paints and varnishes and any other articles, appurtenances, products and by-products thereof;

To manufacture, buy, sell and deal in generally all articles, goods, wares and merchandise in which rubber, guttapercha, a combination of rubber and other materials and ingredients, vegetable and chemical compositions, chemicals, processed and rubberized silk, oil-silk, silk goods, cotton goods, leather and imitation leather, cellophane, celluloids, plastics, all kinds of fibrous substances and waterproof goods and fabrics of every kind and description, of any similar substances may be used, and any merchandise or articles made out of waterproof cloth or some similar substances, including, amongst other things, shower-curtains, raincoats, shampoo capes and the like;

To carry on the business of manufacturers, exporters and importers, and dealers generally in all kinds of clothing, both men's and women's, including all kinds of children's and babies' wear, and to carry on all or any of the business of clothiers, furriers, tailors, drapers, haberdashers, hosiers, milliners, costumers, gloves, and hatters, and to carry on the business of manufacturers, wholesale and retail dealers in woolens, cotton goods, satins, velvets, velveteen, lace, silk goods, textiles and textile fabrics of every kind and description furs and dress trimmings, braids, cords and buttons, and all articles into the manufacture of which any or all of the foregoing enter;

To acquire and take over the Chain Store Novelty Company, a registered firm presently doing business in the City and District of Montreal,—under the name of "Chain Store Novelty Co., Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The number of shareholders will not exceed twenty (20) at any time and no subscriptions for shares will be offered for sale to the public.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-sixth day of April, 1944.

L. DESILETS,

Deputy Attorney General,

"Home Service Inc."

"Home Service Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seizième jour de mai 1944, constituant en corporation: Raymond Mahoux, ingénieur civil, Auguste-Joseph Puech, restaurateur, tous deux de la cité d'Outremont, et Mademoiselle Gabrielle Boutin, sténographe, fille majeure, de la cité de Montréal, tous trois du district de Montréal et de la province de Québec, dans les buts suivants:

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of May, 1944, incorporating: Raymond Mahoux, civil engineer, Auguste Joseph Puech, restaurant keeper, both of the city of Outremont, and Mademoiselle Gabrielle Boufin, stenographer, spinster, of the city of Montreal, all three of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Exercer le commerce et l'industrie d'entrepreneurs et constructeurs généraux dans toutes leurs spécialités ainsi que tout commerce connexe; entreprendre pour le compte de la compagnie ou pour le compte d'autres compagnies ou de particuliers la construction, l'érection, l'amélioration, la réparation, l'entretien, l'aménagement et l'exploitation d'édifices, maisons, travaux, constructions, entreprises, développements et projets, publics ou privés, de toute nature et description;

To carry on the business and industry of general contractors and builders in all their lines as well as any business connected therewith; to undertake in the name of the company or for other companies or individuals, the building, erecting, improving, repairing, maintaining, furnishing and operating of buildings, houses, works, constructions, undertakings, developments and projects, whether public or private, of every nature and description;

Exploiter et établir un service de réparation et d'entretien sous toutes ses formes, pour tous genres de maisons et édifices, publics ou privés, faire et exécuter les travaux nécessaires à ces fins ou les faire exécuter par d'autres, établir même un bureau central d'informations et de renseignements pour les locataires et propriétaires d'édifices et bâtisses quelconques concernant la réparation et l'entretien de ces édifices et bâtisses et faire tout ce qui est nécessaire pour développer un tel service d'entretien et de réparation;

To operate and establish a repair and maintenance service in all its lines, for all kinds of houses and buildings, public or private, to carry on and perform the works necessary for such purposes or have them performed by others, to establish also a central bureau of information and advice for tenants and owners of buildings and houses whatsoever concerning the repairing and maintaining of such buildings and houses and to do all that may be deemed necessary to develop the said repair and maintenance service;

Faire le commerce d'immeubles dans toutes ses branches et exercer l'industrie de courtier d'immeubles, sous le nom de "Home Service Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

To deal in real estate in all its lines and carry on the business of real estate broker, under the name of "Home Service Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000) divided into two hundred (200) shares of one hundred (\$100) each.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Daté du bureau du procureur général, ce seizième jour de mai 1944.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of May, 1944.

L'Assistant-procureur général,
6615-o L. DÉSILETS.

6615 L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"Institut d'Études médiévales Albert le Grand d'Outremont"

"Institut d'Études médiévales Albert le Grand d'Outremont"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinzième jour de mai 1944, constituant en corporation sans capital-actions: T. R. Père Louis-Marie Régis, O.P., supérieur. R. Père Antonin Papillon, O.P., R. Père Thomas Charland, O.P., R. Père Joseph-Marie Parent, O.P., tous quatre professeurs à l'Institut d'Études médiévales Albert le Grand d'Outremont, et le T. R. Père Marie-Ceslas Forest, O.P., doyen de la Faculté de philosophie, professeur, tous de la cité d'Outremont, district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Notice is given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of May, 1944, to incorporate as a corporation without share capital: the Very Reverend Father Louis-Marie Régis, O.P., superior, Rev. Father Antonin Papillon, O.P., Rev. Father Thomas Charland, O.P., Rev. Father Joseph-Marie Parent, O.P., all four professors at "l'Institut d'Études médiévales Albert le Grand d'Outremont", and the Very Reverend Father Marie-Ceslas Forest, O.P., dean of the Faculty of Philosophy, professor, all of the city of Outremont, district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Fournir un enseignement sur l'histoire des idées et des institutions du Moyen-âge occidental d'après les méthodes positives modernes;

To provide instruction on the history of the ideas and institutions of the Western Middle Ages according to positive modern methods;

Poursuivre, dans ce domaine, par un travail de collaboration entre professeurs et étudiants, des recherches scientifiques dont les résultats sont rapportés dans des publications spécialisées;

To pursue, in this domain, by a work of collaboration between professors and students, scientific research, the results of which shall be published in special publications;

Recevoir des étudiants, clercs ou laïques, qui s'initieront par les méthodes scientifiques de la critique moderne, à toutes les disciplines qui sont les objets de la corporation: théologie, philosophie,

To receive students, clergy or laity, who shall acquaint themselves through scientific methods of modern criticism, with all the teachings which form the object of the corporation: theology,

institutions juridiques, politiques et sociales du Moyen-Âge, arts médiévaux, littérature médiévale, architecture et toutes autres disciplines médiévales qui sont à la base de la civilisation occidentale.

La corporation sera connue et officiellement désignée sous le nom de "Institut d'Études médiévales Albert le Grand d'Outremont".

Le bureau principal de la corporation sera à Outremont, (831 avenue Rockland), dans le district de Montréal.

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de cinquante mille dollars (\$50,000.).

Daté du bureau du procureur général, ce quinzième jour de mai 1944.

L'Assistant-procureur général,
6616-o L. DÉSILETS. 6616

"J. N. Campeau, Incorporé"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douzième jour de mai 1944, constituant en corporation: Joseph-Noël Campeau, Eugène Sinclair, tous deux commerçants, et François-Xavier Martel, gérant de banque, tous trois d'Asbestos, district de Saint-François, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir le stock de marchandises du magasin J. N. Campeau, d'Asbestos;

Continuer le commerce actuellement opéré par J. N. Campeau, et faire tout autre commerce connexe de gros ou de détail que la compagnie jugera à propos de faire;

Faire un commerce de vaisselles, peintures, ferronnerie, quincaillerie, bibelots, brimborions, articles de classe, jouets, articles de toilette, accessoires électriques, ainsi que d'autres menus objets de valeur moindre que la somme de un dollar (\$1.00), sous le nom de "J. N. Campeau, Incorporé", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Asbestos, dans le district de Saint-François.

Daté du bureau du procureur général, ce douzième jour de mai 1944.

L'Assistant-procureur général,
6617-o L. DÉSILETS. 6617

"J. S. Grant & Co. Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit mai 1944, constituant en corporation: Axel Dahlin, manufacturier, William Dahlin, gérant, et Gérard Terreault, gérant, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir par achat ou autrement en tout ou en partie les affaires autrefois exercées, sous les nom et raison sociale de "J. S. Grant & Co.", comme modeleur et ébéniste et en général spécialistes en bois et en métal;

Exercer le commerce comme manufacturiers, producteurs, marchands, importateurs et exportateurs de produits minéraux, produits de la ferme et produits des forêts et de la mer, sous le nom de "J. S. Grant & Co. Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en

philosophy, juridical, political and social institutions of the Middle Ages, medieval arts, medieval literature, architecture and all other medieval teachings which form the basis of Western civilization.

The corporation will be known and officially designated under the name of "Institut d'Études médiévales Albert le Grand d'Outremont".

The head office of the corporation will be at Outremont, (831 Rockland Avenue), in the district of Montreal.

The amount to which the annual revenues from the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is fifty thousand dollars (\$50,000).

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of May, 1944.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"J. N. Campeau, Incorporé"

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of May, 1944, incorporating: Joseph Noël Campeau, Eugène Sinclair, both merchants, and François-Xavier Martel, bank manager, all three of Asbestos, district of Saint Francis, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire the stock of merchandise of the store J. N. Campeau, of Asbestos;

To continue the business actually operated by J. N. Campeau, and to carry on any other business incidental thereto, whether wholesale or retail, which the company may deem expedient to carry on;

To deal in crockery, paints, ironware, tinware, bric-a-brac, knick knacks, class-room supplies, toys, toilet ware, electric appliances, as well as small wares of a value under one dollar (\$1), under the name of "J. N. Campeau, Incorporé", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Asbestos, in the district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of May, 1944.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"J. S. Grant & Co. Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of May, 1944, incorporating: Axel Dahlin, manufacturer, William Dahlin, manager, and Gérard Terreault, manager, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire by purchase or otherwise the whole or part of the business heretofore carried on under the firm name and style of "J. S. Grant & Co." as pattern and cabinet makers and general wood and metal specialists;

To carry on the business of manufacturers, producers, merchants, importers and exporters of mineral products, farm products and products of forest and of the seas, under the name of "J. S. Grant & Co. Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00),

deux mille (2,000) actions de dix dollars (\$10) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le huit mai 1944.

L'Assistant-procureur général,
6618 L. DÉSILETS.

"L'Association des propriétaires de la Cité de Chicoutimi"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douzième jour de mai 1944, constituant en corporation sans capital-actions: Napoléon Tremblay, agent d'assurances, Jean-Charles Laberge, comptable, et Edmond Blackburn, ouvrier, tous trois de Chicoutimi, district de Chicoutimi, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire connaître les droits des propriétaires fonciers dans la cité de Chicoutimi;

Renseigner les propriétaires concernant les lois, les règlements, les transactions et les actes d'administration des différents corps publics et qui seraient de nature à leur causer des préjudices, sous le nom de "L'Association des propriétaires de la cité de Chicoutimi."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de dix mille dollars (\$10,000.00).

Le bureau principal de la corporation sera à Chicoutimi, district de Chicoutimi.

Daté du bureau du procureur général, ce douzième jour de mai 1944.

L'Assistant-procureur général,
6619-o L. DÉSILETS.

"Malartic Club"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-septième jour de mai 1944, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Paul Breton, comptable, Adonis Authier, marchand, tous deux de Malartic, et Jules Marcotte, comptable, de Halet, tous trois du district d'Abitibi, province de Québec dans les buts suivants:

Promouvoir les relations sociales entre ses membres;

Organiser et promouvoir des divertissements sociaux et sportifs, sous le nom de "Malartic Club".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de dix mille dollars (\$10,000.00).

Le bureau principal de la corporation sera à Malartic, dans le district d'Abitibi.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-septième jour de mai 1944.

L'Assistant-procureur général,
6621-o L. DÉSILETS.

**"Le Cercle du Terroir"
"The Land Circle"**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onzième jour de mai 1944, constituant en corporation sans capital-actions: J.-Ernest La-

divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of May, 1944.

L. DÉSILETS,
6618-o Deputy Attorney General.

"L'Association des propriétaires de la Cité de Chicoutimi"

Notice is given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of May, 1944, to incorporate as a corporation without share capital: Napoléon Tremblay, insurance agent, Jean-Charles Laberge, accountant, and Edmond Blackburn, workman, all three of Chicoutimi, district of Chicoutimi, Province of Quebec, for the following purposes:

To make known the rights of real estate owners in the city of Chicoutimi;

To instruct owners concerning the laws, regulations, transactions and acts of administration of various public bodies and which may be of a nature prejudicial to them, under the name of "L'Association des propriétaires de la cité de Chicoutimi".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is ten thousand dollars (\$10,000).

The head office of the corporation will be at Chicoutimi, district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of May, 1944.

L. DÉSILETS,
6619 Deputy Attorney General.

"Malartic Club"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of May, 1944, to incorporate as a corporation without share capital: Jean-Paul Breton, accountant, Adonis Authier, merchant, both of Malartic, and Jules Marcotte, accountant, of Halet, all three of the district of Abitibi, Province of Quebec, for the following purposes:

To promote social intercourse among its members;

To organize and promote social and sportive amusements, under the name of "Malartic Club".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited is ten thousand dollars (\$10,000).

The head office of the company will be at Malartic, in the district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of May, 1944.

L. DÉSILETS,
6621 Deputy Attorney General.

**"Le Cercle du Terroir"
"The Land Circle"**

Notice is given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of May, 1944, to incorporate as a corporation without share capital: J. Ernest Laforce, general

force, agent général C.N.R., Madame Laure P. Moissan, épouse commune en biens de A.-E. Moissan, dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, et Demoiselle Stella G. Semple, fille majeure, secrétaire, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Assister les moins instruits et les moins fortunés—par le temporel atteindre le spirituel—1° En envisageant le surpeuplement des villes et la désertion de la terre par l'établissement de liens entre les deux; 2° En favorisant le mouvement coopératif et l'éducation sociale sur la ferme, dans l'industrie forestière et celle des pêcheries et mines; 3° En préconisant l'entraînement professionnel par l'apprentissage; 4° En améliorant la vie rurale par des bibliothèques, cours par correspondance, cours populaires, centres récréatifs et par la vulgarisation de l'éducation sociale dans toutes les formes, sous le nom de "Le Cercle du Terroir"—"The Land Circle".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de dix mille dollars (\$10,000.00).

Le bureau principal de la corporation sera au numéro 4021, rue Dorchester, en la cité de Westmount, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce onzième jour de mai 1944.

L'Assistant-procureur général,

6620-o

L. DÉSILETS,

"Milette-Denis Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix mai 1944, constituant en corporation: Hermann Milette, contremaître, Réal Denis, gérant, et J. Marcel Marisseau, comptable, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre et autrement négocier et faire le commerce de bois, ébénisterie, meubles en général, jouets, cabinets, bibliothèques, boîtes et caisses d'emballage assorties, boîtes d'emballage, chassis de portes et de fenêtres, articles techniques ou spéciaux en bois, instruments de dessin, plaques, bateaux en bois, chassis d'automobiles, panneaux décoratifs, marqueterie, planchers, sculpture et tous travaux en bois; transiger les affaires de manufacturiers, acheteurs et vendeurs d'articles en bois de toutes sortes.

Exercer les affaires qui consistent à manufacturer des articles faits ce bois dans toutes ses spécialités et tous autres commerces s'y rapportant; comprenant celui qui consiste à acheter, vendre et faire le commerce de bois de charpente et de construction scié, équarri et coupé, billes, dormants, pilotis, poteaux de télégraphe et de téléphone, poteaux de clôtures, bois et tous autres produits de la forêt; exercer dans toutes ses spécialités le commerce de manufacturier et marchand de pulpe, bois à pulpe, papier et autres produits et sous-produits du blés et tous autres articles et matériaux dans lesquels le bois, la pulpe, le carton de pulpe ou le papier entrent ou forment partie;

Exercer n'importe où dans les limites de la province de Québec, le commerce de marchands de bois, propriétaires de scierie, moulin à bardeaux et de moulin de pulpe, coupeurs de bois, bûcherons et marchands de bois de charpente dans aucune et toutes leurs spécialités; acheter, vendre, préparer pour le marché, manipuler, importer,

agent C.N.R., Madame Laure P. Moissan, wife common as to property of A. E. Moissan, duly authorized by the latter for the purposes hereof, and Miss Stella G. Semple, spinster, secretary, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To assist the less instructed and less fortunate—by the temporal to attain the spiritual—1° by coping with the over-population of cities and the desertion of the land by the establishing of bonds between the two; 2° By favouring the co-operative movement and social education on the farm, in forest industry and that of fisheries and mines; 3° By furthering professional training by apprenticeship; 4° By improving rural life by libraries, correspondence courses, popular courses, recreational centers and by the vulgarization of social education in all its lines, under the name of "Le Cercle du Terroir"—"The Land Circle".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is ten thousand dollars (\$10,000).

The head office of the corporation will be at No. 4021 Dorchester street, in the city of Westmount, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of May, 1944.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

6620

"Milette-Denis Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of May, 1944, incorporating: Hermann Milette, foreman, Réal Denis, manager, and J.-Marcel Marisseau, accountant, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, purchase or otherwise acquire, and to sell and otherwise traffic and deal in wood, cabinet-work, furniture in general, toys, cabinets, bookcases, assorted boxes and cases, crates, doors and window sashes, technical or special wooden articles, drawing instruments, plates, wooden ships, car frames, decorative panels, marquetry, flooring, sculpture and all woodworking; to transact the business of manufacturers, buyers and sellers of wooden articles of all kinds;

To carry on the business of manufacturing articles made of wood, in all its branches, and all other business incidental thereto; including buying, selling and dealing in all kinds of sawed, squared and hewed lumber and timber, saw logs, ties, piling, telegraph and telephone poles, fence posts, wood and all other products of the forest; to carry on in all its branches the business of a manufacturer and dealer in pulp, pulpwood, paper and other products or by-products of wood and all other articles and materials into which wood, pulp, pulp-board or paper enter or form part;

To carry on anywhere within the Province of Quebec the business of timber merchants, saw-mill, shingle mill and pulp mill owners, loggers, lumbermen and lumber merchants, in any and all their branches; to buy, sell, prepare for market, manipulate, import, export and deal in saw logs, timber, piles and poles, lumber and wood of all

exporter et faire le commerce de billes, bois de construction, pilotis et poutres, bois de charpente et bois de toutes sortes; et manufacturer et faire le commerce de bois de charpente, bois de construction, bardeaux, lattes, châssis et portes, maisons portatives, bâtisses et tous articles et matériaux dans la fabrication desquels le bois de charpente, le bois de construction ou le bois est utilisé, sous le nom de "Milette-Denis Inc.", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000), divisé en mille (1,000) actions ordinaires de dix dollars (\$10) chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie est limité à vingt (20).

La compagnie ne fera ou n'émettra aucun appel au public pour souscrire à aucune action ou débenture de la compagnie.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce dix mai 1944.

L'Assistant-procureur général,
6622 L. DESILETS.

"Pic Construction Company"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuvième jour de mai 1944, constituant en corporation: Jean-Joseph Riverin, contracteur, Léonidas Gagné, avocat, protonotaire, tous deux de Chicoutimi, et J.-Gaston Girard, contracteur, d'Arvida, tous du district de Chicoutimi, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux et conclure des contrats, construire, exécuter, posséder et faire toutes sortes de travaux, et exercer, pour les fins susdites, le commerce d'une compagnie de construction en général et d'entrepreneurs pour la construction de travaux, publics et privés;

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter et faire le commerce de béton, ciment, brique, bois, asphalte, métaux en feuille, préparations pour toiture et autres matériaux;

Agir comme voituriers, camionneurs, agents de transport et expéditeurs par terre et par eau, entreposeurs, et entreposer et emmagasiner des produits, matériaux, effets, articles et marchandises pour d'autres personnes, firmes, compagnies et corporations, et agir comme agents d'assurance, après en avoir obtenu l'autorisation du surintendant des Assurances de la Province de Québec;

Importer, exporter, acheter, vendre, louer, arrenter ou autrement faire le commerce et le négoce de camions, tracteurs, auto-cars, automobiles et moyens de transport de toutes sortes et les pièces utilisées dans leur construction, aussi bien que les moteurs, engins, machineries de toutes sortes, et des accessoires et appareils électriques et marchands de matériaux et accessoires de construction, et exercer les opérations d'ateliers de machines en général, de réparation et de garage en général, sous le nom de "Pic Construction Company", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Arvida, dans le district de Chicoutimi.

Daté du bureau du procureur général, ce neuvième jour de mai 1944.

L'Assistant-procureur général,
6623-o L. DESILETS. 6623

kinds; and to manufacture and deal in lumber, timber, shingles, laths, sashes and doors, portable houses, buildings, and all articles and materials in the manufacture whereof timber, lumber, or wood is used, under the name of "Milette-Denis Inc.", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one thousand (1,000) common shares of ten dollars (\$10) each.

The number of the company's shareholders is limited to twenty (20).

The company shall not make or issue any invitation to the public to subscribe for any shares or debentures of the company.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of May, 1944.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

"Pic Construction Company"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of May, 1944, incorporating: Jean-Joseph Riverin, contractor, Léonidas Gagné, advocate, protonotary, both of Chicoutimi, and J. Gaston Girard, contractor, of Arvida, all of the district of Chicoutimi, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and enter into contracts, build, execute, own and carry out all kinds of works, and for the aforesaid purposes, to carry on the business of a general contractors' and builders' company, for the construction of public or private works;

To manufacture, purchase, sell, import, export and deal in concrete, cement, brick, wood, asphalt, sheet metals, roofing and other materials;

To act as carriers, truckmen, transportation and shipping agents by land or water, warehousemen, and to warehouse and store products, materials, effects, articles and merchandise for other persons, firms, companies and corporations, and to act as insurance agents, after having secured authorization therefor from the Superintendent of Insurance of the Province of Québec;

To import, export, purchase, sell, lease, rent or otherwise deal and trade in trucks, tractors, autocars, automobiles and means of transportation of every kind, and the parts used for the construction thereof, and also motors, engines, machinery of every kind, and electrical accessories and apparatus, and act as dealers in building materials and requisites, and carry on a general machine-shop business, general repair and garaging, under the name of "Pic Construction Company", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Arvida, in the district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of May, 1944.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

"Sandra Children's Wear Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit mai 1944, constituant en corporation: Lawrence Bruck, Leo Bruck, tailleurs, de la cité d'Outremont, Sam Yusim, dessinateur, et Madame Dorothy Kaplan, ménagère, épouse séparée de biens dudit Sam Yusim, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, exercer le commerce, importer, exporter, en gros et en détail, des robes, des vêtements de sport, manteaux, costumes, robes du soir, pour enfants, dames et demoiselles, vêtements de toute description quelconque pour dames, hardes et vêtements de toutes sortes pour enfants; et faire le commerce des lainages, soieries, cotonnades et toutes autres sortes de tissus, garnitures, ornements et tous autres étoffes, objets et commodités utilisés pour la fabrication de vêtements pour dames et enfants, sous le nom de "Sandra Children's Wear Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions ordinaires de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le huit mai 1944.

L'Assistant-procureur général,
6624 L. DÉSILETS.

"Si Michaels Shoes Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize mai 1944, constituant en corporation: Samuel Stein, avocat, de la cité d'Outremont, Si Michaels, marchand, et Mme Florence Lachovitz, épouse séparée de biens dudit Si Michaels et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, faire le commerce, importer, exporter, en gros et en détail: des bottes, chaussures, pantoufles, bottes de voiture, marchandises en caoutchouc et généralement toutes chaussures et bourses, gants et objets en caoutchouc de toutes sortes et ouvrir des magasins, boutiques, bureaux et entrepôts pour lesdites fins, sous le nom de "Si Michaels Shoes Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions ordinaires de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce seize mai 1944.

L'Assistant-procureur général,
6625 L. DÉSILETS.

"Société des Amis de L'Enfance Abandonnée"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinzième jour de mai 1944, constituant en corporation sans capital-actions: Julien Riopel, vendeur, Jean-Marc Goulet, secrétaire, et Yves Laurier, avocat, tous trois

"Sandra Children's Wear Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of May, 1944, incorporating: Lawrence Bruck, Leo Bruck, cutters, of the City of Outremont, Sam Yusim, designer, and Mrs. Dorothy Kaplan, housewife, wife separate as to property of the said Sam Yusim, both of the City of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, deal in, import, export, wholesale and retail, children's, ladies' and misses' dresses, sportswear, cloaks, suits, gowns, ladies' wear of any description whatsoever, children's clothing and wearing apparel of all kinds; and dealers in woollens, silks, cotton, and all other kinds of fabrics, trimmings, ornaments and any other materials, objects and commodities used in the manufacture of ladies' and children's wearing apparel, under the name of "Sandra Children's Wear Inc.", with a total capital stock of Twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into Two hundred (200) common shares of One hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of May, 1944.

L. DÉSILETS,
6624-o Deputy Attorney General.

"Si Michaels Shoes Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of May, 1944, incorporating: Samuel Stein, advocate, of the City of Outremont, Si Michaels, merchant, and Mrs. Florence Lachovitz, wife separate as to property of the said Si Michaels and duly authorized by him for these presents, both of the City of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, deal in, import, export, wholesale and retail: boots, shoes, slippers, carriage boots, rubber goods and all footwear generally and purses, gloves and rubber goods of all kinds and to open stores, shops, offices and warehouses for the said purposes, under the name of "Si Michaels Shoes Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of May, 1944.

L. DÉSILETS,
6625-o Deputy Attorney General.

"Société des Amis de L'Enfance Abandonnée"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of May, 1944, to incorporate as a corporation without share capital: Julien Riopel, salesman, Jean-Marc Goulet, secretary, and Yves Laurier, advocate, all three of the city and

des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Secourir, aider, assister les enfants pauvres, abandonnés, infirmes, malades, délinquants, s'occuper de leur développement et de leur bien-être par tous les moyens possibles et honnêtes, et en particulier de leur progrès physique, intellectuel et moral;

Maintenir à Montréal ou ailleurs des maisons ou établissements secourables, de façon à pouvoir venir en aide aux enfants abandonnés ou autres enfants que la société jugera à propos d'aider, sous le nom de "Société des Amis de l'Enfance Abandonnée".

Le montant auquel est limitée la valeur totale de tous les biens immobiliers acquis et possédés à titre de propriétaire par la corporation, est de \$300,000.

Le bureau principal de la corporation sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce quinzième jour de mai 1944.

L'Assistant-procureur général,
6626-o L. DÉSILETS. 6626

"Sources Abénakis Springs, Ltée—Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuvième jour de mai 1944, constituant en corporation: Antonio Courville, de Sorel, J.-Omer Biron, de Granby, et René Lapierre, de Drummondville, tous trois embouteilleurs, de la province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie de manufacturiers, embouteilleurs et marchands, en gros et en détail, d'eaux naturelles, d'eaux gazeuses, d'eaux minérales, naturelles ou artificielles, et de toutes sortes de liqueurs non alcoolisées;

Acheter, acquérir, louer, construire, bâtir et autrement posséder, aménager, améliorer, exploiter, vendre, échanger ou autrement aliéner des hôtels, restaurants, clubs, tavernes, stations balnéaires, piscines, salles de dance, terrains et clubs de golf et de ski, ou encore et conformément aux prescriptions de la loi des Liqueurs de la province de Québec, exercer le commerce d'hôtelier licencié, de marchand de tabacs, bières et vins, sous le nom de "Sources Abénakis Springs, Ltée—Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en cent (100) actions privilégiées à dividende cumulatif, sans droit de vote, de cent dollars (\$100.00) chacune et cent (100) actions ordinaires de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Sorel, dans le district de Richelieu.

Daté du bureau du procureur général, ce neuvième jour de mai 1944.

L'Assistant-procureur général,
6627-o L. DÉSILETS. 6627

"Sport Guild Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit mai 1944, constituant en corporation: Edward Chazan, dessinateur, Louis Chazan, Abe Heft, tous deux marchands, et madame Sadie Solomon, ménagère, épouse séparée de biens dudit Abe Heft et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous des cités et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To help, aid, assist poor, forsaken, crippled, sick, delinquent children, to see to their development and their welfare by every possible and honest means, and, in particular, attend to their physical, intellectual and moral progress;

To maintain, at Montreal or elsewhere, charitable houses or establishments, so as to be enabled to assist forsaken children or any other children which the society may deem expedient to help, under the name of "Société des Amis de l'Enfance Abandonnée".

The amount to which the total value of any immovable property acquired and owned by the corporation under title of ownership, is to be limited, is \$300,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of May, 1944.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"Sources Abénakis Springs, Ltée—Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of May, 1944, incorporating: Antonio Courville, of Sorel, J.-Omer Biron, of Granby, and René Lapierre, of Drummondville, all three bottlers, of the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers, bottlers of, and wholesale and retail dealers in natural, aerated waters, natural or artificial mineral waters, and all kinds of non-alcoholic beverages;

To purchase, acquire, lease, construct, build and otherwise own, equip, improve, operate, sell, exchange or otherwise alienate hotels, restaurants, clubs, taverns, bathing resorts, swimming pools, dance halls, golf and ski grounds and clubs, or, again, and pursuant to the provisions of the Province of Quebec Liquor Act, to carry on the business of licensed hotel-keeper, dealer in tobacco, beer and wine, under the name of "Sources Abénakis Springs, Ltée—Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000) divided into one hundred (100) preferred shares, with cumulative dividend, without voting right, of one hundred dollars (\$100) each, and one hundred (100) common shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Sorel, in the district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of May, 1944.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"Sport Guild Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of May, 1944, incorporating: Edward Chazan, designer, Louis Chazan, Abe Heft, both merchants, and Mrs. Sadie Solomon, housewife, wife separate as to property of the said Abe Heft and duly authorized by him for these presents, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Manufacturer, exercer le commerce, importer, exporter, en gros et en détail: des robes, vêtements de sport, manteaux, costumes, robes de soirée, pour enfants, dames et demoiselles, vêtements de toute description pour dames, vêtements de hardes de toutes sortes pour enfants; et faire le commerce des lainages, soieries, cotonnades et toutes autres sortes de tissus, garnitures, ornements et tous autres étoffes, objets et commodités utilisés pour la fabrication de vêtements pour dames et enfants, sous le nom de "Sport Guild Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le huit mai 1944.

L'Assistant-procureur général,
6628 L. DÉSILETS.

"Style Signs Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf mai 1944, constituant en corporation: Ben Stein, manufacturier, Marcel Robert, marchand, et madame Lil Stein, ménagère, épouse séparée de biens dudit Ben Stein, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer, produire, acheter, vendre, soit comme marchands de gros ou détaillants, donner le service exporter, importer et faire le commerce et le négoce d'enseignes lumineuses Néon, enseignes en général, nouveautés, jouets, objets pour étalage, la publicité en général, appareils et dispositifs de toutes sortes et descriptions, et tous articles accessoires, outillage et instrument s'y rapportant, sous le nom de "Style Signs Ltd", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera au numéro 1223, rue Amherst, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le neuf mai 1944.

L'Assistant-procureur général,
6629 L. DÉSILETS.

"Victoria Construction Co. Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix mai 1944, constituant en corporation: Henry Weinfeld, avocat et conseil en Loi du Roi, de la cité de Westmount, Samuel David Rudenko, avocat, et mademoiselle Sarah Miller, sténographe, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer en général le commerce et le métier d'entrepreneurs et constructeurs et tous autres commerces se rapportant à iceux;

Exercer le commerce comme agents d'immeubles, et agir comme agents pour fins d'achat, de vente, de location, de gérance, administrateurs de propriétés immobilières et charger une commission pour leurs services, sous le nom de "Victoria Construction Co. Limited", avec un capital

To manufacture, deal in, import, export, wholesale and retail: children's ladies' and misses' dresses, sportswear, cloaks, suits, gowns, ladies' wear of any description whatsoever, children's clothing and wearing apparel of all kinds; and dealers in woollens, silks, cotton and all other kinds of fabrics, trimmings, ornaments and any other materials, objects and commodities used in the manufacture of ladies' and children's wearing apparel, under the name of "Sport Guild Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of May, 1944.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"Style Signs Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of May, 1944, incorporating: Ben Stein, manufacturer, Marcel Robert, merchant, and Mrs. Lil Stein, housewife, wife separate as to property of the said Ben Stein, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing, producing, buying, selling, either as wholesalers or retailers, servicing, exporting, importing and dealing in and with Neon Signs, General Signs, novelties, toys, displays, general advertising, appliances and devices of all kinds and descriptions, and all supplies, accessories, equipment and implements connected therewith, under the name of "Style Signs Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at 1223 Amherst St., Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of May, 1944.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"Victoria Construction Co. Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of May, 1944, incorporating: Henry Weinfeld, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, Samuel David Rudenko, advocate, and Miss Sarah Miller, stenographer, both of the City of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the trade and business of contractors and builders in general and any other business incidental thereto;

To carry on business as real estate agents, and act as agents for the purpose of buying, selling, leasing, managing, administering immoveable property and charge commission for its services, under the name of "Victoria Construction Co. Limited", with a total capital stock of twenty

total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt.

Aucun appel ne sera fait au public pour souscrire aux actions.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le dix mai 1944.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

6630

thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty.

No appeal shall be made to the public to subscribe for shares.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of May, 1944.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

6630-o

"Wardlow Holdings Ltd."

"Wardlow Holdings Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize mai 1944, constituant en corporation: David Gilbert, de la cité de Montréal, Clarence Gross, de la cité de Hampstead, et Nathan Levitsky, de la cité d'Outremont, tous trois avocats, district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of May, 1944, incorporating: David Gilbert, of the City of Montreal, Clarence Gross, of the City of Hampstead, and Nathan Levitsky, of the City of Outremont, all three advocates, District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Acheter, louer ou autrement acquérir et posséder des immeubles, vendre, hypothéquer, louer, aliéner, échanger, disposer ou autrement faire le commerce de tels immeubles ou toute portion d'iceux, et développer, améliorer et disposer telles propriétés en lots à bâtir, rues, ruelles, carrés ou autrement, cultiver telles propriétés immobilières et vendre ou disposer des produits d'icelles;

To purchase, lease or otherwise acquire and to own real estate; to sell, hypothecate, lease, convey, exchange, dispose of or otherwise deal with such real estate, or any portion thereof, and to develop, improve, and lay out such property in building lots, streets, lanes, squares, or otherwise; to farm any such real estate, and to sell or dispose of the products thereof;

Acheter et vendre des actions d'aucune compagnie et détenir et posséder en son propre nom toutes ou aucune action d'aucune compagnie incorporée ou autrement, sous le nom de "Wardlow Holdings Ltd.", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf dollars (\$99,999), divisé en quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (99,999) actions d'une valeur au pair d'un dollar (\$1) chacune.

To buy and sell shares of any Company and to hold and own in its own name all or any of the shares of any Company incorporated or otherwise, under the name of "Wardlow Holdings Ltd.", with a total capital stock of ninety-nine thousand nine hundred and ninety-nine dollars (\$99,999.00), divided into ninety-nine thousand nine hundred and ninety-nine (99,999) shares of the par value of one dollar (\$1.00) each.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, province de Québec.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the Province of Quebec.

Daté du bureau du procureur général, ce seize mai 1944.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of May, 1944.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

6631

6631-o

"Boivin Transport Inc."

"Boivin Transport Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuvième jour de mai 1944, constituant en corporation: Dame Amanda Boivin, veuve de feu Eugène Rousseau, en son vivant camionneur, Paul-E. Provost, camionneur, et André Leclerc, gérant, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of May, 1944, incorporating: Dame Amanda Boivin, widow of the late Eugène Rousseau, in his lifetime truckman, Paul E. Provost, truckman, and André Leclerc, manager, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Faire affaires comme compagnie de camionnage et/ou de transport de marchandises, biens mobiliers ou objets quelconques; prendre toutes les mesures jugées nécessaires ou opportunes dans le but de maintenir, d'améliorer ou de faciliter le susdit commerce de camionnage et/ou de transport, sous le nom de "Boivin Transport Inc.", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cinquante dollars (\$50.00) chacune.

To carry on business as a trucking and/or transportation company for merchandise, movable property or objects whatsoever; to take all measures deemed necessary or expedient to maintain, improve or facilitate the operation of the said trucking and/or transportation business, under the name of "Boivin Transport Inc.", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000), divided into two hundred (200) shares of fifty dollars (\$50) each.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-neuvième jour de mai 1944.

L'Assistant-procureur général,
6632-o L. DÉSILETS. 6632

"Disraeli Furniture Ltd."
"Le Meuble de Disraeli, Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-cinquième jour de mai 1944, constituant en corporation: Émile Gosselin, manufacturier, de Victoriaville, Alphonse Tessier, secrétaire-trésorier, de Disraeli, et Jean-Marc Roberge, notaire, de Thetford Mines, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Établir à Disraeli et ailleurs dans la province de Québec une manufacture de meubles et de transformation de bois, sous le nom de "Disraeli Furniture Ltd."—"Le Meuble de Disraeli, Ltée", avec un capital total de quarante-cinq mille dollars (\$45,000.00), divisé en quatre cent cinquante (450) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Disraeli, dans le district de St-François.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-cinquième jour de mai 1944.

L'Assistant-procureur général,
6633-o L. DÉSILETS. 6633

"La Compagnie Beaugard, Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-cinquième jour de mai 1944, constituant en corporation: Henri-Paul Lemay, avocat, Demoiselles Margaret Hogget Kathleen D. Kierans, sténographes, filles majeures, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire l'exploitation de carrières et transiger comme marchand de pierres, de sable, de gravier et d'autres produits de même origine, en gros ou en détail; exercer l'entreprise de constructeur de route et manufacturier de moellons et de matériaux de construction de toutes sortes, ainsi que toute autre entreprise dans laquelle pourront être utilisés les produits de la Compagnie, sous le nom de "La Compagnie Beaugard, Limitée".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en quarante-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf actions d'une valeur d'un dollar chacune et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commercera ses opérations est de quarante-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf dollars.

Le bureau principal de la compagnie sera à Ste-Anne-de-Stukely, dans le district de Bedford.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-cinquième jour de mai 1944.

L'Assistant-procureur général,
6634-o L. DÉSILETS. 6634

"La Crémérie des Bois-Francis, Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuvième jour de mai 1944, constituant en corporation: Rolland Kirouac, Lionel Kirouac,

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of May, 1944.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"Disraeli Furniture Ltd."
"Le Meuble de Disraeli, Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of May, 1944, incorporating: Emile Gosselin, manufacturer, of Victoriaville, Alphonse Tessier, secretary treasurer, of Disraeli, and Jean-Marc Roberge, notary, of Thetford Mines, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To establish, at Disraeli and elsewhere in the Province of Quebec, a furniture and wood transformation factory, under the name of "Disraeli Furniture Ltd."—"Le Meuble de Disraeli, Ltée", with a total capital stock of forty-five thousand dollars (\$45,000), divided into four hundred and fifty (450) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Disraeli, in the District of St-François.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of May, 1944.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"La Compagnie Beaugard, Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of May, 1944, incorporating: Henri-Paul Lemay, advocate, the Misses Margaret Hogg and Kathleen D. Kierans, stenographers, spinsters, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To operate quarries and carry on business as dealers in stone, sand and gravel and other products of a like origin, wholesale or retail; to engage in the business of road builder and manufacturer of rubble and building materials of all kinds, as well as any other undertaking in which the products of the company may be used, under the name of "La Compagnie Beaugard, Limitée".

The capital stock of the company is divided into forty-nine thousand nine hundred and ninety-nine share of a value of one dollar each and the amount of capital stock with which the company will begin its operations is forty-nine thousand nine hundred and ninety-nine dollars.

The head office of the company will be at Ste-Anne-de-Stukely, in the district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of May, 1944.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"La Crémérie des Bois-Francis, Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of May, 1944, incorporating: Rolland Kirouac, Lionel Kirouac, manufacturers, of War-

industriels, de Warwick, et Lionel Rousseau, constable, de Victoriaville, tous trois de la province de Québec, dans les buts suivants:

Exploiter le commerce et l'industrie des produits laitiers, de leurs sous-produits et de leurs dérivés, en gros ou en détail ou les deux ensemble sous toute forme que ce soit, sous le nom de "La Crèmerie des Bois-Francis, Limitée", avec un capital total de quarante-neuf mille neuf cents dollars (\$49,900.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Victoriaville, district d'Arthabaska.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-neuvième jour de mai 1944.

L'Assistant-procureur général
6635-o L. DÉSILETS.

wick, and Lionel Rousseau, constable, of Victoriaville, all three of the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business and industry of dairy products and their by-products and derivatives, wholesale and retail or both together under any form whatsoever, under the name of "La Crèmerie des Bois-Francis, Limitée", with a total capital stock of forty-nine thousand nine hundred dollars (\$49,900), divided into four hundred and ninety-nine (499) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Victoriaville, district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of May, 1944.

L. DÉSILETS,
6635 Deputy Attorney General.

"La Société St-Jean Baptiste de Ste-Martine"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deuxième jour de mai 1944, constituant en corporation sans capital-actions: M. l'abbé J.-Gérard Gagnon, prêtre, Hervé Vallée, journalier, Henri Demers, laitier, Lucien Reid et Théopitus Vinette, cultivateurs, Barny Hébert, maître de poste, René Sagala, rentier, William Castonguay, cheminot, Ubald Bédard, entrepreneur, Emile Malette, marchand, Léo Chèvrefils, médecin vétérinaire, Clément Faucher, agent, René Michaud, chef de gare, Dr Aurélien Thouin, médecin, Paul Jeanneau, hôtelier, et Eloi Simon, menuisier, tous domiciliés dans le village de Ste-Martine, district de Beauharnois, province de Québec, dans les buts suivants:

Développer chez les Canadiens-Français un sentiment patriotique, national, culturel, social, religieux et artistique, sous le nom de "La Société St-Jean Baptiste de Ste-Martine".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de dix mille dollars (\$10,000.00) et les revenus annuels, cinq mille dollars (\$5,000.00).

Le bureau principal de la corporation sera à Ste-Martine, dans le district de Beauharnois.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-deuxième jour de mai 1944.

L'Assistant-procureur général,
6636-o L. DÉSILETS.

"La Société St-Jean Baptiste de Ste-Martine"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of May, 1944, to incorporate as a corporation without share capital: Reverend abbé J.-Gérard Gagnon, priest, Hervé Vallée, labourer, Henri Demers, milkman, Lucien Reid and Théopitus Vinette, farmers, Barny Hébert, postmaster, René Sagala, annuitant, William Castonguay, roadsman, Ubald Bédard, contractor, Emile Malette, merchant, Léo Chèvrefils, veterinary surgeon, Clément Faucher, agent, René Michaud, station master, Dr. Aurélien Thouin, physician, Paul Jeanneau, hotel-keeper, and Eloi Simon, carpenter, all domiciled in the Village of Ste-Martine, District of Beauharnois, Province of Quebec, for the following purposes:

To promote, among French Canadians, patriotic, national, cultural, social, religious and artistic sentiments, under the name of "La Société St-Jean Baptiste de Ste-Martine".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited is ten thousand dollars (\$10,000), and the annual revenues, five thousand dollars (\$5,000).

The head office of the corporation will be at Ste-Martine, in the District of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of May, 1944.

L. DÉSILETS,
6636 Deputy Attorney General.

"L.-E. Caron, Limitée"
"L.-E. Caron, Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-troisième jour de mai 1944, constituant en corporation: Louis-Edgar Caron, marchand de charbon, Elzéar Carmichael, prospecteur, tous deux de Québec, et Thomas Duhamel, gérant, de St-Pierre-de-Charlesbourg, tous trois du district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Miner, importer et exporter, préparer pour la vente, raffiner et préparer pour le marché par tout procédé quelconque, vendre et autrement disposer et généralement faire le commerce et le négoce du charbon, coke, huile et toutes sortes de combustibles et produits pétrolifères, soit à l'état naturel ou fabriqués et manufacturer ceux qui sont susceptibles d'être manufacturés;

"L.-E. Caron, Limitée"
"L.-E. Caron, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of May, 1944, incorporating: Louis-Edgar Caron, coal-merchant, Elzéar Carmichael, prospector, both of Québec, and Thomas Duhamel, manager, of St-Pierre-de-Charlesbourg, all three of the District of Québec, Province of Québec, for the following purposes:

To mine, import and export, prepare for sale, refine and prepare for the market by any process whatsoever, sell and otherwise dispose of and deal and trade generally in coal, coke, oil and all kinds of fuel and petroleum products, whether in a natural or manufactured state, and to manufacture those which may be capable of being manufactured;

Exercer le commerce de marchands en gros et détail, importateur, exportateur et négociant en général de bois, bois de charpente, bois de construction et bois de chauffage;

Exercer le commerce en gros et en détail du foin, grain, moulée, engrais et d'autres céréales, sous le nom de "L.-E. Caron, Limitée"—"L.-E. Caron, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-troisième jour de mai 1944.

L'Assistant-procureur général,
6637-o L. DÉSILETS.

"Le Comité des fêtes du deuxième centenaire de Ste-Marie de Beauce"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuvième jour de mai 1944, constituant en corporation sans capital-actions: Théo Busque, agronome, Joseph Vachon, gérant, M. l'abbé J.-Alphonse Labbé, prêtre, Eugène Gagnon, négociant, J.-Stanislas Poulin, rentier, et Louis-Alfred Ferland, avocat, tous de Sainte-Marie, comté de Beauce, province de Québec, dans les buts suivants:

Travailler à l'organisation des fêtes du deuxième centenaire de Ste-Marie de Beauce; en prendre la direction dans un but économique et social, et à cette fin, exploiter tout emblème, enseigne, dans un but publicitaire et pour attirer l'attention du public sur les dites fêtes, sous le nom de "Le Comité des fêtes du deuxième centenaire de Ste-Marie de Beauce."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de dix mille dollars (\$10,000.00).

Le bureau principal de la corporation sera à Ste-Marie, dans le district de Beauce.

La dite corporation deviendra éteinte automatiquement et cessera d'exister le 1er août 1945.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-neuvième jour de mai 1944.

L'Assistant-procureur général,
6638-o L. DÉSILETS.

"L. Massicotte & Careau Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingtième jour de mai 1944, constituant en corporation: Lucien Massicotte, entrepreneur, Dame Delphine Dufour, épouse séparée de biens du dit Lucien Massicotte et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Philippe Careau, plombier, tous trois du Cap-de-la-Madeleine, district des Trois-Rivières, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir et opérer le commerce actuellement fait par Lucien Massicotte, plombier, comme entrepreneur général et marchand général dans la ville du Cap de la Madeleine, P.Q., avec tout l'actif, marque de commerce, licences et achalandage, et de payer ainsi qu'il pourrait être stipulé, soit en argent comptant ou parts acquittées du capital de cette compagnie, sous le nom

To carry on business as wholesale and retail merchants importers, exporters of and general dealers in wood, timber, lumber and fire-wood;

To deal, wholesale and retail in hay, grain, feed, fertilizers and other cereals, under the name of "L.-E. Caron, Limitée"—"L.-E. Caron, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Quebec, in the District of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of May, 1944.

L. DÉSILETS,
6637 Deputy Attorney General.

"Le Comité des fêtes du deuxième centenaire de Ste-Marie de Beauce"

Notice is given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of May, 1944, to incorporate as a corporation without share capital: Théo Busque, agronomist, Joseph Vachon, manager, the Rev. abbé J. Alphonse Labbé, Priest, Eugène Gagnon, trader, J. Stanislas Poulin, annuitant, and Louis-Alfred Ferland, advocate, all of Sainte-Marie, county of Beauce, Province of Quebec, for the following purposes:

To work for the organization of celebrations for the bicentennial of Ste-Marie de Beauce; to undertake the direction of same from a social and economic standpoint, and for this purpose, to utilize any emblem or banner for publicity purposes and to attract the attention of the public to the said celebrations, under the name of "Le Comité des fêtes du deuxième centenaire de Ste-Marie de Beauce."

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is ten thousand dollars (\$10,000).

The head office of the corporation will be at Ste-Marie, in the district of Beauce.

The said corporation shall automatically become extinct and cease to exist on the first of August, 1945.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of May, 1944.

L. DÉSILETS,
6638 Deputy Attorney General.

"L. Massicotte & Careau Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of May, 1944, incorporating: Lucien Massicotte, contractor, Dame Delphine Dufour, wife separate as to property of the said Lucien Massicotte and duly authorized by him for the purposes hereof, and Philippe Careau, plumber, all three of Cap-de-la-Madeleine, district of Trois-Rivières, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire and operate the business actually carried on by Lucien Massicotte, plumber, as general contractor and general merchant in the Town of Cap de la Madeleine, P.Q., with all the assets, trade-marks, licenses and goodwill, and to pay as may be stipulated, whether in cash or paid up shares of the capital stock of the said company, under the name of "L. Massicotte &

de "L. Massicotte & Careau Limitée", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Cap-de-la-Madeleine, dans le district des Trois-Rivières.

Daté du bureau du procureur général, ce vingtième jour de mai 1944.

L'Assistant-procureur général,
6639-0 L. DÉSILETS.

"Rosaire Dumas, Limitée"
"Rosaire Dumas, Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-troisième jour de mai 1944, constituant en corporation: Rosaire Dumas, camionneur, Elzéar Carmichael, prospecteur, tous deux de Québec, et Thomas Duhamel, gérant, de St-Pierre-de-Charlesbourg, tous trois du district de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Effectuer, faire, opérer sous toutes ses formes, par voies terrestre, maritime et aérienne, et de quelque manière que ce soit, tous genres de transport, charroyages, déménagements, transbordements, déplacements de lieux de toutes personnes, de tous meubles meublants, mobiliers, articles et effets de ménage, bagages et effets personnels, tous produits et marchandises quelconques, de la malle, de tout ce qui est susceptible de déménagement ou déplacement, ainsi que des valeurs de toutes espèces, objets précieux ou de luxe, titres, sous le nom de "Rosaire Dumas, Limitée"—"Rosaire Dumas, Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille neuf cents dollars (\$49,900.00), divisé en 499 actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-troisième jour de mai 1944.

L'Assistant-procureur général,
6640-0 L. DÉSILETS.

"Shawinigan Taxi, Incorporée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuvième jour de mai 1944, constituant en corporation: J.-Ernest Gauthier, comptable, J.-Roland Pelletier, chimiste, et Demoiselle M.-Marthe Lapointe, fille majeure usant de ses droits, sténographe, tous trois des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, acquérir, posséder, opérer, louer, prendre à bail, maintenir, arrenter ou autrement exercer le commerce d'auto-taxi, camion, autobus, ligne d'autobus, autobus et toutes sortes d'automobiles et véhicules-moteurs et exercer généralement le commerce de voitures privées pour location à des personnes, ou pour le transport d'effets, articles et marchandises, et fournir et pourvoir les chauffeurs d'automobiles et taxis-cabs ou à toute personne ou firme exerçant un commerce en tout ou en partie semblable à celui de la compagnie, tous services, facilités, informations, privilèges, concessions, droits, annonces qui sembleront avantageux à la compagnie ou à

Careau Limitée", with a total capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Cap-de-la-Madeleine, in the district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of May, 1944.

L. DÉSILETS,
6639 Deputy Attorney General.

"Rosaire Dumas, Limitée"
"Rosaire Dumas, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of May, 1944, incorporating: Rosaire Dumas, truckman, Elzéar Carmichael, prospector, both of Quebec, and Thomas Duhamel, manager, of St-Pierre-de-Charlesbourg, all three of the District of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To effectuate, carry on, operate, under all its forms, by land, water and air, and in any manner whatsoever, all kinds of transportation, carting, moving, transshipment, displacement of persons, household furniture, furniture, household articles and supplies, baggage and personal effects, mail and anything capable of being moved or displaced, and also securities of any kind, precious objects or luxuries, titles, under the name of "Rosaire Dumas, Limitée"—"Rosaire Dumas, Limited", with a total capital stock of forty-nine thousand nine hundred dollars (\$49,900), divided into four hundred and ninety-nine (499) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of May, 1944.

L. DÉSILETS,
6640 Deputy Attorney General.

"Shawinigan Taxi, Incorporée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of May, 1944, incorporating: J. Ernest Gauthier, accountant, J. Roland Pelletier, chemist, and Demoiselle M. Marthe Lapointe, spinster in the use of her rights, stenographer, all three of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, acquire, own, operate, lease, take on lease, maintain, rent or otherwise deal in motor taxis, trucks, omnibuses, autobus lines, autobuses and all kinds of automobiles and motor vehicles and to carry on in general the business of private vehicles for hire to persons, or for the transportation of goods, wares and merchandise, and to furnish and provide automobile and taxi-cab drivers or any person or firm carrying on a business in whole or in part similar to that of the company, any services, facilities, information, privileges, concessions, rights, advertising which may seem advantageous to the company or to those making contracts with it, under the name

ceux qui feront des contrats avec elle, sous le nom de "Shawinigan Taxi, Incorporée", avec un capital total de dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix dollars (\$19,990.00), divisé en mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (1999) actions ordinaires ou communes d'une valeur au pair de dix dollars (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Shawinigan Falls, dans le district de Trois-Rivières.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-neuvième jour de mai 1944.

L'Assistant-procureur général,
6641-o L. DÉSILETS.

"Artic Refrigeration Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt mai 1944, constituant en corporation: Joseph Cohen, avocat et conseil en Loi du Roi, Abraham Halmer Vineberg, avocat et conseil en Loi du Roi, et Ezra Leithman, avocat, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter et réparer, et autrement faire le commerce de réfrigérateurs, machines à réfrigération et accessoires, spécialités et instruments de toutes sortes, ameublements, effets, articles de ménage et commerciaux, appliques et appareils de toute nature et description; exercer le commerce comme entrepreneurs, constructeurs et machinistes, sous le nom de "Artic Refrigeration Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt mai 1944.

L'Assistant-procureur général,
6642 L. DÉSILETS.

"Bader's Bakery (Quebec) Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze mai 1944, constituant en corporation: Annette Lafleur, Armandine Gosselin et Alice Gagnon, filles majeures, secrétaires, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de boulangers, confiseurs et manufacturiers de biscuits en gros et en détail, et manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de pain, pâtisserie, biscuits, confiserie, farine, farine de maïs, graisse et accessoires de boulangers et objets, effets et marchandises faits en tout ou en partie des produits du blé, blé d'inde, orge et autres céréales, et produits de boulangerie d'aucune nature quelconque, ainsi que toutes sortes et descriptions d'aliments cuits et aucun produit y requis, et ouvrir et exploiter des manufactures, usines, magasins et magasins à chaîne pour ses fins, sous le nom de "Bader's Bakery (Quebec) Limited".

Le capital-actions autorisé de la compagnie est divisé en vingt mille (20,000) actions d'une valeur au pair d'un dollar (\$1) chacune, et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de vingt mille dollars (\$20,000).

of "Shawinigan Taxi, Incorporée", with a total capital stock of nineteen thousand nine hundred and ninety dollars (\$19,990), divided into one thousand nine hundred and ninety-nine (1999) common or ordinary shares of a par value of ten dollars (\$10) each.

The head office of the company will be at Shawinigan Falls, in the district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of May, 1944.

L. DÉSILETS,
6641 Deputy Attorney General.

"Artic Refrigeration Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of May, 1944, incorporating: Joseph Cohen, advocate and King's Counsel, Abraham Halmer Vineberg, advocate and King's Counsel, and Ezra Leithman, advocate, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, import, export and repair, and otherwise deal in refrigerators, refrigerating machinery and appliances, specialties and supplies of all kinds, furniture, furnishings, household and commercial appliances, fixtures and apparatus of every nature and description; to carry on the business of contractors, builders and machinists, under the name of "Artic Refrigeration Inc.", with a total capital stock of Twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into Two hundred (200) shares of One hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of May, 1944.

L. DÉSILETS,
6642-o Deputy Attorney General.

"Bader's Bakery (Quebec) Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of May, 1944, incorporating: Annette Lafleur, Armandine Gosselin and Alice Gagnon, spinsters, secretaries, of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of wholesale and retail bakers, confectioners and biscuit manufacturers, and to manufacture, buy, sell and deal in bread, pastry, biscuits, confectionery, flour, meal, shortening and bakers' supplies and goods, wares and merchandise made wholly or partly from the products of wheat, corn, barley and other cereals, and bakery products of any nature whatsoever, as well as all kinds and descriptions of cooked foods and any products required with the same, and to open and operate manufactures, plants, stores and chain stores, for its purposes, under the name of "Bader's Bakery (Quebec) Limited".

The authorized capital stock of the company is divided into Twenty thousand (20,000) shares of the par value of One dollar (\$1.00) each, and the amount of the capital stock with which the company will commence its operations will be Twenty thousand dollars (\$20,000.00).

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce quinze mai 1944.

L'Assistant-procureur général,
6643 L. DÉSILETS.

"B. & Y. Realities Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt mai 1944, constituant en corporation: Isidore Popliger, avocat et conseil en loi du Roi, Helen B. Popliger, sténographe, fille majeure, tous deux de la cité d'Outremont, et Esther Gasoi, sténographe, fille majeure, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir, acheter, obtenir, louer, bâtir, construire ou autrement détenir, utiliser, améliorer, développer, gérer, hypothéquer, donner à bail, transférer, vendre, échanger disposer de et faire le commerce d'immeubles et de biens immeubles de toute description, de franchises, permis ou aucun intérêt en iceux, et ériger, modifier, réparer et entretenir, gérer et administrer des bâtisses, lots et autres propriétés immobilières, sous le nom de "B. & Y. Realities Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt mai 1944.

L'Assistant-procureur général,
6644 L. DÉSILETS.

"Campus Modes Inc."

Avis est, par les présents, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre mai 1944, constituant en corporation: Harry Batshaw, C.R., Louis Feigenbaum, tous deux avocats, et Fred Britan, comptable, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, produire, acheter, vendre, importer et exporter des vêtements pour dames, marchandises sèches, habits et vêtements pour dames et messieurs et garnitures de toutes sortes et descriptions, et la matière première utilisée dans ou avec iceux, et généralement en faire le commerce comme mandants ou agents, en gros ou en détail, sous le nom de "Campus Modes Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-quatre mai 1944.

L'Assistant-procureur général,
6645 L. DÉSILETS.

"East Sullivan Mines Limited"
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-

The chief place of business of the company to be in the City of Montreal, in the District of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of May, 1944.

L. DÉSILETS,
6643-o Deputy Attorney General,

"B. & Y. Realities Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of May, 1944, incorporating: Isidore Popliger, advocate and King's Counsel, Helen B. Popliger, stenographer, spinster, both of the City of Outremont, and Esther Gasoi, stenographer, spinster, of the City of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire, buy, purchase, lease, build construct, or otherwise hold, use, improve, develop, manage, mortgage, lease, transfer sell, exchange, dispose of and deal in real estate and in immovables of every description, franchises, permits, or any interest therein, and to erect, alter, repair and maintain, manage and administer buildings, lots, and other immoveable property, under the name of "B. & Y. Realities Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of May, 1944.

L. DÉSILETS,
6644-o Deputy Attorney General.

"Campus Modes Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of May, 1944, incorporating: Harry Batshaw, K.C., Louis Feigenbaum, both advocates, and Fred Britan, accountant, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, produce, buy, sell, import and export, ladies' wear, dry goods, ladies' and gentlemen's clothing wearing apparel and furnishings of every kind and description, and raw material used therein or therefor, and to deal in the same generally as principals or agents, wholesale or retail, under the name of "Campus Modes Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of May, 1944.

L. DÉSILETS,
6645-o Deputy Attorney General.

"East Sullivan Mines Limited"
(No personal liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-

gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux mai 1944, constituant en corporation: René Chênevert, avocat, de la cité de Westmount, Louis Philippe Lortie, comptable, de la cité de Montréal, et Isabella Macfarlane, sténographe, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Sans affecter la Loi des mines de Québec (Chap. 196) et sans aucunement restreindre ses pouvoirs généraux;

Faire des explorations et recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes les opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit, le sol ou la terre, les roches ou les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que soit, et les vendre et autrement en disposer, sous le nom de "East Sullivan Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de trois millions de dollars (\$3,000,000), divisé en trois millions (3,000,000) d'actions d'un dollar (\$) chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-deux mai 1944.

L'Assistant-procureur général,
6646 L. DESILETS.

"Formaque Gold Mines Limited"
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux mai 1944, constituant en corporation: Galen Lee Prime, secrétaire, Alastair McAdam Watt et Francis Raymond Hennen, avocats, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire des explorations et recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes les opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit, le sol ou la terre, les roches ou les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre et autrement en disposer, sous le nom de "Formaque Gold Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de trois millions cinq cent mille dollars (\$3,500,000), divisé en trois millions cinq cent mille (3,500,000) actions d'un dollar (\$) chacune.

Le conseil d'administration de la compagnie sera composé de sept (7) membres qui seront élus comme directeurs à l'assemblée générale des actionnaires.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-deux mai 1944.

L'Assistant-procureur général,
6647 L. DESILETS.

Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of May, 1944, incorporating: René Chênevert, barrister, of the City of Westmount, Louis Philippe Lortie, accountant, of the City of Montreal, and Isabella Macfarlane, stenographer, spinster, of the City of Outremont, and all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Without affecting the Quebec Mining Act (Chap. 196) and without in any way restricting its general powers to:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "East Sullivan Mines Limited" (No personal liability), with a total capital stock of three million dollars (\$3,000,000.00), divided into three million (3,000,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The shareholders will incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of May, 1944.

L. DESILETS,
6646-o Deputy Attorney General.

"Formaque Gold Mines Limited"
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of May, 1944, incorporating: Galen Lee Prime, secretary, Alastair McAdam Watt and Francis Raymond Hennen, advocates, all of the City and District of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Formaque Gold Mines Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of Three million five hundred thousand dollars (\$3,500,000.00), divided into Three million five hundred thousand (3,500,000) shares of One dollar (\$1.00) each.

The Board of Directors of this company shall be composed of Seven (7) members who shall be elected as directors at the general meeting of the shareholders.

The head office of the company will be at the City of Montreal in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of May, 1944.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

"Hefts Sportswear Co. Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt mai 1944, constituant en corporation: Abraham Harris Heft, manufacturier, Irving Heft, Alexander Heft, Issie Heft et Moe Heft, administrateurs, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, produire, acheter, vendre, importer et exporter des marchandises sèches, marchandises en coton, soies et habits pour dames et messieurs et vêtements de toutes sortes et descriptions, garnitures de toutes sortes pour dames et messieurs, vêtements de sport pour dames et messieurs, articles de sport et habits de sport de toutes sortes, et de toutes choses incidentes et s'y rapportant et la matière première y utilisée et toutes machines, outils ou dispositifs utilisés dans la fabrication d'iceux et tous dispositifs d'étalage, d'emballage, d'étiquette et de publicité utilisés ou utiles dans la mise sur le marché d'aucun des articles ci-dessus, et généralement en faire le commerce comme mandants ou agents, en-gros ou en détail, sous le nom de "Hefts Sportswear Co. Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt mai 1944.

L'Assistant-procureur général,
6648 L. DESILETS.

"Hefts Sportswear Co. Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of May, 1944, incorporating: Abraham Harris Heft, manufacturer, Irving Heft, Alexander Heft, Issie Heft and Moe Heft, executives, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, produce, sell, buy, import and export dry-goods, cotton goods, silks and ladies' and gentlemen's clothing, and garments of every kind and description, ladies' and gentlemen's furnishings of every kind, ladies' and gentlemen's sportswear, sporting goods and sporting apparel of every kind, and in all things incidental and appertaining thereto, and raw material used therein and any machine, tool or appliance used in the manufacture thereof and any fixture, packing, label and advertising device, used or useful in the marketing of any of the above articles, and to deal in the same generally as principal or agent, wholesale or retail, under the name of "Hefts Sportswear Co. Limited", with a total capital stock of Twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into Two hundred (200) shares of One hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of May, 1944.

L. DESILETS,
6648-o Deputy Attorney General.

"Joliette Aircraft Company Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf mai 1944, constituant en corporation: Honoré Dionne, avocat, P. Hector Landry, garagiste, et Jack J. Luis, machiniste, tous des cité et district de Joliette, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de mécaniciens et marchands et manufacturiers d'appareils, moteurs et autre machinerie, fabricants d'outils, fondeurs en bronze, ouvriers en métaux, fabricants de bouilloires, constructeurs de moulins, machinistes, convertisseurs de fer et d'acier, forgerons, poseurs d'appareils à vapeur et au gaz, ouvriers en bois, constructeurs, peintres, métallurgistes, électriciens, fabricants de gaz, voituriers et marchands; acheter, vendre, manufacturer, réparer, convertir, modifier, louer ou donner à bail et faire le commerce de machinerie, instruments, matériel roulant et ferronnerie de toutes sortes, sous le nom de "Joliette Aircraft Company Limited," avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000), divisé en mille (1,000) actions de dix dollars (\$10) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Joliette, district de Joliette.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-neuf mai 1944.

L'Assistant-procureur général,
6649 L. DESILETS.

"Joliette Aircraft Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of May, 1944, incorporating: Honoré Dionne, advocate, P. Hector Landry, garagist, and Jack J. Luis, machinist, all of the City and District of Joliette, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of mechanics and dealers in and manufacturers of plants, engines and other machinery, toolmakers, brass founders, metal workers, boiler makers, mill-wrights, machinists, iron and steel converters, smiths, steam and gas fitters, wood-workers, builders, painters, metallurgists, electricians, gas makers, carriers and merchants; to buy, sell, manufacture, repair, convert, alter, let or hire and deal in machinery, implements, rolling stock and hardware of all kinds, under the name of "Joliette Aircraft Company Limited", with a total capital stock of Ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into One thousand (1,000) shares of Ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at Joliette, in the District of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of May, 1944.

L. DESILETS,
6649-o Deputy Attorney General.

"Lucerne Investments Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies

"Lucerne Investments Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux mai 1944, constituant en corporation: Henri Beaulieu, avocat, André Montpetit, avocat, et Léo Limoges, comptable, tous trois de la cité de Montréal, district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Souscrire à forfait, souscrire, acheter ou autrement acquérir et détenir, soit comme mandant ou agent et absolument comme propriétaire ou par voie de garantie collatérale ou autrement, et vendre, échanger, transférer, céder ou autrement disposer de ou faire le commerce d'actions, stocks, débetures, débetures-actions, bons, obligations et valeurs émises ou garanties par aucune compagnie incorporée quelconque et constituée et exerçant ses affaires où que ce soit, et par aucun gouvernement, commission, corps public ou autorité suprême, municipale, scolaire, locale ou autrement, soit au Canada ou ailleurs, sous le nom de "Lucerne Investments Limited", avec un capital total de quatre cent quatre-vingt-dix mille dollars (\$490,000), divisé en quatre mille neuf cents (4,900) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-deux mai 1944.

L'Assistant-procureur général,
6650 L. DÉSILETS.

"Montreal Model Railroad Club Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six mai 1944, constituant en corporation sans capital-actions: Edward Gilbert Mulligan, comptable agréé, Charles R. Trenholme, secrétaire, et Douglas A. Shaw, directeur, tous de la cité de Westmount, district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Diriger un club ayant pour objet la réunion de personnes intéressées dans les modèles de chemin de fer comme passe-temps, sous le nom de "Montreal Model Railroad Club Inc."

Les pouvoirs y accordés ne permettront pas ni la corporation ne participera à des jeux à l'argent, jeux de hasard et jeux mixtes de hasard et d'habileté et la corporation n'aura pas le pouvoir d'obtenir et détenir aucun permis de club de la Commission des liqueurs de Québec.

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de vingt mille dollars (\$20,000).

Le siège social de la corporation sera à 676 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-six mai 1944.

L'Assistant-procureur général,
6651 L. DÉSILETS.

"Planned Sites Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux mai 1944, constituant en corporation: Max Colle, surintendant, Beatrice Colle, administratrice, épouse séparée de biens de Harry Lyon Colle, dûment autorisée,

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of May, 1944, incorporating: Henri Beaulieu, barrister, André Montpetit, barrister, and Léo Limoges, accountant, all three of the City of Montreal, District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To underwrite, subscribe for, purchase or otherwise acquire and hold, either as principal or agent and absolutely as owner or by way of collateral security or otherwise, and to sell, exchange, transfer, assign or otherwise dispose of or deal in shares, stocks, debentures, debenture stocks, bonds, obligations and securities issued or guaranteed by any incorporated company howsoever and wheresoever constituted and carrying on business, and by any government, commission, public body or authority, supreme, municipal, school, local or otherwise, whether in Canada or elsewhere, under the name of "Lucerne Investments Limited", with a total capital stock of Four hundred and ninety thousand dollars (\$490,000.00), divided into Four thousand nine hundred (4,900) shares of One hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of May, 1944.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"Montreal Model Railroad Club Inc."

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of May, 1944, to incorporate as a corporation without share capital: Edward Gilbert Mulligan, chartered accountant, Charles R. Trenholme, secretary, and Douglas A. Shaw, executive, all of the City of Westmount, District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To conduct a club having for object a gathering of persons interested in model railroads as a hobby, under the name of "Montreal Model Railroad Club Inc."

The powers granted herein shall not permit nor shall the Corporation participate in gambling games, games of chance and games of chance and skill mixed nor shall the Corporation be empowered to obtain and hold any club license from the Quebec Liquor Commission.

The amount to which the value of the immovable property which the Corporation may hold is to be limited, is Twenty thousand dollars (\$20,000.00).

The head office of the Corporation will be at 676 Ste Catherine St. W., Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of May, 1944.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"Planned Sites Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of May, 1944, incorporating: Max Colle, superintendent, Beatrice Colle, executive, wife separate as to property of Harry Lyon Colle, duly authorized, and Max Isidore Sigler, advo-

et Max Isidore Sigler, avocat, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir par achat, location, échange ou autrement, et détenir ou développer, faire le commerce, vendre ou acquérir et disposer de lots de ville, terrains de ferme, emplacements urbains, pâturages, terrains, édifices ou constructions, ou immeubles d'aucune et toute description, sous le nom de "Planned Sites Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions ordinaires de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-deux mai 1944.

L'Assistant-procureur général,
6652 L. DÉSILETS.

"Stotland Holdings Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt mai 1944, constituant en corporation: Hyman Stotland, Sol Stotland et Louis Stotland, manufacturiers, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir par achat, échange, location ou aucun autre titre légal, et posséder, détenir, améliorer, administrer, utiliser, développer, se servir et jouir, ou autrement faire le commerce et mettre en valeur, et vendre, louer, échanger ou autrement transférer et disposer d'immeubles ou les intérêts d'iceux et des bâtisses ou autres constructions dessus érigées, concessions forestières, pouvoirs hydrauliques et autres, et autres propriétés immobilières de toutes sortes et descriptions et les droits sur telles propriétés, sous le nom de "Stotland Holdings Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt mai 1944.

L'Assistant-procureur général,
6653 L. DÉSILETS.

"Sun Valley Lodge Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois mai 1944, constituant en corporation: Louis H. Rohrlick, Michael Herman, tous deux avocats, et Dame Libby Turner, secrétaire, fille majeure, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'hôteliers, aubergistes, tenanciers de maison de pension, tenanciers de maisons de chambres, exercer le commerce de restaurateurs et exploiter un endroit de rafraîchissement, acheter et vendre toutes sortes de produits alimentaires et les servir sur les lieux, sous le nom de "Sun Valley Lodge Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

cate, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise, and to hold or develop, deal in, sell or acquire and dispose of city lots, farm lands, town sites, grazing lands, land, buildings or structures, or real estate of any and all descriptions, under the name of "Planned Sites Inc.", with a total capital stock of Twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into Two hundred (200) common shares of One hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of May, 1944.

L. DÉSILETS,
6652-o Deputy Attorney General.

"Stotland Holdings Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of May, 1944, incorporating: Hyman Stotland, Sol Stotland and Louis Stotland, manufacturers, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire by purchase, exchange, lease or any other legal title, and to possess, hold, improve, administer, utilize, develop, use and enjoy, or otherwise deal with and turn to account, and to sell, lease, exchange or otherwise make over and dispose of real estate or interests therein, and buildings or other structures thereon erected, timber limits, water and other powers, and other immoveable property of all kinds and descriptions and rights in such property, under the name of "Stotland Holdings Ltd.", with a total capital stock of Twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into Two hundred (200) shares of One hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of May, 1944.

L. DÉSILETS,
6653-o Deputy Attorney General.

"Sun Valley Lodge Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of May, 1944, incorporating: Louis H. Rohrlick, Michael Herman, both advocates, and Dame Libby Turner, secretary, spinster of the full age of majority, of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To conduct the business of hotel-keeper, inn-keeper, boarding-house-keeper, lodginghouse-keeper, to conduct the business of restaurateurs and to maintain a place of refreshments, to purchase and to sell all kinds of food stuffs, and to serve the same on the premises, under the name of "Sun Valley Lodge Inc.", with a total capital stock of Twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into Two hundred (200) shares of One hundred dollars (\$100.00) each.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Agathe des Monts, district de Terrebonne.

The head office of the company will be at Ste. Agathe des Monts, in the District of Terrebonne.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-trois mai 1944.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of May, 1944.

L'Assistant-procureur général,
6654 L. DÉSILETS.

L. DÉSILETS,
6654-o Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

"S. H. Ewing, Limited"

"S. H. Ewing, Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du premier juin 1944, à la compagnie "S. H. Ewing, Limited" modifiant les pouvoirs de la compagnie.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the first day of June, 1944, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "S. H. Ewing, Limited" to modify the powers of the company.

Daté du bureau du procureur général, ce premier juin 1944.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of June, 1944.

L'Assistant-procureur général,
6655 L. DÉSILETS.

L. DÉSILETS,
6655-o Deputy Attorney General.

Examens du Barreau—Bar Examinations

BARREAU DE MONTRÉAL.—BAR OF MONTREAL.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW.

Examen du 3 juillet 1944.—Examinations of July 3, 1944.

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
1.—Bentley	D. F.	33	Ville Mont-Royal.
2.—Bessette	André	23	Montréal.
3.—Bilodeau	R. G.	23	Westmount.
4.—Boudreault	René	27	Montréal.
5.—Dansereau	Arthur	23	Montréal.
6.—Forest	Jean	24	Montréal.
7.—Gabias	P.-Y.	23	Montréal.
8.—Godbout	Maurice	27	Montréal.
9.—Grégoire	Jean-Paul	24	Montréal.
10.—Hamel	Jean-Jacques	24	Montréal.
11.—Jacobs	A. B.	24	Montréal.
12.—Johnson	W. Austin	25	Montréal.
13.—Joseph	Philip	43	Montréal.
14.—Lachaine	Louis D. G.	25	Montréal.
15.—Laing	P. M.	28	Montréal.
16.—Lamarre	Marc	23	Longueuil.
17.—Lapin	Murray	25	Montréal.
18.—Lawrence	F. S.	44	Montréal.
19.—Lefebvre	Wilfrid	24	Montréal.
20.—Massie	Gaston	25	Montréal.
21.—McClintock	L. A.	27	Montréal.
22.—Moscovitch	Moses	26	Montréal.
23.—Popliger	L. S.	24	Outremont.
24.—Poulin	François	30	Montréal.
25.—Pouliot	Gaston	22	Montréal.
26.—Riel	Maurice	22	Montréal.
27.—Robert	Gaétan	24	Montréal.
28.—Stalker	Alexander	24	Westmount.
29.—Vaillancourt	Gilles	35	Montréal.

Montréal, le 19 juin 1944.—Montreal, June 19th, 1944.

Le secrétaire du Barreau de Montréal,
GEO. N. BRODERICK,
Secretary of the Bar of Montreal.

BARREAU DES TROIS-RIVIÈRES.—BAR OF TROIS-RIVIÈRES.

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW.

Examens de juillet 1944.—Examinations of July 1944.

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Dussault.....	Maurice.....	22	Yamachiche.....	Séminaire de Trois-Rivières.

Trois-Rivières, le 19 juin 1944.—Trois-Rivières, June 19th, 1944.

Le secrétaire du Barreau des Trois-Rivières,
JEAN-MARIE HOULE,
Secretary of the Bar of Trois-Rivières.

6581-25-2-o

BARREAU DE MONTRÉAL.—BAR OF MONTREAL

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW.

Examen du 3 juillet 1944.—Examination of July 3, 1944.

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
1.—Beaulieu.....	Roger.....	19	Outremont.....	Collège Jean de Brébeuf.
2.—Bériault.....	Maurice.....	22	Montréal.....	Collège Ste-Marie
3.—Blouin.....	G.-H.....	22	Montréal.....	Collège Ste-Marie
4.—Boutet.....	René.....	22	Outremont.....	Collège Jean de Brébeuf.
5.—Camu.....	Pierre.....	21	Montréal.....	Collège Ste-Marie.
6.—Charron.....	André.....	20	Montréal.....	Collège Ste-Marie.
7.—Denis.....	G.-A.....	21	Montréal.....	Collège Jean de Brébeuf.
8.—Desjardins.....	Guy.....	21	Montréal.....	Collège Loyola.
9.—Deslauriers.....	Jean-H.....	21	Montréal.....	Collège Jean de Brébeuf.
10.—Forest.....	Jean.....	24	Montréal.....	Collège André Grasset.
11.—Gould.....	Graham.....	28	Montréal.....	Un. McGill.
12.—Hébert.....	Maurice.....	19	Montréal.....	Collège St-Patrice.
13.—Joseph.....	Philip.....	43	Montréal.....	Université London.
14.—Laing.....	P. M.....	28	Montréal.....	Université Oxford.
15.—Langevin.....	Robert.....	20	Montréal.....	Collège Loyola.
16.—Leduc.....	Jacques.....	19	Montréal.....	Collège Ste-Marie.
17.—Moskovitch.....	Moses.....	26	Montréal.....	Un. McGill.
18.—Poirier.....	André.....	20	Montréal.....	Jean de Brébeuf.
19.—Robert.....	Gaétan.....	24	Montréal.....	Collège Ste-Marie.
20.—Rocher.....	Guy.....	20	Montréal.....	Ville St-Laurent.
21.—Rondeau.....	Gaston.....	21	Montréal.....	Collège Ste-Marie.
22.—Rowat.....	E. W.....	24	Montréal.....	Un. McGill.
23.—Lafontaine.....	Richard.....	21	Montréal.....	Séminaire de Valleyfield.

Montréal, le 19 juin 1944.—Montreal, June 19th, 1944.

Le secrétaire du Barreau de Montréal,
GEO. N. BRODERICK,
Secretary of the Bar of Montreal

6579-25-2-o

BARREAU D'ARTHABASKA.—BAR OF ARTHABASKA.

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW.

Examens de juillet 1944.—Examinations of July 1944

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Jameison.....	Robert L.....	22	Kinnear's Mill.

Victoriaville, le 29 juin 1944.—Victoriaville, June 19th, 1944.

Le secrétaire du Barreau d'Arthabaska,
GERMAIN LACOURCIÈRE,
Secretary of the Bar of Arthabaska.

6584-25-2-o

BARREAU DE QUÉBEC.—BAR OF QUEBEC.

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATE FOR THE ADMISSION OF THE STUDY OF LAW.

Examens de juillet 1944.—Examinations of July 1944.

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Pratte.....	Yves.....	19	Québec.....	Collège Garnier.

Québec, le 21 juin 1944.—Quebec, June 21st, 1944.

Le Secrétaire du Barreau de Québec,
ÉDOUARD LALIBERTÉ,
Secretary of the Quebec Bar.

6605-25-2-o

BARREAU DE MONTRÉAL.—BAR OF MONTREAL.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW.

Examens du 3 juillet, 1944.—Examinations of July 3, 1944.

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
1.—Ducharme.....	Claude.....	20	Montréal.....	Collège St-Laurent.
2.—Lussier.....	Charles A.....	23	Montréal.....	Collège Jean-de-Brébeuf.
3.—Pigeon.....	Roger.....	22	Montréal.....	Collège Ste-Marie.

Montréal, le 26 juin 1944.—Montreal, June 26th, 1944.

Le secrétaire du Barreau de Montréal,
GEO. N. BRODERICK,
Secretary of the Bar of Montreal.

6712-26-2-o

BARREAU DE SAINT-FRANÇOIS.—BAR OF SAINT FRANCIS.

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW.

Examens de juillet, 1944.—Examinations of July, 1944.

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Blais.....	Donat.....	28	Lac Mégantic.

Sherbrooke, le 9 juin 1944.—Sherbrooke, June 9, 1944.

Le secrétaire du Barreau de Saint-François,
LS.-GEO. LEMAY,
Secretary of the Bar of Saint Francis.

6724-26-2-o

BARREAU DE SAINT-FRANÇOIS.—BAR OF SAINT FRANCIS.

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW.

Examens de juillet, 1944.—Examinations of July, 1944.

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Peloquin.....	Jean-Louis.....	21	Coaticook.....	Séminaire St-Chas. Borromée, Sherbrooke.

Sherbrooke, le 9 juin 1944.—Sherbrooke, June 9, 1944.

Le secrétaire du Barreau de Saint-François,
LS.-GEO. LEMAY,
Secretary of the Bar of Saint Francis.

6723-26-2-o

Actions en séparation de biens

Canada, province de Québec, district de Chicoutimi. Dans la Cour Supérieure, cause N° 10797. Rose-Anna Larouche, épouse commune en biens de sieur Elzéar Tremblay, domiciliée coin des rues Ste-Thérèse et Champlain, en la Ville de Kénogami, district de Chicoutimi, demanderesse; vs Elzéar Tremblay, résidant au coin des rues Ste-Thérèse et Champlain, en la Ville de Kénogami, district de Chicoutimi, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée et elle a été dûment signifiée le 14 juin 1944 contre le défendeur.

Chicoutimi, 22 juin 1944.

Les procureurs de la demanderesse,
6668-o McNICOLL & FORTIN.

Canada, province de Québec, district de Montréal. Cour Supérieure, N° 228615. Dame Marie Roussin, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Severin Boisvert, des mêmes lieux, demanderesse; vs Severin Boisvert, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée dans cette cause ce 20ième jour de juin 1944. Montréal, 20 juin 1944.

Le procureur de la demanderesse,
6669-o PIERRE BARRETTE.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 228748. Dame Antonietta Foti, épouse commune en biens de Domenico Arcudi, de la Cité et du District de Montréal, demanderesse; vs ledit Domenico Arcudi, des mêmes lieux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 27 juin, 1944. Montréal, le 27 juin 1944.

Le procureur de la demanderesse,
6708-o MARIO-E. LATTONI.

Actions for separation as to property

Canada, Province of Quebec, District of Chicoutimi. Superior Court, No. 10797. Rose-Anna Larouche, wife common as to property of Elzéar Tremblay, domiciled corner of the streets Ste-Thérèse and Champlain, in the town of Kenogami, Chicoutimi district, plaintiff; vs Elzéar Tremblay, residing corner of the streets Ste-Thérèse and Champlain, in the town of Kenogami, Chicoutimi district, defendant.

An action in separation as to property was taken and duly signified the 14th of June 1944, against the defendant.

Chicoutimi, June 22nd 1944.

McNICOLL & FORTIN,
6668-o Attorneys for the plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal. Superior Court, No. 228615. Dame Marie Roussin, of the City and District of Montreal, wife common as to property of Severin Boisvert, of the same place, plaintiff; vs Severin Boisvert, of the City and District of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted this 20th day of June 1944, in this case. Montreal, June 20, 1944.

PIERRE BARRETTE,
6669-o Attorney for Plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 228748. Dame Antoinetta Foti, wife common as to property of Domenico Arcudi, of the City and District of Montreal, Plaintiff; vs The said Domenico Arcudi, of the same place, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on June 27, 1944. Montreal, June 27, 1944.

MARIO-E. LATTONI,
6708-o Attorney for the Plaintiff.

Avis divers

Avis est donné que, par arrêté ministériel en date du 16 juin 1944, le changement de nom de l'Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 12" en celui de "Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 14" a été autorisé, et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 21 juin 1944.

Le Sous-secrétaire de la Province,
6656-o JEAN BRUCHESI.

La formation d'une société, sous le nom de "Major Paper Box & Wire Works Employees Association Incorporated", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 21 juin 1944.

Le site du siège social de ladite société sera à 1470 rue St-Antoine, Montréal, district de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
6675-o JEAN BRUCHESI.

Miscellaneous Notices

Notice is given that, by Order in Council bearing date June 16th, 1944, the change of name of "l'Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 12" to that of "Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 14" has been authorized, and such, pursuant to the provisions of section 7 of the Professional Syndicates' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, June 21st, 1944.

JEAN BRUCHESI,
6656 Under Secretary of the Province.

The formation of an association, under the name of "Major Paper Box & Wire Works Employees Association Incorporated", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on June 21st, 1944.

The site of the principal place of business of the said association shall be 1470 St. Antoine Street, Montreal, District of Montreal.

JEAN BRUCHESI,
6675-o Under Secretary of the Province.

Avis est donné que, par arrêté ministériel en date du 16 juin 1944, le changement de nom de l'Association des Employés de Standard Paper Box Co. Ltd. en celui de "Association des Employés de Standard Paper Box Ltd. (Division des boîtes solides et pliantes)" a été autorisé, et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 21 juin 1944.

Le Sous-secrétaire de la Province,
6657-o JEAN BRUCHESI.

La formation d'une société, sous le nom de "Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 50", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 15 juin 1944.

Le siège social de l'association précitée est situé à Lambton, district de Beauce.

Le Sous-secrétaire de la Province,
6670-o JEAN BRUCHESI.

LA MAISON SAINTE-BERNADETTE

Extrait des règlements de la corporation "La Maison Sainte-Bernadette", tels qu'adoptés à la réunion du 26 mai 1944 et approuvés par arrêté ministériel en date du 16 juin 1944, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de quatre à sept:

"Administration—"La Maison Sainte-Bernadette" est administrée par un comité laïque composé de dames et de demoiselles. Ce dit comité possède un exécutif de sept membres, à savoir: la présidente, la vice-présidente, la secrétaire-archiviste, la secrétaire-correspondante, la trésorière et deux conseillères. Les autres membres du comité forment l'assemblée générale."

Le secrétaire-archiviste,
6674-o FRANÇOISE PLAMONDON.

La formation d'une société, sous le nom de "Association Nationale des Métallurgistes des Trois-Rivières", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 15 juin 1944.

Le siège social de l'association précitée est situé à Trois-Rivières, district de Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la Province,
6671-o JEAN BRUCHESI.

BETTER BUILT CLOAK CO. LIMITED

Règlement N° "A"

Que les directeurs de la compagnie Better Built Cloak Co. Limited soient augmentés de trois à quatre.

Daté ce 5ième jour de juin 1944.
(Seau)

Le secrétaire provisoire,
6672 J. J. GOTLIEB.

"Avis est par les présentes donné par le maire et le secrétaire-trésorier de la municipalité du village de Saint-Jean-Baptiste de Bélisle, comté de Terrebonne, que le Lieutenant-gouverneur a approuvé, en date du 17 juin 1944, suivant un rapport du Comité de l'honorable Conseil exécu-

Notice is given that, by Order in Council bearing date June 16th, 1944, the change of name of "L'Association des Employés de Standard Paper Box Co. Ltd." to that of "Association des Employés de Standard Paper Box Co. Ltd. (Division des boîtes solides et pliantes)" has been authorized, and such, pursuant to the provisions of section 7 of the Professional Syndicates' Act.

Dated at the office of the Provincial Secretary, June 21st, 1944.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

The formation of an association, under the name of "Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 50", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on June 15th, 1944.

The principal place of business of the said association is at Lambton, district of Beauce.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

LA MAISON SAINTE-BERNADETTE

Excerpt from the by-laws of the corporation "La Maison Sainte-Bernadette", as adopted at the meeting of May 26th, 1944, and approved by Order in Council dated June 16th, 1944, respecting the increase in the number of directors, from four to seven:

"Administration—"La Maison Sainte-Bernadette" is managed by a committee of laymen, composed of married and single ladies. The said committee possesses an executive of seven members, namely the president, the vice-president, the recording secretary, the correspondence secretary, the treasurer and two councillors. The other members of the committee form the general assembly."

* FRANÇOISE PLAMONDON,
6674 Recording Secretary.

The formation of an association, under the name of "Association Nationale des Métallurgistes des Trois-Rivières" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary, on June 15th, 1944.

The principal place of business of the said association is at Trois-Rivières, district of Trois-Rivières.

JEAN BRUCHESI,
6671 Under Secretary of the Province.

BETTER BUILT CLOAK CO. LIMITED

By-Law No. "A"

That the Directors of the Better Built Cloak Co. Limited be increased from three to four.

Dated this 5th day of June, 1944.
(Seal)

J. J. GOTLIEB,
6672-o Provisional Secretary.

"Notice is hereby given by the Mayor and the Secretary Treasurer of the Municipality of the Village of Saint-Jean-Baptiste de Bélisle, county of Terrebonne, that the Lieutenant-Governor approved, under date the 17th of June, 1944, according to a report of the Committee of the

tif, le changement de nom de la municipalité du village de Saint-Jean-Baptiste de Bélisle en celui de "municipalité du village de Val-David."

Conformément aux dispositions de l'article 48 du Code municipal, ce changement de nom entre en vigueur à compter de la date de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*."

Val-David, 21 juin 1944.

Le maire,
ALBERT LEROUX.
Le secrétaire-trésorier,
ÉDOUARD BLONDIN.

6676-o

Avis est donné que, par arrêté ministériel en date du 16 juin 1944, les règlements de "La Maison Sainte-Bernadette", tels qu'adoptés à l'assemblée du 26 mai 1944, ont été approuvés, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 21 juin 1944.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

6673-o

"Avis est, par les présentes, donné par le maire et le secrétaire-trésorier de la municipalité de Durham, comté de Richmond, que le Lieutenant-gouverneur a approuvé, en date du 31 mai 1944, suivant un rapport de l'honorable Conseil Exécutif, le changement de nom de la municipalité de Durham, comté de Richmond, en celui de "municipalité d'Ulverton" comté de Richmond."

"Conformément aux dispositions de l'article 48 du Code municipal, ce changement sera effectif à compter de la date de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*."

Ulverton, P.Q., ce 20ième jour de juin 1944.

Le maire,
J. GORDON SMITH.
Le secrétaire-trésorier,
A. P. R. KERR.

6677

Honourable Executive Council, the change of name of the Municipality of the village of Saint-Jean-Baptiste de Bélisle to that of "Municipality of the village of Val-David."

In accordance with the provisions of article 48 of the Municipal Code, this change of name to come into force on and from the date of the publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*."

Val-David, June 21, 1944.

ALBERT LEROUX,
Mayor.
ÉDOUARD BLONDIN,
Secretary Treasurer.

6676

Notice is given that, by Order in Council bearing date June 16th, 1944, the by-laws of "La Maison Sainte-Bernadette" as adopted at the meeting of May 26th, 1944, have been approved, and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, June 21st, 1944.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

6673

"Notice is hereby given by the Mayor and the Secretary-treasurer of the municipality of Durham, county of Richmond, that the Lieutenant-Governor has approved, under date of the 31st. of May, 1944, following a report of the Honourable Executive Council, the change of name of the municipality of Durham, county of Richmond, to that of "municipality of Ulverton" county of Richmond."

"Pursuant to the provisions of Article 48 of the Municipal Code, this change of name shall become effective on and from the date of the publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*."

Ulverton, P.Q., this 20th. day of June 1944.

J. GORDON SMITH,
Mayor.
A. P. R. KERR,
Secretary-treasurer.

6677-o

Chartes—Abandon de

AVIS

LE PLATEAU LA SALLE LIMITÉE

Avis est donné que Le Plateau La Salle Limitée, compagnie incorporée sous la Loi des Compagnies de Québec, fera une demande pour l'acceptation de l'abandon de sa charte.

Montréal, le 26 juin 1944.

(Sceau)

Le secrétaire,
E. FILION.

6678-o

AVIS

FANGO HEALTH INSTITUTE INCORPORATED

Conformément au paragraphe 25 de la Loi des compagnies de Québec, Fango Health Institute Incorporated donne par les présentes avis qu'il présentera une requête au Lieutenant-gouverneur en conseil pour faire remise de sa charte le

Charters—Surrender of

NOTICE

LE PLATEAU LA SALLE LIMITÉE

Notice is given that Le Plateau La Salle Limitée, incorporated under the Quebec Companies Act, will make application to the Attorney General for the acceptance of the surrender of its charter.

Montreal, June 26, 1944.

(Seal)

E. FILION,
Secretary.

6678-o

NOTICE

FANGO HEALTH INSTITUTE INCORPORATED

In accordance with Section 25 of the Quebec Companies' Act, Fango Health Institute Incorporated hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor in Council for the acceptance of the surrender of its

jour et à compter du jour qui sera fixé par le Lieutenant-gouverneur en conseil.

Montréal, 22 octobre 1943.

6655A-o

A. BIRMAN, M.D.

(Le présent avis corrige et annule celui paru à la page 1432, édition N° 25, vol. 76, 23 juin 1944.)

charter on and from a date to be fixed by the Lieutenant-Governor in Council.

Montreal, October 22nd, 1943.

6655A-o

A. BIRMAN, M.D.

(The present notice corrects and annuls the one which appeared on page 1432, edition No. 25, vol. 76, 23rd of June, 1944.)

Commission du salaire minimum

AVIS

L'honorable Wilfrid Hamel, ministre intérimaire du Travail, donne avis par les présentes que l'ordonnance de renouvellement, dont le texte suit, adoptée par la Commission du salaire minimum le 14 juin 1944 et prolongeant jusqu'au 1er août 1945, la durée de l'ordonnance numéro 37 de ladite Commission, concernant les verreries à bouteilles, a été approuvée par l'arrêté en conseil numéro 2342, du 27 juin 1944.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance N° 37

Verreries à bouteilles

Ordonnance de renouvellement

La Commission du salaire minimum, conformément à la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941, c. 164),

Ordonne et décrète par la présente ordonnance de renouvellement, ce qui suit:

1 *Prolongation de l'ordonnance N° 37*: L'ordonnance N° 37 de l'Office des salaires raisonnables, devenue ordonnance de la Commission du salaire minimum, régissant les verreries à bouteilles adoptée le 21 juin 1940, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 5 juillet 1940, par arrêté portant le numéro 2591, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 13 juillet 1940, et postérieurement amendée et renouvelée, est maintenue en vigueur jusqu'au 1er août 1945.

2 *Entrée en vigueur*: La présente ordonnance de renouvellement entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Fait et daté en la cité de Québec, ce quatorzième jour du mois de juin mil neuf cent quarante-quatre.

Le président, (Signé) FERDINAND ROY,
Le vice-président, " GUS. FRANCO,
Les commissaires, " J.-A. BOUTHILLETTE,
" B.-E. BRAIS.

[Sceau]

Copie conforme,

Le secrétaire général,
J.-E. SIMARD.

6707-o

Minimum Wage Commission

NOTICE

The Honourable Wilfrid Hamel, Acting Minister of Labour, hereby gives notice that the following ordinance of renewal, adopted by the Minimum Wage Commission on June 14, 1944, and extending, until August 1st, 1945, the duration of Ordinance number 37 of the said Commission, concerning establishments manufacturing glass containers, has been approved by Order in Council number 2342, of June 27, 1944.

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordinance No. 37

Establishments manufacturing Glass Containers

Ordinance of Renewal

The Minimum Wage Commission, pursuant to the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, c. 164),

Orders and decrees by the present Ordinance of Renewal, the following:

1 *Prolongation of Ordinance No. 37*: Ordinance No. 37 of the Fair Wage Board, now ordinance of the Minimum Wage Commission, governing establishments manufacturing glass containers, adopted June 21, 1940, approved by the Lieutenant-Governor in Council on July 5, 1940, by Order-in-Council No. 2591, published in the *Quebec Official Gazette* on July 13, 1940, and subsequently amended and renewed, is maintained in force until August 1, 1945.

2 *Coming into Force*: The present Ordinance of Renewal shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Passed and dated in the city of Quebec, this fourteenth day of the month of June, in the year one thousand nine hundred and forty-four.

(Signed) FERDINAND ROY, President,
" GUS. FRANCO, Vice-President,
" J. A. BOUTHILLETTE,
" B. E. BRAIS, Members.

[Seal]

True copy,

J. E. SIMARD,
General Secretary.

6707-o

Commission du Service Civil de la Province de Québec

LA COMMISSION DU SERVICE CIVIL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Prolongation des règlements temporaires de la Commission du Service Civil de la Province

Civil Service Commission of the Province of Quebec

CIVIL SERVICE COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Prolongation of the temporary regulations of the Civil Service Commission of the Province of

de Québec, approuvée le 28 juin 1944, par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, en vertu de l'arrêté en conseil portant le numéro 2374.

Les règlements temporaires de la Commission du Service Civil de la Province de Québec approuvés le 16 septembre, 1943, par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil par arrêté en conseil portant le numéro 2645, et déjà prolongés, sont de nouveau prolongés jusqu'au trente septembre, 1944.

Québec, ce 28 juin, 1944.

Le président,
AYME LAFONTAINE.
Les commissaires,
MARC BOYER,
A.-B. ASTLE.

6705-o

Quebec, approved by the Lieutenant-Governor in Council, the 28th of June, 1944, in virtue of the Order in Council bearing No. 2374.

The temporary regulations of the Civil Service Commission of the Province of Quebec, approved by the Lieutenant-Governor in Council the 16th September, 1943, by Order in Council bearing No. 2645 and already prolonged, are again prolonged to the 30th of September, 1944.

Quebec, June 28th, 1944.

AYME LAFONTAINE,
President.
MARC BOYER,
A. B. ASTLE,
Commissioners.

6705

Département de l'Agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Bellechasse, en vertu de la Loi des sociétés coopératives agricoles (S.R. 1941, c. 120), sous le nom de "Meunerie Coopérative Agricole de St-Charles" et que son principal siège d'affaires est à St-Charles, comté de Bellechasse.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce vingtième jour de juin 1944.

6658-o

Le sous-ministre de l'Agriculture,
ADRIEN MORIN.

Department of Agriculture

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the County of Bellechasse, under the Cooperative Agricultural Associations Act (R.S. 1941, chap. 120), under the name of "Meunerie Coopérative Agricole de St-Charles" and that its principal place of business is at St-Charles, County of Bellechasse.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this twentieth day of June, 1944.

6658

ADRIEN MORIN,
Deputy Minister of Agriculture.

Département de l'Instruction publique

N° 371-44

Québec, le 27 juin 1944.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil, par arrêté ministériel en date du 23 juin, d'annexer la municipalité scolaire de Carillon, dans le comté d'Argenteuil, à la municipalité scolaire de St-André-Est dans le même comté.

Cette annexion s'appliquera aux contribuables protestants seulement et prendra effet le 1er juillet 1944.

6690-o

Le Surintendant,
VICTOR DORÉ.

N° 2412-43

Québec, le 23 juin 1944.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil, par arrêté ministériel en date du 17 juin 1944, d'annexer à la municipalité scolaire du village de Prévost, dans le comté de Terrebonne, des lots 357, 358 et 359 du cadastre officiel de Saint-Jérôme, appartenant à monsieur Lionel Blondin, qui devront être détachés de la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Jérôme, dans le même comté.

6693-o

Le Surintendant,
VICTOR DORÉ.

N° 267-44

Québec, le 27 juin 1944.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil, par arrêté ministériel en date du 23 juin, d'annexer à la municipalité scolaire de Grenville N° 2, dans le comté d'Argenteuil, du territoire ci-dessous décrit qui devra être détaché

No. 371-44

Quebec, June 27th, 1944.

His Honour the Lieutenant Governor in Council has been pleased, by Order in Council bearing date June 23rd, to annex the school municipality of Carillon, in the County of Argenteuil, to the school municipality of St-André-Est, in the same county.

Such annexation will apply to Protestant ratepayers only and will come into force on July 1st, 1944.

6690

VICTOR DORÉ,
Superintendent.

No. 2412-43

Quebec, June 23rd, 1944.

His Honour the Lieutenant Governor in Council has been pleased, by Order in Council bearing date June 17th, 1944, to annex to the school municipality of the Village of Prévost, in the County of Terrebonne, lots 357, 358 and 359 of the official cadastre for Saint-Jérôme, belonging to Mr. Lionel Blondin, which shall be detached from the school municipality of the Parish of Saint-Jérôme, in the same county.

6693

VICTOR DORÉ,
Superintendent.

No. 267-44

Quebec, June 27th, 1944.

His Honour the Lieutenant Governor in Council has been pleased, by Order in Council bearing date June 23rd, to annex to the school municipality of Grenville No. 2, in the County of Argenteuil, the territory hereinbelow described, which

de la municipalité scolaire de Grenville N° 1, dans le même comté:

Les lots suivants, tous inclusivement du canton de Grenville:

- Les lots primitifs, 1 à 5 des rangs I et II;
- Les lots 6-A, 6-B, 6-C, 7-A, 7-B, 8-A, 8-B, du rang II;
- Les lots primitifs 9 à 12 du rang II;
- Les lots 1-A, 1-B, 1-C, 1-D, 2-A, 2-B, 3-A, 3-B, 3-C, 4-A, 4-B, 5-A, 5-B du rang III;
- Les lots primitifs 6 à 12 du rang III;

De plus, la municipalité scolaire de Grenville N° 2 portera à l'avenir le nom de "Village de Grenville" et celle de Grenville N° 1, celui de Calumet.

Le Surintendant,
VICTOR DORÉ.

6691-o

N° 1869-43

Québec, le 23 juin 1944.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil, par arrêté ministériel en date du 16 juin 1944, d'annexer à la municipalité scolaire de la cité de Lévis, dans le comté du même nom, la municipalité scolaire de Notre-Dame-de-la-Victoire qui comprend le territoire ci-dessous décrit:

De la limite de la paroisse Saint-David en suivant la cime du Cap jusqu'à la rue St-Onésime;

De la cime du Cap par la rue St-Onésime jusqu'à la rue St-Georges;

Par ladite rue St-Georges vers le nord-est jusqu'à sa rencontre avec le lot mille deux cent soixante-huit (1268);

Par les lots mille deux cent soixante-huit (1268), mille deux cent soixante-sept (1267), mille deux cent quatre-vingt-six (1286), quarante (40), aujourd'hui subdivisés, et soixante-dix-huit (78), jusqu'au rang Sorosto;

Vers le sud-ouest, par les limites du rang Sorosto jusqu'à la limite de la paroisse Saint-David;

Par les limites de la paroisse St-David jusqu'à la cime du Cap, point de départ.

Le Surintendant,
VICTOR DORÉ.

6692-o

N° 188-44

Québec, le 23 juin 1944.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil, par arrêté ministériel en date du 16 juin 1944, d'annexer la municipalité scolaire de la ville de Racine à celle d'Arvida, comté de Chicoutimi.

Le Surintendant,
VICTOR DORÉ.

6694-o

N° 1015-38

Québec, le 27 juin 1944.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil, par arrêté ministériel en date du 23 juin 1944 d'annexer à la municipalité scolaire de Repentigny dans le comté de l'Assomption les lots suivants du cadastre officiel de Notre-Dame-de-L'Assomption-de-Repentigny, qui devront être détachés de la municipalité scolaire de St-Paul-L'Ermite, même comté:

76, 80, 81, 82, 143 à 149 inclusivement et le lot 152.

Le Surintendant,
VICTOR DORÉ.

6695-o

shall be detached from the school municipality of Grenville No. 1, in the same county:

The following lots, all inclusively, of the Township of Grenville:

- Original lots 1 to 5 of Ranges I and II;
- Lots 6-A, 6-B, 6-C, 7-A, 7-B, 8-A, 8-B, of Range II;
- Original lots 9 to 12 of Range II;
- Lots 1-A, 1-B, 1-C, 1-D, 2-A, 2-B, 3-A, 3-B, 3-C, 4-A, 4-B, 5-A, 5-B of Range III;
- Original lots 6 to 12 of Range III;

Moreover, the school municipality of Grenville No. 2, will, in future, bear the name of "Village of Grenville" and that of Grenville No. 1, that of "Calumet".

VICTOR DORÉ,
Superintendent.

6691

No. 1869-43

Quebec, June 23rd, 1944.

His Honour the Lieutenant Governor in Council has been pleased, by Order in Council bearing date June 16th, 1944, to annex to the school municipality of the city of Lévis, in the county of the same name, the school municipality of Notre-Dame-de-la-Victoire, which comprises the territory hereinafter described:

From the limit of the Parish of Saint-David following the summit of the cape as far as St-Onésime street;

From the summit of the cape by St-Onésime street as far as St-Georges street;

By said St-Georges street, towards the Northeast as far as its meeting with lot one thousand two hundred and sixty-eight (1268);

By lots one thousand two hundred and sixty-eight (1268), one thousand two hundred and sixty-seven (1267), one thousand two hundred and eighty-six (1286), forty (40), now subdivided, and seventy-eight (78) as far as Range Sorosto;

Towards the Southwest by the limits of Range Sorosto as far as the limit of the Parish of Saint-David;

By the limits of the Parish of Saint-David as far as the summit of the cape, the starting point.

VICTOR DORÉ,
Superintendent.

6692

No. 188-44

Quebec, June 23rd, 1944.

His Honour the Lieutenant Governor in Council has been pleased, by Order in Council bearing date the 16th of June, 1944, to annex the school municipality of the Town of Racine to that of Arvida, County of Chicoutimi.

VICTOR DORÉ,
Superintendent.

6694

No. 1015-38

Quebec, June 27th, 1944.

His Honour the Lieutenant Governor in Council has been pleased, by Order in Council bearing date June 23rd, 1944, to annex to the school municipality of Repentigny, in the County of l'Assomption, the following lots of the official cadastre of Notre-Dame-de-l'Assomption-de-Repentigny, which shall be detached from the school municipality of St-Paul-l'Ermite, same county:

76, 80, 81, 82, 143 to 149 inclusively and lot 152.

VICTOR DORÉ,
Superintendent.

6695

N° 182-44

Québec, le 27 juin 1944.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil, par arrêté ministériel en date du 23 juin de former une municipalité scolaire distincte sous le nom de Ste-Praxède dans le comté de Wolfe qui comprendra tout le canton Price, moins les lots 1 à 8 inclusivement du rang I.

Ce territoire sera détaché de la municipalité scolaire de Lambton N° 2, comté de Frontenac;

Que ladite municipalité scolaire de Lambton N° 2 sera à l'avenir connue sous le nom de Paroisse-de-Lambton et qu'elle comprendra les lots primitifs suivants du canton de Lambton, tous inclusivement, savoir:

- 12 à 24 des rangs "B" et "A";
- 11 à 24 du rang III;
- 13 à 27 du rang IV;
- 12 à 30 du rang V;
- 9 à 34 du rang VI;
- 20 à 34 des rangs VII et VIII;

Les rangs 1 à 8 inclusivement du rang I du canton Price.

Le Surintendant,
VICTOR DORÉ.

6697-0

No. 182-44

Quebec, June 27th, 1944.

His Honour the Lieutenant Governor in Council has been pleased, by Order in Council bearing date June 23rd, to form a separate school municipality, under the name of Ste-Praxède, in the County of Wolfe, which will comprise the whole of the Township of Price, minus lots 1 to 8 inclusively of Range I.

This territory will be detached from the school municipality of Lambton No. 2, County of Frontenac:

The said school municipality of Lambton No. 2 will be known, in future, under the name of Parish-of-Lambton, and it will comprise the following original lots of the Township of Lambton, all inclusively, to wit:

- 12 to 24 of Ranges "B" and "A";
- 11 to 24 of Range III;
- 13 to 27 of Range IV;
- 12 to 30 of Range V;
- 9 to 34 of Range VI;
- 20 to 34 of Ranges VII and VIII;

Lots 1 to 8 inclusively of Range I of the Township of Price.

VICTOR DORÉ,
Superintendent.

6697

N° 306-42

Québec, le 27 juin 1944.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil par arrêté ministériel en date du 23 juin 1944 d'annexer à la municipalité scolaire de St-Séverin, comté de Beauce, les lots 134, 135, 136, 136-A, 137 et 138 du rang Saint-Jacques, qui devront être détachés de la municipalité scolaire de Saint-Elzéar, dans le même comté;

Le Surintendant,
VICTOR DORÉ.

6698-0

No. 306-42

Quebec, June 27th, 1944.

His Honour the Lieutenant Governor in Council has been pleased, by Order in Council bearing date June 23rd, 1944, to annex to the school municipality of St-Séverin, county of Beauce, lots 134, 135, 136, 136-A, 137 and 138 of Range Saint-Jacques, which shall be detached from the school municipality of Saint-Elzéar, in the same county.

VICTOR DORÉ,
Superintendent.

6698

N° 412-38

Québec, le 26 juin 1944.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire du Lac-des-Aigles, dans le comté de Rimouski, les lots 36 à 47 inclusivement du rang II du Canton Bédard et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Guy dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction Publique,
6709-26-2-0 VICTOR DORÉ.

N° 750-44

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Avis est par les présentes donné que la session annuelle du Bureau des Examineurs des aspirants à la charge d'inspecteur d'écoles aura lieu à l'École normale Laval, Québec, du 21 au 25 août prochain.

L'examen des candidats commencera le 21 à deux heures de l'après-midi.

Toute personne qui désire se présenter à cet examen devra envoyer d'ici au onzième jour d'août 1944, à Monsieur B.-O. Filteau, secrétaire du Comité catholique du Conseil de l'Instruction publique, une demande à cet effet, la somme de six dollars, ainsi que tous les documents exigés par les règlements scolaires.

Québec, le 23 juillet 1944.

Le Surintendant,
VICTOR DORÉ.

6710-26-2-0

No. 412-38

Quebec, June 26th, 1944.

Application is made to detach from the school municipality of Lac-des-Aigles, in the County of Rimouski, lots 36 to 47 inclusively of Range II of the Township of Bédard and to annex the same to the school municipality of Saint-Guy, in the same county.

VICTOR DORÉ,
Superintendent of Education.

6709-26-2

No 750-44

DEPARTMENT OF EDUCATION

Notice is hereby given that the annual session of the Board of Examiners for the examination of candidates for the position of Inspector of Catholic Schools will be held at the Laval Normal School, in Quebec, from the twenty-first to the twenty-fifth of August 1944. The examination of candidates will begin on Monday, the twenty-first, at 2.00 P.M.

Any person wishing to take this examination shall forward to Mr. B. O. Filteau, Secretary of the Catholic Committee of the Council of Education, between this date and the eleventh day of August next, a demand to that effect, the sum of six dollars, together with all documents required by the School Regulations.

Quebec, July 23rd, 1944.

VICTOR DORÉ,
Superintendent.

6710-26-2-0

Département des Terres & Forêts

Department of Lands & Forests

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Beauport
(Maintenant Municipalité de Beauport-Est)
Division d'enregistrement de Québec

Avis est par la présente donné que les lots 237-26 à 237-29 sont annulés conformément aux dispositions de l'article 2174A du Code civil.
Québec, le 17 juin 1944.

Ministère des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

6659-o

AVIS

Cadastre officiel de la ville de Lachine
Division d'enregistrement de Jacques-Cartier

Avis est par la présente donné que les lots 293-77 à 293-81, 293-199 à 293-206, 293-326 à 293-331, sont annulés conformément aux dispositions de l'article 2174A du Code civil.
Québec, le 19 juin 1944.

Ministère des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

6660-o

AVIS

Cadastre officiel de la ville de Salaberry-de-Valleyfield
Division d'enregistrement de Beauharnois

Avis est par la présente donné que les lots 826-9 et 826-10 sont corrigés en vertu de l'article 2174 du Code civil et les lots 825-10, 825-11 et partie des lots 825-9 et 825-12 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.
Québec, le 19 juin 1944.

Ministère des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

6661-o

AVIS

Cadastre officiel de cette partie de la paroisse de St-Ubalde, comprise dans les Seigneuries des Grondines-Est et des Grondines-Ouest
Division d'enregistrement de Portneuf

Avis est par la présente donné qu'une partie du lot 27 est annulée et les lots 1 à 17 et leurs subdivisions du rang III Rivière Blanche, les lots 1 à 17 et leurs subdivisions du rang IV Rivière Blanche, et les lots 13 à 21 et leurs subdivisions du rang Rivière Blanche, sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.
Québec, le 13 juin 1944.

Ministère des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

6662-o

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de St-Colomb-de-Sillery
Division d'enregistrement de Québec

NOTICE

Official Cadastre of the Parish of Beauport
(Now Municipality of Beauport-East)
Registration Division of Québec

Notice is hereby given that lots 237-26 to 237-29 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, June the 17th, 1944.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

6659-o

NOTICE

Official Cadastre of the Town of Lachine
Registration Division of Jacques-Cartier

Notice is hereby given that lots 293-77 to 293-81, 293-199 to 293-206, 293-326 to 293-331 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, June the 19th, 1944.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

6660-o

NOTICE

Official Cadastre of the Town of Salaberry of Valleyfield
Registration Division of Beauharnois

Notice is hereby given that lots 826-9 and 826-10 are corrected in virtue of Article 2174 of the civil Code, and lots 825-10, 825-11 and part of lots 825-9 and 825-12 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, June the 19th, 1944.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

6661-o

NOTICE

Official Cadastre of that part of the Parish of St-Ubalde, included in the Seigniories of Grondines-East and Grondines-West
Registration Division of Portneuf

Notice is hereby given that part of lot 27 is cancelled and lots 1 to 17 and their subdivisions of range III Rivière Blanche, lots 1 to 17 and their subdivisions of range IV Rivière Blanche and lots 13 to 21 and their subdivisions of range Rivière Blanche, are added in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, June the 13th, 1944.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

6662-o

NOTICE

Official Cadastre of the Parish of St. Colomb-de-Sillery
Registration Division of Québec

Avis est par la présente donné que les lots 349 à 362 sont annulés et le lot 106 est amendé conformément aux dispositions de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 22 juin 1944.

Ministère des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

6681-0

Notice is hereby given that lots 349 to 362 are cancelled and lot 106 is amended, in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, June the 22nd, 1944.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

6681-0

Département du Trésor
Assurances

Avis de formation de compagnie d'assurance mutuelle contre le feu

Avis est par le présent donné que la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Étienne de Bolton, dans le comté de Brome, dans la province de Québec, a satisfait aux dispositions de l'article 59 du chapitre 243 des Statuts refondus de Québec, 1925, et que 42 personnes dûment qualifiées ont signé leurs noms sur le livre de souscriptions et se sont engagées à prendre un montant total d'assurance de \$77,800.00.

Donné conformément au dit article 59, ce vingt et unième jour de mai mil neuf cent quarante-quatre.

Le président,
LÉOPOLD LARAMÉE.

Le secrétaire,
ROMÉO DEMERS, Curé. 6666-0

Avis d'autorisation relatif à la formation d'une société de secours mutuels

Avis est donné par les présentes que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, par l'arrêté numéro 1980, approuvé le 16 juin 1944, a autorisé la formation d'une société de secours mutuels sous le nom de "Railway Employees Cooperative Protective Association" qui a pour objet de se mettre en état, au moyen de contributions de la part de ses membres, de secourir ceux de ses membres qui sont affligés par suite de maladie, d'accident ou de revers de fortune ou, sujet cependant à l'article 217 de la Loi des assurances, dans le cas de décès de leurs enfants ou pupilles, et, dans le cas de mort des membres, leurs veuves, orphelins ou représentants légaux.

La qualité de membres de la société est limitée aux employés des chemins de fer canadiens ou de compagnies subsidiaires.

Le siège principal de la société sera dans la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté ce vingtième jour de juin 1944, au bureau du Service des assurances, Département du Trésor.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
Surintendant des assurances.

6667-0

Treasury Department
Insurance

Notice of formation of a Mutual Fire Insurance Company

Notice is hereby given that "La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Étienne de Bolton", in the county of Brome, in the Province of Quebec, has complied with the provisions of Article 59 of Chapter 243 of Revised Statutes of Quebec, 1925, and that 42 duly qualified persons have signed their names in the subscription book and bound themselves to effect the insurance to the total amount of \$77,800.00.

Given pursuant to the said Article 59, this twenty-first day of May, one thousand nine hundred and forty-four.

LÉOPOLD LARAMÉE,
President.

ROMÉO DEMERS, priest,
Secretary. 6666-0

Notice of authorization relating to the formation of a Mutual Benefit Association

Notice is hereby given that the Lieutenant-Governor in Council, by the order number 1980, approved on the 16th of June 1944, has authorized the formation of a mutual benefit association under the name of "Railway Employees Cooperative Protective Association" which has for object, by means of contributions from its members, of making provision for those of its members who are afflicted by sickness, accidents or reverses of fortune, or, subject however to section 217 of the Quebec Insurance Act, in case of the death of their children or wards, and, in case of the death of members, for their widows or orphans or legal representatives.

The membership of the association is limited to the employees of the canadian railways or subsidiary companies.

The head office of the association will be situated in the City of Montreal, District of Montreal.

Dated this twentieth day of June 1944, at the office of the Insurance Branch, Treasury Department.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance.

6667-0

Département de la Voirie

AVIS

La partie de chemin ci-après désignée cessera à l'avenir d'être entretenue par le ministère de la voirie. Ayant été remplacée par une nouvelle

Department of Roads

NOTICE

Part of the road hereinafter designated shall cease for the future to be maintained by the Department of Roads. Having been replaced

section redressée et améliorée, elle est devenue inutile pour la circulation:

Route N° 11—Montréal-Mont-Laurier-Maniwaki-Hull

Dans la municipalité de la paroisse de St-Jérôme, Rivière-du-Nord, comté de Terrebonne:

Une longueur de 1,600 pieds, à l'est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 322, 323, 324 et 325.

Québec, le 14 juin 1944.

GEO. DANSEREAU,
Ministre de la voirie.

6663-o

AVIS

La rue St-Jacques (chemin principal), sur une longueur de 3,222 pieds, dans la municipalité de la ville de St-Pierre, comté de Jacques-Cartier, cessera à l'avenir d'être entretenue par le ministère de la voirie.

Québec, le 27 mai 1944.

GEO. DANSEREAU,
Ministre de la voirie.

6664-o

by a new, straightened and improved section, it has become useless for traffic:

Highway No. 11—Montreal-Mont-Laurier-Maniwaki-Hull

In the municipality of the parish of St-Jérôme, Rivière-du-Nord, county of Terrebonne:

A length of 1,600 feet, East of the new Highway, on or facing lots Nos. 322, 323, 324 and 325.

Quebec, June 14, 1944.

GEO. DANSEREAU,
Minister of Roads.

6663

NOTICE

St-Jacques street (main street), for a length of 3,222 feet, in the municipality of Town of St-Pierre, county of Jacques-Cartier, shall cease for the future to be maintained by the Department of Roads.

Quebec, May 27, 1944.

GEO. DANSEREAU,
Minister of Roads.

6664

Lettres patentes

"Crystal Lake Cemetery Company"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de cimetières (S.R.Q., 1941, chapitre 314), il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept mai 1944, constituant en corporation sans capital-actions: Erastus P. Ball, William E. Hammond, retraités, tous deux de Rock Island, Qué., William W. Curtis, officier de douanes, à la retraite, de Stanstead, Qué., Leslie C. Munroe, cultivateur, à la retraite, Thomas L. Cooper, journalier, et G. Belle Terrill, maîtresse de poste, ces trois derniers de Stanstead Plain, Qué., dans les buts suivants:

Administrer, entretenir et contrôler un cimetière dans le village de Stanstead Plain, dans ladite province de Québec, lequel a été établi il y a plusieurs années mais n'a pas été incorporé et est connu sous le nom de "Crystal Lake Cemetery", la corporation sera régie par les lois concernant les corporations créées en vertu de la Loi des compagnies de cimetières (S.R.Q., 1941, chapitre 314).

Le nom corporatif de la corporation est: "Crystal Lake Cemetery Company".

Le siège social de la corporation sera à Stanstead Plain, district de St-François, comté de Stanstead, province de Québec.

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de deux cent mille dollars.

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, ce vingt-sept mai 1944.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

6696

Letters Patent

"Crystal Lake Cemetery Company"

Notice is hereby given that under the provisions of the Cemetery Companies Act, (R.S.Q., 1941, Chapter 314), letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of May, 1944, to incorporate as a corporation without share capital: Erastus P. Ball, William E. Hammond, retired, gentlemen, both of Rock Island, Que., William W. Curtis, retired, customs officer, of Stanstead, Que., Leslie C. Munroe, retired, farmer, Thomas L. Cooper, laborer, and G. Belle Terrill, postmistress, these last three of Stanstead Plain, Que., for the following purposes:

To manage, maintain and control a cemetery in the Village of Stanstead Plain in said Province of Quebec which was established many years ago, but not incorporated, and known as "Crystal Lake Cemetery", the corporation to be governed by the laws governing corporations created under the Cemetery Companies Act (R.S.Q., 1941, Chapter 314).

The corporate name of the corporation is: "Crystal Lake Cemetery Company".

The head office of the Corporation will be at Stanstead Plain, in the District of St. Francis, County of Stanstead, Province of Quebec.

The amount to which the value of the immovable property which the Corporation may hold is to be limited, is two hundred thousand dollars.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-seventh day of May, 1944.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

6696-o

Minutes de notaires

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par arrêté ministériel du 23 juin 1944, d'accorder à M. Joseph Morin, notaire, demeurant et pra-

Notarial Minutes

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, by Order in Council dated June 23rd, 1944, to grant to Mr. Joseph Morin, notary, residing and practising

tiquant à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi, la transmission des minutes, répertoire et index de Me J. Albert Desjardins, en son vivant, notaire de Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Québec, 27 juin 1944.

Le Sous-secrétaire de la Province,
6700-o JEAN BRUCHESI.

at Val d'Or, judicial district of Abitibi, the transfer of the minutes, repertory and index of Me J. Albert Desjardins, in his lifetime notary, of Val d'Or, judicial district of Abitibi.

Québec, June 27th, 1944.

JEAN BRUCHESI,
6700 Under Secretary of the Province.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 20 avril 1944.

M. Oscar Ruel, de Shawinigan Falls, greffier de la Cour de recorder de Shawinigan Falls: juge de paix, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 15), avec juridiction sur le district judiciaire des Trois-Rivières, telle juridiction, cependant, devant être restreinte à la réception des plaintes, à l'émission des mandats d'arrestation et de recherches, de brefs de sommation, de subpoenas et de mandats de dépôts, ainsi qu'à la réception des cautionnements et à l'ajournement des causes, soit seul lorsque la loi le permet, soit de concert avec un autre juge de paix, lorsque la loi donne juridiction à deux juges de paix.

Québec, 27 mai 1944.

M. J.-Donat Labelle, employé des douanes, 3410 rue Ontario Est, Montréal: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Sylvio Denault, assistant-gérant, Metropolitan Life Insurance Co., 80, 1ère avenue, Longueuil, P.Q.: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Gustave Claveau, gérant de district, Crown Life Insurance, 82 rue Ste-Famille, Chicoutimi: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Chicoutimi, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

MM. Isaïe Gilbert, industriel, Samuel Bouchard, médecin vétérinaire, et Azer Bolduc, marchand, tous trois de St-Georges Est, Beauce: adjoints à la Commission de la paix pour le district judiciaire de Beauce.

M. René Arthur, employé du Ministère de la chasse et des pêcheries, 178 rue Père Marquette, Apt. 1, Québec: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Québec, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

MM. Hector Cartier, rentier, Ernest Aussant, capitaine, Joseph Rondeau, commis, et Harry D'Aoust, contremaitre, tous quatre de St-Joseph-de-Sorel: adjoints à la Commission de la paix pour le district judiciaire de Richelieu.

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Québec, April 20th, 1944.

Mr. Oscar Ruel, of Shawinigan Falls, clerk of the Recorder's Court of Shawinigan Falls: to be Justice of the Peace, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act, (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 15), with jurisdiction over the judicial district of Trois-Rivières, such jurisdiction, however, to be restricted to the receiving of complaints, the issue of arrest and search warrants, writs of summons, subpoenas and warrants of custody, as well as the receiving of sureties and the adjournment of cases, either alone when the Law permits, or with another Justice of the Peace, when the Law gives jurisdiction to two Justices of the Peace.

Québec, May 27th, 1944.

Mr. J. Donat Labelle, customs employee, 3410 Ontario street East, Montreal: to be Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Montreal, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act, (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. Sylvio Denault, assistant manager, Metropolitan Life Insurance Co., 80 1st avenue, Longueuil, P.Q.: to be Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Montreal, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. Gustave Claveau, district manager, Crown Life Insurance, 82 Ste-Famille street, Chicoutimi: to be Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Chicoutimi, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Messrs. Isaïe Gilbert, manufacturer, Samuel Bouchard, veterinary surgeon, and Azer Bolduc, merchant, all three of St-Georges-Est, Beauce: to be Peace Commissioners for the judicial district of Beauce.

Mr. René Arthur, employee of the Department of Game and Fisheries, 178 Père Marquette street, Apt. 1, Québec: to be Justice of the Peace, for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Québec, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Messrs. Hector Cartier, annuitant, Ernest Aussant, captain, Joseph Rondeau, clerk, and Harry D'Aoust, foreman, all four of St-Joseph-de-Sorel: to be Peace Commissioners for the judicial district of Richelieu.

M. Philippe Therrien, courtier en assurances, St-Patrice-de-Beaurivage, comté de Lotbinière: adjoint à la Commission de la paix pour le district judiciaire de Québec.

Québec, 31 mai 1944.

M. Joseph-Arthur-Lucien Lacasse, agent d'assurance, 108 avenue St-Louis, St-Lambert, comté de Chambly: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. René Boivin, cordonnier, de St-Edmond, comté de Roberval: adjoint à la Commission de la paix pour le district judiciaire de Roberval.

M. Victor Laroche, comptable, 111 Côte de la Montagne, Québec: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur toute la province de Québec, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15). 6665-o

BUREAU DU SECRÉTAIRE DE LA CHANCELLERIE

Québec, le 27 juin 1944.

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a nommé l'honorable M. Charles Delagrave, notaire, de la cité de Québec, membre du Conseil législatif de Québec, pour y représenter la division de La Durantaye en remplacement de l'honorable M. Cyrille Vaillancourt.

Le secrétaire de la chancellerie,
6680-o ANTOINE LEMIEUX.

N° 483-EL

Québec, le 23 juin 1944.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil, par arrêté ministériel en date du 16 juin de nommer messieurs Aimé Goyette et Albert Brochu au poste de commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Delage dans le comté d'Abitibi, pour remplacer messieurs Gérard Trudel et Philorum Charette, démissionnaires.

Le Surintendant,
6699-o VICTOR DORÉ.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 21 mars 1944.

M. Adrien Morin, agronome, sous-ministre adjoint de l'Agriculture: sous-ministre de l'Agriculture, à compter du 1er avril 1944.

Québec, 16 mai 1944.

M. Raoul Grégoire, avocat, de Malartic: greffier de la Cour de magistrat pour le district électoral d'Abitibi, à Val d'Or.

Québec, 16 juin 1944.

M. Georges Laverdure, typographe, 4430 rue des Érables, Montréal: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. H. L. Poirier, surintendant de Steel Company of Canada Limited, 3298 avenue Verdun,

Mr. Philippe Therrien, insurance broker, St-Patrice-de-Beaurivage, county of Lotbinière: to be Peace Commissioner for the judicial district of Quebec.

Quebec, May 31st, 1944.

Mr. Joseph Arthur Lucien Lacasse, insurance agent, 108 St-Louis avenue, St-Lambert, county of Chambly: to be Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Montreal, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. René Boivin, shoemaker, of St-Edmond, county of Roberval: to be Peace Commissioner for the judicial district of Roberval.

Mr. Victor Laroche, accountant, 111 Mountain Hill, Quebec: to be Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the whole Province of Quebec, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15). 6665

OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN IN CHANCERY

Quebec, this 27th day of June, 1944.

His Honour the Lieutenant-Governor has called the Honourable Charles Delagrave, Notary Public, of the City of Quebec, to the Legislative Council of Quebec, to represent therein the division of La Durantaye in the place of the Honourable Cyrille Vaillancourt.

ANTOINE LEMIEUX,
6680-o Clerk of the Crown in Chancery.

No. 483-EL

Quebec, June 23rd, 1944.

His Honour the Lieutenant Governor in Council has been pleased, by Order in Council bearing date June 16th, to appoint Messrs. Aimé Goyette and Albert Brochu as School Commissioners for the school municipality of Delage, in the County of Abitibi, to replace Messrs. Gérard Trudel and Philorum Charette, who have resigned.

VICTOR DORÉ,
6699 Superintendent.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council and by commission, to make the following appointments:

Quebec, March 21st, 1944.

Mr. Adrien Morin, agronomist, acting deputy Minister of Agriculture: to be Deputy Minister of Agriculture, from and after April 1st, 1944.

Quebec, May 16th, 1944.

Mr. Raoul Grégoire, advocate, of Malartic: to be Clerk of the Magistrate's Court for the electoral district of Abitibi, at Val d'Or.

Quebec, June 16th, 1944.

Mr. Georges Laverdure, typographer, 4430 des Érables street, Montreal: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Montreal, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Mr. H. L. Poirier, superintendent of Steel Company of Canada Limited, 3298 Verdun avenue,

Verdun, P.Q.: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Léonce Marier, marchand, de Ste-Louise, comté de L'Islet: adjoint à la Commission de la paix pour le district judiciaire de Montmagny.

MM. Omer Tellier, garde-feu, de St-Donat, et J.-A. Vaillancourt, rentier, de St-Calixte, tous deux du comté de Montcalm: juges de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Joliette, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Philibert Lessard, secrétaire de la municipalité de Tring Jonction, comté de Beauce: adjoint à la Commission de la paix pour le district judiciaire de Beauce.

MM. Émile Perron, secrétaire de la Corporation scolaire, et Honorius Savoie, forgeron, tous deux d'East Broughton, comté de Beauce: adjoints à la Commission de la paix pour le district judiciaire de Beauce.

MM. Achille Turcotte, marchand, Aimé Cloutier, agent d'assurances, et Antonio Groleau, journalier, tous trois d'East Broughton, comté de Beauce: juges de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Beauce, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).
6679*

Verdun, P.Q.: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Montreal, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Mr. Léonce Marier, merchant, of Ste-Louise, county of L'Islet: to be a Peace Commissioner for the judicial district of Montmagny.

Messrs. Omer Tellier, fire-ranger, of St-Donat, and J.-A. Vaillancourt, annuitant, of St-Calixte, both of the county of Montcalm: to be Justices of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Joliette, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Mr. Philibert Lessard, secretary of the municipality of Tring Junction, county of Beauce: to be a Peace Commissioner for the judicial district of Beauce.

Messrs. Émile Perron, secretary of the school corporation, and Honorius Savoie, blacksmith, both of East Broughton, county of Beauce: to be Peace Commissioners for the judicial district of Beauce.

Messrs. Achille Turcotte, merchant, Aimé Cloutier, insurance agent, and Antonio Groleau, labourer, all three of East Broughton, county of Beauce: to be Justices of the Peace, for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Beauce, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).
6679

Vente—Loi de faillite

Sale—Bankruptcy Act

LA LOI DE FAILLITE

THE BANKRUPTCY ACT

Dans l'affaire de la faillite de: La Succession de feu François-Xavier Goyette, ci-devant de 4504 avenue Verdun, Verdun, P.Q., Débitrice.

Avis est par les présentes donné que le NEUVIÈME jour d'AOÛT mil neuf cent quarante-quatre (1944) à TROIS heures de l'après-midi, sera vendu à l'enchère publique, à la porte de l'église paroissiale du village de Hemmingford, Comté de Huntingdon, l'immeuble suivant, savoir:—

"Un emplacement situé dans le village de Hemmingford, dans le comté de Huntingdon, étant une partie du lot connu et désigné sous le numéro vingt (pt. 20) sur le plan et livre de renvoi officiels du Village de Hemmingford, mesurant (la dite partie) cinquante-six pieds de largeur à la devanture, le long du chemin public, cinquante-neuf pieds à l'arrière et cent quatre-vingt-quatorze pieds de longueur, le tout étant mesure anglaise et bornée en front à l'ouest, par le chemin public à la profondeur à l'est par Charles McNaughton, au sud par Albert Duquette représentant Antoine Charron et au nord par Delle McClyment, avec les bâtisses dessus construites. Ainsi que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées audit immeuble."

La dite vente sera faite en vertu de l'article 45 de la Loi de Faillite, paragraphes 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 des Statuts Révisés du Canada 1927, chapitre 11 et amendements, et aura l'effet du décret.

In the matter of the bankruptcy of: The Estate of the Late François-Xavier Goyette, heretofore of 4504 Verdun, avenue, Verdun, P.Q., debtor.

Notice is hereby given that on the NINTH day of AUGUST, nineteen hundred and forty-four (1944) at THREE o'clock in the afternoon, there shall be sold by public auction, at the parochial church door of the Village of Hemmingford, County of Huntingdon, the following immovable, to wit:

"An emplacement situate in the Village of Hemmingford, in the County of Huntingdon, being part of that lot known and designated under number twenty (Pt. 20) on the official plan and in the book of reference for the Village of Hemmingford, measuring (the said part) fifty-six feet in width in front, along the public road, fifty-nine feet in rear, and one hundred and ninety-four feet in length, the whole English measure and bounded in front, on the West by the public road, on the depth on the East by Charles McNaughton, and on the South by Albert Duquette, representing Antoine Charron and on the North by Miss McClyment—with the buildings thereon erected. As the whole presently subsists, with the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable."

Said sale will be made pursuant to section 45, of the Bankruptcy Act, paragraphs 2, 3, 4, 5, 6, 7 and 8 of the Revised Statutes of Canada, 1927, Chapter 11 and amendments and will have the effect of a Sheriff's Sale.

Pour conditions de vente et autres informations, s'adresser au soussigné,
Montréal, ce 23ème jour de juin 1944.

Le Syndic,
J.-PAUL VERMETTE,

Bureau de:
J.-PAUL VERMETTE, syndic autorisé,
57 ouest, rue Saint-Jacques,
Montréal. 6711-26-20

For conditions of sale and further information, apply to the undersigned.
Montreal, June 23rd, 1944.

J. PAUL VERMETTE,
Trustee.

Office of:
J. PAUL VERMETTE, authorized Trustee.
57 Saint James street West,
Montreal. 6711-26-2

Ventes pour taxes municipales

Sales for Municipal Taxes

Province de Québec—Comté Laval

Province of Quebec—County of Laval

VILLE MONTRÉAL-NORD

TOWN OF MONTREAL NORTH

Avis public est par les présentes donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère, à l'Hôtel de Ville, Montréal-Nord, MARDI, le VINGT-CINQUIÈME jour du mois de JUILLET (1944) mil neuf cent quarante-quatre, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, avec intérêts, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

La Commission Municipale de Québec, par décision en date du 26 juin 1944, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de la Loi des cités et villes, article 550, tel qu'amendé par 24 Geo. V, chapitre 33, section 3.

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the office of the Council, at the Town of Montreal North, on TUESDAY, (25) the TWENTY-FIFTH day of JULY nineteen hundred and forty-four (1944), at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of the municipal and school taxes, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

The Quebec Municipal Commission, by a decision dated June 26th, 1944 has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immoveables, under the authority of article 550, of Cities and Towns Act, as amended by 24 Geo. V, chap. 33, section 3.

Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastre Cadastral	Subdivisions
James-Henry Sherrard	29	14, 15, 16, 56, 57, 58
Bertrand, Marie-Louise, épouse de-wife of Jos.-Henri Gingras	29	231, 232, 233
Beaulieu, Horace	31	137, 138
Perrault, Jos.-Ovila, Rév.	31	175, 176
Richer, Joseph	35	245
	36	38
Paradis, Joseph-Émilien (frère-brother Michel Gonzague)	38	954
Désautels, Donat	45	790
Leclaire, Joseph-Alfred-Wilbrod	45	878
Meloche, Yvonne	48	41-1
Archambault, Albert	50	97
(avec bâtisse dessus érigée—with building thereon erected)		
Black, Emily Waumsley et ses enfants—and his children	50	570, 571, 572, 573
Ladouceur, Alfred	50	974, 975, 976
Tessier, Camille	61	573, 574
Renaud, Georgiana alias Deana	62	254
Léger, Rosario	63	45
Hémond, Marie-Louise	65	44
Tessier, Arthur	66	290, 291
Racette, Augustine, épouse de-wife of Hector Gagnon	73	606, 607
Fotheringham, C. K.	77	63
Payne, W.-G.	79	451, 452
Altman, Israël	82	108
(avec bâtisse dessus érigée—with building thereon erected)		
Faubert, Albert	86	29
Léger, J.Oliph	93	379, 380, 381, 382, 383
(avec bâtisse dessus érigée—with building thereon erected)		
Tierman, Raoul	116	232, 233

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet et situés dans la Ville Montréal-Nord.

La dite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées aux dits immeubles.

Donné en la Ville Montréal-Nord, ce vingt-septième jour (27) du mois de juin mil neuf cent quarante-quatre (1944).

[Sceau]

6717-26-20

Le secrétaire-trésorier,
ART.-E. CHEVRIER.

The above immoveables are all in the plan and book of reference of the Parish of Sault-au-Récollet, and situated in the Town of Montreal North.

The said sale will be made with all active and passive servitudes, apparent or occult, attached to the said properties.

Given at the Town of Montreal North, this (27) twenty-seventh day of June, one thousand nine hundred and forty-four (1944).

[Seal]

6717-26-20

ART.-E. CHEVRIER,
Secretary-Treasurer.

Province de Québec

Province of Quebec

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE PROTESTANTE
DE VAL D'OR

PROTESTANT SCHOOL MUNICIPALITY OF
VAL D'OR

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 20 juin 1944, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 46a de la Loi de la Commission Municipale de Québec (5 Geo. VI, chapitre 44, section 8), de vendre les immeubles ci-dessous décrits pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la Municipalité Scolaire Protestante de Val d'Or, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence, lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle du conseil à l'Hôtel de Ville de la ville de Val d'Or, MERCREDI le VINGT-SIXIÈME jour du mois de JUILLET 1944, à ONZE heures de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes devenues exigibles le ou avant le 30 juin 1942 auront été payées avant le moment de la vente.

La vente des immeubles décrits dans la première section du présent avis sera faite sujette au droit de retrait.

Celle des immeubles décrits dans la deuxième section sera définitive et sans droit de retrait, conformément aux dispositions de l'article 46u de la Loi de la Commission municipale de Québec, lesdits immeubles étant tous des terrains vagues et lots à bâtir d'une évaluation municipale ne dépassant pas (\$1,000) mille dollars.

PREMIÈRE SECTION

IMMEUBLES SUJETS AU DROIT DE RETRAIT
NIL

IMMEUBLES NON-SUJETS AU DROIT DE RETRAIT

1. William Kaura & E. Lazarenko.—Lot N° 149.
Le lot ci-dessus fait partie de la subdivision originaire numéro quatorze, canton Bourlamaque.

2. John Markiewicz.—Lot N° 3 contenant 5747 pieds carrés.

Le lot ci-dessus fait partie de la subdivision originaire numéro soixante, rang 8, canton Dubuisson.

Lot N° 42 contenant 180 pieds carrés.
Le lot ci-dessus fait partie de la subdivision originaire numéro soixante et un, rang 8, canton Dubuisson.

3. Joseph Drag.—Lot N° 137 contenant 123 pieds carrés.

Le lot ci-dessus fait partie de la subdivision originaire numéro soixante, rang 8, canton Dubuisson.

Lot N° 167 contenant 5628 pieds carrés.
Le lot ci-dessus fait partie de la subdivision originaire numéro soixante et un, rang 8, canton Dubuisson.

4. Joseph Drag.—Lot N° 162.
Le lot ci-dessus fait partie de la subdivision originaire numéro soixante et un, rang 8, canton Dubuisson.

5. George Novosel.—Lot N° 389 contenant 4,400 pieds carrés.

Le lot ci-dessus fait partie de la subdivision originaire numéro trente-quatre, canton Bourlamaque.

6. Steve Ratkovsky.—Lot N° 736.
Le lot ci-dessus fait partie de la subdivision originaire numéro trente-quatre, canton Bourlamaque.

Le secrétaire-trésorier,
A. B. CARSON.

6713-26-2-o

VILLE DE POINTE-AUX-TREMBLES

VENTE DES IMMEUBLES POUR TAXES

Avis public est, par les présentes, donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère en l'Hôtel-de-Ville de la ville de Pointe-aux-Trembles, JEUDI, le VINGT-SEPTIÈME jour du mois de JUILLET, 1944, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi, pour

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an Order dated the 20th June 1944, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of article 46a of the Quebec Municipal Commission Act (5 Geo. VI, chapter 44, section 8) to sell the hereinafter described immovables in payment of arrears of taxes due the Protestant School Municipality of Val d'Or, with interest and costs, and that consequently the said immovables shall be sold by public auction in the Council Room of the Town Hall of the Town of Val d'Or, on WEDNESDAY, the TWENTY-SIXTH day of the month of JULY, 1944, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

However there shall be excluded from the sale, the immovables whereon the taxes falling due on or before the 30th of June 1942 shall have been paid before the sale.

The sale of the immovables described in the first section of the notice shall be made subject to right of withdrawal.

That of the immovables described in the second section shall be final and without right of withdrawal, pursuant to the provisions of article 46u of the Quebec Municipal Commission Act, the said immovables being all vacant lots and building lots of a municipal valuation not exceeding one thousand dollars (\$1,000.00).

FIRST SECTION

IMMOVABLES SUBJECT TO RIGHT OF WITHDRAWAL
NIL

IMMOVABLES NOT SUBJECT TO RIGHT OF
WITHDRAWAL

1. William Kaura & E. Lazarenko.—Lot No. 149.
The aforesaid lot forms a part of the original subdivision number fourteen, Township Bourlamaque.

2. John Markiewicz.—Lot No. 3 containing 5747 square feet.

The aforesaid lot forms a part of the original subdivision number sixty, range 8, Dubuisson Township.

Lot No. 42 containing 180 square feet.
The aforesaid lot forms a part of the original subdivision number sixty-one, range 8, Dubuisson Township.

3. Joseph Drag.—Lot No. 137 containing 123 square feet.

The aforesaid lot forms a part of the original subdivision number sixty, range 8, Dubuisson Township.

Lot No. 167 containing 5628 square feet.
The aforesaid lot forms a part of the original subdivision number sixty-one, range 8, Dubuisson Township.

4. Joseph Drag.—Lot No. 162.
The aforesaid lot forms a part of the original subdivision number sixty-one, range 8, Dubuisson Township.

5. George Novosel.—Lot No. 389 containing 4,400 square feet.

The aforesaid lot forms a part of the original subdivision number thirty-four, Bourlamaque Township.

6. Steve Ratkovsky.—Lot No. 736.
The aforesaid lot forms a part of the original subdivision number thirty-four, Bourlamaque Township.

A. B. CARSON,
Secretary-Treasurer.

6713-26-2-o

TOWN OF POINTE-AUX-TREMBLES

SALE OF IMMOVEABLES FOR TAXES

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the office of the Council at the Town-Hall of the Town of Pointe-aux-Trembles, on THURSDAY, the TWENTY-SEVENTH day of JULY 1944, at THIRTY minutes past TEN

satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, avec intérêt, plus les frais subséquentement encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

La Commission Municipale de Québec, par résolution adoptée à sa séance du 7 juin 1944, a autorisé la ville à faire une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, conformément aux dispositions de l'article 550 de la Loi des cités et villes.

in the forenoon, to satisfy the payment of the municipal and school taxes, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and cost be paid before the sale.

The Quebec Municipal Commission, by a resolution adopted at its meeting of June 7th, 1944, authorized the Town to make an abbreviated enumeration of the cadastral numbers of the immoveables pursuant to the provisions of article 550 of the Cities and Towns' Act.

Nom—Name	Cadastre	Subdivision
Bessette, Jean-Baptiste	93	1065, 1066
Blonar, John	182	364
Butler, John M	206	377, 378
Butler, J. West	206	375, 376
Brabant, Aimée, veuve de-widow of Antoine Verreault	211	606, 607
Bastien, Ulric, Joseph Eugène, Narcisse, et-and Eugénie Bastien, épouse de-wife of Francis Déry	93	249 à-to 253 incl.
Cusson, A. G. et-and Lavoie, Albert	198	496
Charbonneau, Eva, veuve de-widow of Ludovic Laurier	121	49, 50
Crochetière, Albert et-and al.	199	711
Coutlée, J. R.	228	180 à-to 183 incl.
Davies, E. Fraid	175	436 à-to 439 incl.
Desroches, Ovila	100	351
Davis, Sarah S., épouse de-wife of Jos. Francis Farrell	177	195, 196
Dufresne, Emma, épouse de-wife of F. X. Voligny	211	510, 511
Frey, John H. et-and Florence Perkett	182	311, 312
Girard, J. Xiste	121	279 à-to 284 incl.
Gauthier, Alphonse	199	43
Klepper, Betty, veuve de-widow of Harry Goldstein	40	328 } avec—with
	41	20
	40	327 } avec—with
	41	19
	199	798
Laflamme, Aldama		
Labrecque, Estelle, épouse de-wife of Joseph Pelletier	211	935, 936
Lagacé, Aurora, épouse de-wife of Camille Savard	199	740 à-to 742 incl., 782
Morin, Jean	121	958 à-to 960 incl.
Morin, Georges P.	182	175, 176
Pigeon, Annie, épouse de-wife of Michel McNamara	206	99
Paquin, Léopold, et-and al.	101	125
Picard, Napoléon	177	317
Percy, Adéiard	199	880
Rondeau, Roméo	109	284
Romano, Guilio	206	1251, 1252, 1255 à-to 1259 incl., 1261 à-to 1275 incl.
St-Vincent, Gaston	199	171
Sénécal, Révérend L. A.	216	451, 452, 535, 519 à-to 522 incl., 499
Shink, Cyprien	181	412
Smuk, John	184	353
Savard, Amanda, épouse de-wife of Archie Sauvé	177	293, 294
Traversy, Denis	121	300, 301
Thériault, M.	181	576, 577
Talbot, J. A. A.	28	176 avec—with
	27	25
Themens, Wilfrid	212	1245
Thériault, Arthur	208	602, 603
Wilde, Thomas et son épouse-and his wife Agnès Parker	211	668

Les immeubles susdits sont tous aux plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de la Pointe-aux-Trembles, et situés dans la Ville de la Pointe-aux-Trembles.

La dite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes attachées aux dits immeubles.

Donné en la Ville de la Pointe-aux-Trembles, ce vingt-sixième jour de juin, mil neuf cent quarante-quatre.

[Sceau]

Le Secrétaire-trésorier (Pro Tempore),
6716-26-2-o PAUL-A. TRUDEAU.

The above immoveables are all on the plan and book of reference of the Parish of Pointe-aux-Trembles, and situated in the Town of Pointe-aux-Trembles.

The said sale will be made with all active and passive servitudes, apparent or occult, attached to the said properties.

Given at the Town of Pointe-aux-Trembles, this twenty-sixth day of June, nineteen hundred and forty-four.

[Seal]

PAUL-A. TRUDEAU,
6716-26-2-o Secretary-treasurer (Pro Tempore).

Province de Québec, Comté d'Hochelaga

VILLE DE MONTRÉAL-OUEST

Province of Quebec, County of Hochelaga

TOWN OF MONTREAL WEST

Avis public est par les présentes donné que les propriétés, ci-dessous décrites, situées dans la paroisse de Montréal, seront vendues à l'en-

Public Notice is hereby given that the properties described hereunder, situate in the Parish of Montreal, will be sold by Public Auction in

chère publique au bureau de la Commission à l'Hôtel de Ville, Montréal Ouest, MARDI le VINGT-CINQUIÈME jour de JUILLET, 1944, à DIX heures de l'avant-midi pour les taxes et l'intérêt non acquittés mentionnés dans l'État, en plus des frais qui ont été ou qui pourront être encourus, à moins que les dites taxes, intérêt et frais ne soient payés avant cette date.

the office of the Commission in the Town Hall, Montreal West, on TUESDAY, the TWENTY-FIFTH day of JULY, 1944, at TEN o'clock in the forenoon for unpaid taxes and interest mentioned in the statement, in addition to the costs which have been or may be incurred, unless said taxes, interest and costs be sooner paid.

Noms Names	N° du cadastre Cadastral Number	Taxes	Intérêt et frais Interest & Costs	Total
Bickerdike, Succ.-Est. R.	140-22	\$ 176.26	\$ 12.40	\$ 188.66
Bradley, F. P.	138-700 & 701	26.18	1.89	28.07
Brock, R. A.	138-587	17.78	1.28	19.06
Clark, A. L.	140-248	135.92	9.46	145.38
Flegg, R. L.	138-500 à-to 503	50.76	3.48	54.24
Mount Royal Agency, Lim.	140-17	185.56	13.02	198.58
Naud, A.	138-509 à-to 512	50.76	3.48	54.24
Osmond, Dame-Mrs. M. E.	140-649a	27.46	1.89	29.35
Préfontaine, J.-N.	140-404	108.58	7.59	116.17

Donné à Montréal-Ouest, ce vingt-deuxième jour de juin, 1944.

Given at Montreal West, this twenty-second day of June, 1944.

Le secrétaire-trésorier,
CHAS. I. FRASER.

CHAS. I. FRASER,
Secretary-Treasurer.

6715-26-2-o

6715-26-2-o

Province de Québec, Comté de Laval

Province of Quebec, County of Laval

VILLE SAINT-MICHEL

TOWN OF SAINT-MICHEL

Avis public est par les présentes donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère, à l'Hôtel de Ville, Saint-Michel, MERCREDI le VINGT-SIXIÈME jour du mois de JUILLET (1944) Mil neuf cent quarante-quatre, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, avec intérêts, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the office of the Council, at the Town of Saint-Michel, on WEDNESDAY, (26) the TWENTY-SIXTH day of JULY Nineteen hundred and forty-four (1944) at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of the municipal and school taxes, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes interest and costs be paid before the sale.

La Commission Municipale de Québec, par décision en date du 26 juin 1944, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de la Loi des Cités et Villes, article 550, tel qu'amendé par 24 Geo. V, Chapitre 33, section 3.

The Quebec Municipal Commission, by a decision dated June 26th, 1944 has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immoveables under the authority of article 550, of Cities and Towns act, as amended by 24 Geo. V, Chap. 33, Section 3.

Noms des propriétaires Names of Proprietors	Cadastre Cadastral	Subdivisions
Lévesque, Joseph-Henri	339	60, 61, 62, 126, 128, 129
Pinard, Henri	343	548
Syyanen, Mlle-Miss Kyllikka	364	905
Spiro, Esther	364	972, 973
Société du Boulevard Pie IX.	366	554
Maxime Foucher	446	121
McDonald, Donald Alexander Lorne	474	202

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet et situés dans la Ville Saint-Michel.

The above immoveables are all in the plan and book of reference of the Parish of Sault-au-Récollet, and situated in the Town of Saint-Michel.

La dite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées aux dits immeubles.

The said sale will be made with all active and passive servitudes, apparent or occult, attached to the said properties.

Donné en la Ville Saint-Michel, ce vingt-septième jour (27) du mois de juin mil neuf cent quarante-quatre (1944).

Given at the Town of Saint-Michel, this (27) twenty-seventh day of June, one thousand nine hundred and forty-four (1944).

Le secrétaire-trésorier,
ART.-E. CHEVRIER.

ART. E. CHEVRIER,
Secretary-Treasurer.

6718-26-2-o

6718-26-2-o

Province de Québec.—District de Roberval

COMMISSION SCOLAIRE DE GARNIER

Avis public est par les présentes donné que la Commission Municipale de Québec, par un arrêté en date du vingt-deux juin 1944, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la loi de la Commission Municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chap. 207) de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la commission scolaire de Garnier, avec intérêt et frais, et qu'en conséquence les dits immeubles seront vendus par encan public dans la salle du conseil de la paroisse de l'Ascension de Notre-Seigneur, le VINGT-QUATRE JUILLET 1944, à ONZE heures de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels toutes les taxes scolaires non consolidées de l'année 1943-44 et des années antérieures et les versements échus des taxes scolaires consolidées, auront été payées avant le moment de la vente.

1. Joseph Audis.—Le lot N° 23, rang 5.
2. Louis Thibault.—Le lot N° 20, rang 5.
3. Louis Thibault.—Le lot N° 20, rang 6.

Les lots des items un à trois sont du cadastre officiel du canton Garnier.

4. Joseph Duchesne et Mme Ths-Ls Thibault.—Le lot N° 28 rang 7.

5. Joseph Duchesne et Mme Ths-Ls Thibault.—Le lot N° 28 rang 6.

6. Johnny Gilbert et Succ. Tréflé Gilbert.—La demie sud du lot N° 7 rang 6.

Sauf à distraire le terrain appartenant à Québec & Chibougamou Ry ou autres, suivant acte enregistré.

7. Johnny Gilbert et Succ. Tréflé Gilbert.—La demie Sud du lot N° 6 rang 6.

Sauf à distraire le terrain appartenant à Québec & Chibougamou Ry ou autres, suivant acte enregistré.

8. Albert Larouche et Ths Ls Larouche.—Le lot N° 1 rang 6.

Sauf à distraire les droits concédés par Dame Vve J. Hilaire Dionne à Armand Maltais et autres par acte enregistré le 21 mars 1919 sous le N° 29217.

9. Hector Lemieux.—Le lot N° 13 rang 7.

Sauf à distraire la partie de terrain vendue par le shérif du district de Roberval contre Québec-Saguenay & Chibougamou Ry. Co. par acte enregistré le 23 février 1943 sous le N° 39621.

10. Hector Lemieux.—Le lot N° 14 rang 7.

Sauf à distraire la partie de terrain vendue par le shérif du district de Roberval contre Québec, Saguenay & Chibougamou Ry. Co. par acte enregistré le 23 février 1943 sous le N° 39621.

11. Lauréat Simard.—Le lot N° 30 rang 6.

12. Adrien Tremblay et Raoul Renaud.—Le lot N° 29 rang 6.

13. Adrien Tremblay.—Le lot N° 29 rang 7.

Tous les lots ou parties de lots des items de 4 à 13 inclusivement sont du cadastre officiel du canton Delisle.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission Municipale de Québec.

Donné à l'Ascension de 26ème jour de juin 1944.

Le secrétaire-trésorier,

6719-26-2-0

L. LEMAY.

Province of Quebec—District of Roberval

SCHOOL COMMISSION OF GARNIER

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order dated the June twenty-second, 1944, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, chapter 207) to sell the immovables hereinunder designated for payment of taxes due the School Commission of Garnier, with interest and costs, and that, consequently, the said immovables will be sold by public auction in the Council Hall of the Parish of l'Ascension de Notre-Seigneur, on the TWENTY-FOURTH of JULY, 1944, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

However, there shall be excluded from the sale, those immovables upon which all the non-consolidated school taxes of the year 1943-44 and of the preceding years and the payments due for consolidated school taxes, shall have been paid before the time of the sale.

1. Joseph Audis.—Lot No. 23, Range 5.

2. Louis Thibault.—Lot No. 20, Range 5.

3. Louis Thibault.—Lot No. 20, Range 6.

Lots of items one to three are of the official cadastre for the Township of Garnier.

4. Joseph Duchesne and Mme Ths. La Thibault.—Lot No. 28, range 7.

5. Joseph Duchesne and Mme Ths. La Thibault.—Lot No. 28, Range 6.

6. Johnny Gilbert and Estate Tréflé Gilbert.—The South half of lot No. 7, Range 6.

Save to be deducted, the land belonging to Québec & Chibougamou Ry. or others as per registered deeds.

7. Johnny Gilbert and Estate Tréflé Gilbert.—The South half of lot No. 6, Range 6.

Save to be deducted the land belonging to Québec & Chibougamou Ry, or others, as per registered deeds.

8. Albert Larouche and Ths Ls Larouche.—Lot No. 1, Range 6.

Save to be deducted the rights conceded by Dame Widow J. Hilaire Dionne to Armand Maltais and others, as per deed registered March 21st, 1919, under No. 19217.

9. Hector Lemieux.—Lot No. 13, Range 7.

Save to be deducted that part of the land sold by the Sheriff of the district of Roberval against Québec, Saguenay and Chibougamou Ry. Co. by deed registered on February 23rd, 1943, under No. 39621.

10. Hector Lemieux.—Lot No. 14, Range 7.

Save to be deducted that part of the land sold by the Sheriff of the district of Roberval against Québec, Saguenay and Chibougamou Ry. Co., per deed registered on February 23rd, 1943, under No. 39621.

11. Lauréat Simard.—Lot No. 30, Range 6.

12. Adrien Tremblay and Raoul Renaud.—Lot No. 29, Range 7.

13. Adrien Tremblay.—Lot No. 29, Range 7.

All the lots and parts of lots of items 4 to 13 inclusively are of the official cadastre for the Township of Delisle.

The adjudication price of each of these immovables shall be payable immediately.

The sale shall be made, moreover, subject to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at l'Ascension, this 26th day of June, 1944.

L. LEMAY,

Secretary-Treasurer.

6719-26-2

VENTES PAR LES SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

QUÉBEC

Fieri Facias

Cour du Recorder

Québec, à savoir: } LA CITÉ DE QUÉBEC; }
N° 46/1944 } contre JEAN LOUIS

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

QUÉBEC

Fieri Facias

Recorder's Court

Quebec, to wit: } THE CITY OF QUÉBEC; }
No. 46/1944 } against JEAN LOUIS

VACHON, employé civique, de notre Cité de Québec, dans notre district de Québec, en sa qualité de curateur à la succession de feu Donat Pratte, en son vivant de la Cité des Trois-Rivières, à savoir:

La subdivision N° 1 (un) du lot N° 77 (soixante-dix-sept) du cadastre officiel pour Notre-Dame de Québec, banlieue, maintenant quartier Montcalm, de la Cité de Québec, étant un lot vacant situé coin de l'Avenue des Braves et de la rue St-Cyrille, mesurant 50 pieds de front sur l'Avenue des Braves par 115 pieds de profondeur sur la rue St-Cyrille, contenant en superficie 5,750 pieds plus ou moins, mesure anglaise, circonstances et dépendances.

Sujette au paiement des taxes consolidées et aux servitudes actives ou passives, apparentes ou non apparentes.

Pour être vendue à mon bureau, en la Cité de Québec, le VINGT-ET-UNIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Québec, ce 15 juin 1944.
Le shérif, L. LAPIERRE, 6562-24-20
[Première publication, 17 juin 1944]
[Deuxième publication, 30 juin 1944]

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour du Magistrat.—District de St-François.
N° 11-965 } **DAWSON AUTO PARTS LTD.**,
corporation légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires en la cité de Sherbrooke, district de St-François; vs **LLOYD HENDERSON**, du canton de Newport, district de St-François.

Saisi comme appartenant au dit défendeur: "La moitié-Est du lot numéro 22, rang trois, canton de Newport, avec bâtisses dessus construites et dépendances."

Pour être vendu, le TROISIÈME jour du mois d'AOÛT prochain, à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame du Rosaire de Sawyerville, à DIX heures a.m.

Bureau du shérif, Sherbrooke, ce 26 juin 1944.
Le shérif, J. P. C. LEMIEUX, 6721-26-2-0
[Première publication, 30 juin 1944]

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure

Canada, Province de Québec, District des Trois-Rivières, N° 7879 } **EDOUARD FLEURY**, avocat, de la cité de Shawinigan-Falls district des Trois-Rivières, demandeur; vs **HENRI CHAMPAGNE**, de la municipalité de St-Mathieu, district des Trois-Rivières, défendeur.

1. Un demi lot de terre de la contenance d'environ soixante et cinq arpents en superficie plus ou moins, situé dans le quinzième rang du Township de Caxton, pour la paroisse de St-Mathieu, étant la juste moitié côté sud du lot numéro cinq (½ S. N° 5) du quinzième rang du Township de Caxton, pour la paroisse de St-Mathieu, lequel lot de terre est connu et désigné comme étant le numéro cinq A (N° 5A) dans le quinzième rang aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de St-Maurice, pour la dite paroisse de St-Mathieu, avec maison et autres bâtisses dessus construites.

2. Un lot de terre situé en la paroisse de St-Mathieu dans le quatorzième rang du Canton de Caxton, connu et désigné comme étant la

VACHON, civic employee, of Our City of Québec, in Our district of Québec, in his quality of curator to the estate of the late Donat Pratte, in his lifetime of the City of Trois-Rivières, to wit:

Subdivision No. 1 (one) of lot No. 77 (seventy-seven) of the official cadastre for Notre-Dame de Québec, banlieue, now Montcalm Ward, of the City of Québec, being a vacant lot situate at the corner of Avenue des Braves and St-Cyrille street, measuring 50 feet in front on Avenue des Braves by 115 feet in depth on St. Cyrille street, containing a superficial area of 5,750 feet, more or less, English measure, circumstances and dependencies.

Subject to payment of consolidated taxes and to the active and passive, apparent or unapparent servitudes.

To be sold at my office, in the City of Québec, on the TWENTY-FIRST day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, Québec, June 15, 1944.
L. LAPIERRE, Sheriff, 6562-24-20
[First publication, June 17, 1944]
[Second publication, June 30, 1944]

SAINT FRANCIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Magistrate Court.—District of St. Francis.
N° 11-965 } **DAWSON AUTO PARTS LTD.**,
corporation legally constituted, having his principal place of business in the city of Sherbrooke, district of St. Francis; vs **LLOYD HENDERSON**, Township of Newport, district of St. Francis.

Seized as belonging to the said defendant: "The East-half of lot number twenty-two (22) in the third Range of the Township of Newport, with the buildings thereon erected, and dependencies."

To be sold, the THIRD day of AUGUST next, at the door of the parochial church of Notre-Dame du Rosaire of Sawyerville, at TEN of the clock a. m.

Sheriff's Office, Sherbrooke, the 26th of June 1944.
J. P. C. LEMIEUX, Sheriff, 6721-26-2-0
[First publication, June the 30th, 1944]

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court

Canada, Province de Québec, District of Trois-Rivières, No. 7879 } **EDOUARD FLEURY**, advocate, of the City of Shawinigan-Falls, district of Trois-Rivières, plaintiff; vs **HENRI CHAMPAGNE**, of the municipality of St-Mathieu, district of Trois-Rivières, defendant.

1. One half-lot of land containing about sixty-five arpents in area, more or less, situate, in the fifteenth range of the Township of Caxton, for the Parish of St-Mathieu, being the exact half, South side, of lot number five (S. ½ No. 5) in the fifteenth range of the Township of Caxton, for the Parish of St-Mathieu, said lot of land being known and designated under number five A, (No. 5A) in the fifteenth range on the official cadastral plan and in the book of reference of the County of St-Maurice, for the said Parish of St-Mathieu—with a house and other buildings thereon erected.

2. A lot of land situate in the Parish of St-Mathieu, in the fourteenth range of the Township of Caxton, known and designated as being

moitié nord du lot numéro quatre ($\frac{1}{2}$ N. N° 4) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de St-Mathieu, mesurant trois arpents et demi de largeur par vingt arpents de profondeur plus ou moins sans garantie de mesure précise, borné comme suit; à un bout par le cordon, de l'autre bout par le terrain appartenant à Augustin Parent, du côté Sud à Albani Dupont, et du côté Nord à Stanislas Champagne.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-Mathieu, comté de St-Maurice, le PREMIER jour d'AOÛT 1944, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Trois-Rivières, le 27 juin 1944.
[Première publication, 30 juin 1944]

Le shérif,

L. P. MERCIER.

6722-26-2-o

the North half of lot number four (N. $\frac{1}{2}$ No. 4) on the official cadastral plan and in the book of reference for St-Mathieu, measuring three and one half arpents in width by twenty arpents in depth, more or less, without guarantee of exact measurement, bounded as follows: at one end by the line (cordon), at the other end by the land belonging to Augustin Parent, on the South side by Albani Dupont, and on the North side by Stanislas Champagne.

To be sold at the church door of the Parish of St-Mathieu, County of St-Maurice, on the FIRST day of AUGUST, 1944, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Trois-Rivières, June 27th, 1944.
[First publication, June 30th, 1944]

L. P. MERCIER,

Sheriff.

6722-26-2

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 2034

Québec, le 16 juin 1944.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Concernant une modification au décret numéro 1823, du 10 juillet 1943, relatif aux métiers de barbier et de coiffeur dans la cité de Salaberry de Valleyfield.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 1823, du 10 juillet 1943, relatif aux métiers de barbier et de coiffeur dans la cité de Salaberry de Valleyfield, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'apporter une modification audit décret;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 29 avril 1944;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre intérimaire du Travail:

Que ledit décret numéro 1823 soit modifié de la façon suivante:

Le premier alinéa de l'article III est remplacé par ce qui suit:

"III.—*Durée du travail*.—a.—La durée maximum des heures de travail pour le compagnon et apprenti barbier, coiffeur et coiffeuse est de cinquante-sept (57) heures par semaine.

Les heures de travail dans les salons de barbier de coiffure et de beauté sont réparties comme suit:".

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

6682-o

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 2036

Québec, le 16 juin 1944.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 2034

Québec, June 16, 1944.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning a modification of the decree number 1823, of July 10, 1943, relating to the barber and hairdresser trades in the City of Salaberry of Valleyfield.

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the decree number 1823, of July 10, 1943, relating to the barber and hairdresser trades in the City of Salaberry of Valleyfield, have presented to the Minister of Labour a request to modify the said decree;

Whereas the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* on April 29, 1944;

Whereas no objection against its approval has been set forth;

It is ordained, therefore, upon the recommendation of the Honourable Acting Minister of Labour:

That the said decree, number 1823, be modified in the following manner:

The first paragraph of section III is replaced by the following:

"III.—*Duration of labour*.—a.—The maximum duration of work for the barbers and male and female hairdressers (journeymen and apprentices) is fifty-seven (57) hours per week.

The working hours in barber shops, hairdressing and beauty parlors are distributed as follows:".

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

6682-o

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 2036

Québec, June 16, 1944.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concernant une modification au décret numéro 1947, du 30 juillet 1941, relatif aux établissements commerciaux de la ville de Coaticook et un rayon de 2 milles de ses limites.

Concerning a modification of the decree number 1947, of July 30, 1941, relating to the commercial establishments of the Town of Coaticook and a radius of 2 miles from its limits.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), le comité paritaire du négoce de Coaticook a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'apporter une modification au décret numéro 1947, du 30 juillet 1941, relatif aux établissements commerciaux de la ville de Coaticook et un rayon de deux (2) milles de ses limites;

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), the Trade Parity Committee of Coaticook has presented to the Minister of Labour, a request to modify the decree number 1947, of July 30, 1941, relating to the commercial establishments of the Town of Coaticook and a radius of two (2) miles from its limits;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la Gazette officielle de Québec, livraison du 1er avril 1944;

Whereas the said request has been published in the Quebec Official Gazette on April 1, 1944;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

Whereas no objection against its approval has been set forth;

Attendu que le Conseil régional du travail en temps de guerre de Québec a autorisé l'approbation des dispositions de ladite requête, par décision rendue à sa séance du 23 mai 1944;

Whereas the Regional War Labour Board, by a decision taken at its meeting of May 23, 1944, has authorized the approval of the provisions of the said request;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre intérimaire du Travail:

It is ordained, therefore, upon the recommendation of the Honourable Acting Minister of Labour:

Que ledit décret numéro 1947 soit modifié de la façon suivante:

That the said decree, number 1947, be modified in the following manner:

L'article IV est remplacé par le suivant:

Section IV is replaced by the following:

"IV.—*Jours chômés*.—Il n'y a pas de travail les dimanches et les jours fériés suivants: Le Premier de l'An, le lendemain du Premier de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi-Saint, L'Ascension, le jour de Victoria (ou fête de Dollard), la St-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération (1er juillet), la fête du Travail, le jour d'Actions de Grâce, la Toussaint, l'Immaculée Conception et la Noël.

"IV.—*Observed holidays*.—No work shall be performed on Sunday and the following holidays: New Year's Day, the day after New Year's, Epiphany Day, Good Friday, Ascension Day, Dollard Day (or Victoria Day), St-Jean-Baptiste Day, Dominion Day (July 1st), Labour Day, Thanksgiving Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day.

Lorsque le Premier de l'An tombe un samedi, le lundi suivant doit être chômé.

When New Year's Day is a Saturday, there is no work the following Monday.

Dans le cas où le jour de Victoria (ou fête de Dollard), la Saint-Jean-Baptiste ou le jour de la Confédération tombent un samedi ou un dimanche, le jour chômé est remis au lundi suivant.

When Dollard Day (or Victoria Day), Saint-Jean-Baptiste Day or Dominion Day fall on Saturday or Sunday, the holiday takes place the following Monday.

Si la Noël tombe un dimanche, le lundi suivant doit être chômé."

When Christmas Day is a Sunday, there is no work the following Monday."

6683-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

6683-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Numéro 2040

Number 2040

Québec, le 16 juin 1944.

Quebec, June 16, 1944.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concernant la prolongation de la durée du décret numéro 2446, du 25 juin 1940, et amendements, relatif à l'industrie des matériaux de construction dans la province de Québec.

Concerning the extension of the duration of the decree number 2446, of June 25, 1940, and amendments, relating to the building materials industry in the Province of Quebec.

Il est ordonné, sur la proposition de l'honorable Ministre intérimaire du Travail:

It is ordained, upon the recommendation of the Honourable Acting Minister of Labour:

Que le décret numéro 2446, du 25 juin 1940, et amendements, relatif à l'industrie des matériaux de construction dans la province de Québec, soit prolongé pour une période de 60 jours, à compter du 30 juin 1944.

That the decree number 2446, of June 25, 1940, and amendments, relating to the building materials industry in the Province of Quebec, be extended for a period of 60 days, from June 30, 1944.

6685-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

6685-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 2039

Québec, le 16 juin 1944.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Concernant une nouvelle prolongation de la durée du décret numéro 1742, du 11 juillet 1941, et amendements, relatif aux employés de garage dans l'île de Montréal, l'île Jésus et toutes les municipalités situées en entier ou en partie dans un rayon de 10 milles de leurs limites.

Il est ordonné, sur la proposition de l'honorable Ministre intérimaire du Travail:

Que le décret numéro 1742, du 11 juillet 1941, et amendements, relatif aux employés de garage dans l'île de Montréal, l'île Jésus et toutes les municipalités situées en entier ou en partie dans un rayon de dix (10) milles de leurs limites, soit de nouveau prolongé pour une période d'une année, soit jusqu'au 24 juin 1945.

A. MORISSET,
6684-o Greffier du Conseil Exécutif.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 2255

Québec, le 23 juin 1944.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant des modifications au décret numéro 1407, du 3 avril 1940, et amendements, relatif aux métiers du bâtiment dans les comtés de Joliette, Berthier, Montcalm et l'Assomption.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 1407, du 3 avril 1940, et amendements, relatifs aux métiers du bâtiment dans les comtés de Joliette, Berthier, Montcalm et l'Assomption, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 8 avril 1944;

Attendu qu'une objection a été formulée contre son approbation;

Attendu que les dispositions de ladite requête sont conformes à la décision rendue par le Conseil régional du travail en temps de guerre, à sa séance du 22 février 1944;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre intérimaire du Travail:

Que ledit décret numéro 1407 soit modifié de la façon suivante:

1.—L'article III est remplacé par le suivant:

"III.—*Taux de salaires*.—Les taux de salaires minima suivants doivent être payés pour chacun des métiers ci-contre:

Métiers	Salaires horaires	
	Zone I	Zone II
Plâtriers	\$0.75	\$0.75
Apprentis 1ère année	0.35	0.35
2ème année	0.45	0.45

**ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

Number 2039

Quebec, June 16, 1944.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning a further extension of the duration of the decree number 1742, of July 11, 1941, and amendments, relating to the garage employees in Montreal and Jesus Islands and all the municipalities situate, in whole or part, within a radius of 10 miles from their limits.

It is ordained, upon the recommendation of the Honourable Acting Minister of Labour:

That the decree number 1742, of July 11, 1941, and amendments, relating to the garage employees in the Island of Montreal, Jesus Island and all the municipalities situate, in whole or part, within a radius of ten (10) miles from their limits, be again extended for a period of one year, i.e. until June 24, 1945.

A. MORISSET,
6684-o Clerk of the Executive Council.

**ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

Number 2255

Quebec, June 23, 1944.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

Concerning modifications of the decree number 1407, of April 3, 1940, and amendments, relating to the building trades in the counties of Joliette, Berthier, Montcalm and l'Assomption.

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the decree number 1407, of April 3, 1940, and amendments, relating to the building trades in the counties of Joliette, Berthier, Montcalm and l'Assomption, have presented to the Minister of Labour a request to modify the said decree;

Whereas the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* on April 8, 1944;

Whereas one objection against its approval has been set forth;

Whereas the provisions of the said request are in conformity with the decision taken by the Regional War Labour Board on February 22, 1944;

It is ordained, therefore, on the recommendation of the Honourable Acting Minister of Labour:

That the said decree number 1407 be modified in the following manner:

1.—Section III is replaced by the following:

"III.—*Rates of wages*.—The following shall be the minimum wage rates for each trade hereinafter mentioned:

Trades	Hourly rates	
	Zone I	Zone II
Plasterers	\$0.75	\$0.75
Apprentices, 1st year	0.35	0.35
2nd year	0.45	0.45

Métiers	Salaires horaires		Trades	Hourly rates	
	Zone I	Zone II		Zone I	Zone II
Briqueteurs.....	0.75	0.75	Bricklayers.....	0.75	0.75
Apprentis 1ère année.....	0.40	0.40	Apprentices, 1st year.....	0.40	0.40
2ème année.....	0.50	0.50	2nd year.....	0.50	0.50
Maçons et tailleurs de pierre sur chantier.....	0.75	0.75	Masons and stone cutters on field.....	0.75	0.75
Apprentis 1ère année.....	0.40	0.40	Apprentices, 1st year.....	0.40	0.40
2ème année.....	0.45	0.45	2nd year.....	0.45	0.45
3ème année.....	0.55	0.55	3rd year.....	0.55	0.55
Charpentiers-menuisiers.....	0.75	0.65	Carpenter-joiners.....	0.75	0.65
Apprentis 1ère année.....	0.30	0.25	Apprentices, 1st year.....	0.30	0.25
2ème année.....	0.35	0.30	2nd year.....	0.35	0.30
3ème année.....	0.45	0.40	3rd year.....	0.45	0.40
4ème année.....	0.55	0.50	4th year.....	0.55	0.50
Peintre-doreur.....	0.75	0.65	Painter-gilder.....	0.75	0.65
Peintres.....	0.60	0.50	Painters.....	0.60	0.50
Apprentis 1ère année.....	0.30	0.25	Apprentices, 1st year.....	0.30	0.25
2ème année.....	0.35	0.30	2nd year.....	0.35	0.30
3ème année.....	0.40	0.35	3rd year.....	0.40	0.35
4ème année.....	0.50	0.45	4th year.....	0.50	0.45
Lettres pour fins commerciales.....	0.85	0.85	Commercial letterers.....	0.85	0.85
Apprentis 1ère année.....	0.35	0.35	Apprentices, 1st year.....	0.35	0.35
2ème année.....	0.40	0.40	2nd year.....	0.40	0.40
3ème année.....	0.55	0.55	3rd year.....	0.55	0.55
4ème année.....	0.65	0.65	4th year.....	0.65	0.65
Finisseurs de ciment.....	0.70	0.65	Cement finishers.....	0.70	0.65
Électriciens.....	0.75	0.70	Electricians.....	0.75	0.70
Apprentis 1ère année.....	0.25	0.20	Apprentices, 1st year.....	0.25	0.20
2ème année.....	0.30	0.25	2nd year.....	0.30	0.25
3ème année.....	0.40	0.35	3rd year.....	0.40	0.35
4ème année.....	0.50	0.45	4th year.....	0.50	0.45
Porteurs de briques, mortier, terra-cotta et blocs.....	0.55	0.50	Brick, mortar, terra-cotta and block carriers.....	0.55	0.50
Brasseurs de célanite.....	0.55	0.50	Celanite mixers.....	0.55	0.50
Brasseurs de mortier.....	0.55	0.50	Mortar mixers.....	0.55	0.50
Journaliers (ouvriers non qualifiés).....	0.45	0.40	Common labourers.....	0.45	0.40
Latteurs de bois.....	0.60	0.55	Lathers (wood).....	0.60	0.55
Latteurs—lattes métalliques.....	0.70	0.70	Lathers (metal).....	0.70	0.70
Travailleurs en fer d'armature.....	0.70	0.70	Iron brace workers.....	0.70	0.70
Poseurs de paravents (bois et métal), châssis, divisions, portes en acier.....	0.75	0.75	Screen (wood and metal), sash, window partition and steel door erectors.....	0.75	0.75
Poseurs de "weather-strips".....	0.75	0.75	Weatherstrippers.....	0.75	0.75
Poseurs de marbre.....	0.75	0.75	Marble setters.....	0.75	0.75
Poseurs de tuile et terrazo.....	0.75	0.75	Tile and terrazzo layers.....	0.75	0.75
Foreurs.....	0.65	0.65	Drillers.....	0.65	0.65
Préposés aux pelles à vapeur, à gazoline ou à l'électricité.....	0.75	0.75	Steam, gasoline or electric steam shovel operators.....	0.75	0.75
Préposés aux compresseurs.....	0.65	0.55	Compressor men.....	0.65	0.55
Chauffeurs (construction).....	0.65	0.55	Firemen (construction).....	0.65	0.55
Mécaniciens de machine fixe ou portable.....	0.75	0.65	Stationary or portable enginemen.....	0.75	0.65
Planteurs de pieux, bois ou béton.....	0.70	0.60	Pile workers, wood or concrete.....	0.70	0.60
Limeurs de scie.....	0.75	0.65	Saw filers.....	0.75	0.65
Calrats.....	0.55	0.50	Caulkers.....	0.55	0.50
Ferblantiers-couvreurs.....	0.75	0.65	Tinsmith-roofers.....	0.75	0.65
Apprentis 1ère année.....	0.25	0.20	Apprentices, 1st year.....	0.25	0.20
2ème année.....	0.35	0.25	2nd year.....	0.35	0.25
3ème année.....	0.45	0.40	3rd year.....	0.45	0.40
Plombiers et poseurs d'appareils de chauffage.....	0.75	0.65	Plumbers and steam fitters.....	0.75	0.65
Apprentis 1re année.....	0.25	0.20	Apprentices, 1st year.....	0.25	0.20
2ème année.....	0.35	0.25	2nd year.....	0.35	0.25
3ème année.....	0.45	0.35	3rd year.....	0.45	0.35

Les contremaîtres préposés à la surveillance d'une équipe d'hommes seront rémunérés au taux de dix (\$0.10) sous par heure de plus que le salaire établi pour leur métier, quand il y aura quatre (4) hommes ou plus.

Note:—Les taux de salaires mentionnés dans le présent décret comprennent les taux basiques minima plus l'indemnité de vie chère équivalente à cinq (\$0.05) sous l'heure approuvés par le Conseil régional du travail. Cependant, conformément aux dispositions de l'arrêté en

Foremen supervising a shift of men shall be paid ten (\$0.10) cents more per hour than the wages fixed for their trade when there are four (4) men or more."

Note:—The rates of wages mentioned in the present decree include the basic minimum rates plus de cost of living bonus, equivalent to \$0.05 per hour, approved by the Regional War Labour Board. However, pursuant to the provisions of Order in Council P.C. 9384, from February 15,

conseil C.P. 9384, à compter du 15 février 1944, l'indemnité de vie chère payée par un employeur individuel doit être intégrée au salaire réel payé à chacun de ses salariés, même si ce salaire est supérieur aux minima établis par le présent décret."

2.—Les taux de salaires des préposés à l'entretien mentionnés aux paragraphes "b" et "c" de l'article XI, sont remplacés par les suivants:

	<i>Par semaine</i>
"Compagnons....."	\$20.40
Journaliers (ouvriers non-qualifiés)....."	\$14.40"

A. MORISSET,
6701-o Greffier du Conseil Exécutif.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 2347

Québec, le 27 juin 1944.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant une convention collective de travail relative aux commerce de gros de l'alimentation dans les cités de Québec et de Lévis et un rayon de 25 milles de leurs limites.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), l'Association patronale du Commerce de Québec inc. et le Syndicat catholique des Employés de Gros de l'Alimentation de Québec inc. ont conjointement présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

L'Association patronale du Commerce de Québec inc'.

Et, D'AUTRE PART:

Le Syndicat catholique des Employés de Gros de l'Alimentation de Québec inc., pour les employeurs et les salariés du commerce et des occupations visées suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 18 décembre 1943;

Attendu que les dispositions de ladite requête ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans le commerce et les occupations visées et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

Attendu que les dispositions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

Attendu que des objections ont été formulées contre ladite requête et qu'elles ont été soumises à l'appréciation des parties contractantes;

Attendu que par décision rendue à sa séance du 6 juin 1944, le Conseil régional du travail en temps de guerre de Québec a approuvé les dispositions de ladite requête avec toutefois plusieurs modifications soumises par les parties contractantes et a ordonné à tous et à chacun des employeurs concernés de se conformer à ces nouvelles dispositions;

IL est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre intérimaire du Travail, que ladite requête soit acceptée, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), avec toutefois les nouvelles disposi-

1944, the cost of living bonus paid by an individual employer shall become part of the actual wages paid to every one of his employees, even if such wages are higher than the minima established by the present decree."

2.—Wage rates of maintenance men, mentioned in subsections "b" and "c" of section XI, are replaced by the following:

	<i>Per week</i>
"Journeymen....."	\$20.40
Labourers (common)....."	\$14.40"

A. MORISSET,
6701-o Clerk of the Executive Council.

**ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

Number 2347

Québec, June 27, 1944.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning a collective labour agreement relating to the wholesale food trade in the cities of Québec and Lévis and a radius of 25 miles from their limits.

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163), "L'Association patronale du Commerce de Québec inc." and "Le Syndicat catholique des Employés de Gros de l'Alimentation de Québec inc." have jointly presented to the Minister of Labour a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"L'Association patronale du Commerce de Québec inc.",

And, ON THE OTHER PART:

"Le Syndicat catholique des Employés de Gros de l'Alimentation de Québec, inc.", for the employers and the employees of the trade and occupation concerned according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette* of December 18, 1943;

Whereas the provisions of the said request have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the trade and the occupations concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said request;

Whereas the provisions of the Act, concerning the publication of notices, have been duly observed;

Whereas some objections against the said request have been set forth and subsequently submitted to the contracting parties for consideration;

Whereas the Regional War Labour Board, by a decision taken at its meeting of June 6, 1944, has approved the provisions of the said request with, however, many modifications which were submitted by the contracting parties and has directed each and every employer concerned to abide by these new provisions;

It is ordained, therefore, on the recommendation of the Honourable Acting Minister of Labour and pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163), that the said request be accepted and that the following provisions

tions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 18 décembre 1943.

L'Association professionnelle des Employés de Bureau de la province de Québec, est acceptée comme partie co-contractante de deuxième part.

I.—*Définitions*.—Aux fins d'application du présent décret, les termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a.—Le terme "*commerce en gros*" désigne le commerce des personnes qui distribuent aux détaillants des marchandises ou des produits ultérieurement destinés aux consommateurs.

b.—Le terme "*commerce en demi-gros*" désigne le commerce des personnes dont c'est l'occupation principale de distribuer aux détaillants des marchandises ou des produits destinés ultérieurement aux consommateurs.

c.—Le terme "*aliments du bétail*" a le sens que lui donne la Loi des aliments du bétail (S.R.C. 1927, ch. 67 et amendements).

d.—Le terme "*personnel et maîtrise*" désigne les employés d'un établissement ayant un rang supérieur à celui de contremaître ou de comptable.

r.—Le terme "*contremaître*" ou "*premier expéditeur*" désigne tout employé qui a la responsabilité de la direction d'un personnel ou de l'expédition des marchandises.

f.—Le terme "*assistant-contremaître*" ou "*assistant expéditeur*" désigne toute personne qui assiste le contremaître ou le premier expéditeur ou les remplace temporairement.

g.—Le terme "*chef de département*" désigne la personne qui a la responsabilité d'un département.

h.—Le terme "*mécanicien de machines fixes*" a le sens que lui donne la Loi des mécaniciens de machines fixes (S.R.Q. 1941, chapitre 178).

i.—Le mot "*chauffeur*" a le sens que lui donne l'ordonnance numéro 6, 1943, de la Commission du salaire minimum.

j.—Le terme "*homme préposé à la préparation des commandes*" désigne le salarié qui prépare les commandes pour l'expédition et en assume la responsabilité.

k.—Le terme "*homme de plancher*" désigne le salarié qui a la surveillance et assume la responsabilité de la réception et de la classification des marchandises.

l.—Le terme "*conditionneur de beurre et conditionneur de fromage*" désigne la personne qui possède un diplôme pour la fabrication du beurre ou du fromage et remplit cette fonction ou toute autre fonction requérant les mêmes qualifications.

m.—Le terme "*enveloppeur de beurre*" désigne la personne qui enveloppe le beurre, déjà divisé en blocs d'une livre, dans les papiers couvertures.

n.—Le terme "*classificateur d'œufs*" désigne la personne qui fait la classification des œufs en différentes catégories.

o.—Le terme "*meunier ou homme préposé au moulage*" désigne la personne qui a la responsabilité de la préparation des moulées de grain, viande et "supplément".

p.—Le mot "*charcutier*" désigne la personne qui s'occupe de la transformation de la viande en sous-produits.

q.—Le terme "*homme général (non spécialisé)*" désigne la personne qui exécute des travaux de manœuvre, tels que les travaux de charretier, aide-camionneur, aide-livreur, déballeur de marchandises ou tout autre travail non autrement classifié, viz., le plumeur de volailles, etc.

replace those described in the *Quebec Official Gazette* on December 18, 1943.

"L'Association professionnelle des Employés de Bureau de la Province de Québec, inc." is accepted as co-contracting party of the second part.

I.—*Definitions*.—For the purposes of enforcement of the present decree, the following terms have the significance hereinafter given to them:

a.—The term "*wholesale trade*" designates that trade consisting in the distribution to the retailers of goods or products finally intended for the consumers.

b.—The term "*part wholesale trade*" designates that trade consisting mainly in the distribution to the retailers of goods or products finally intended for the consumers.

c.—The term "*feeding stuffs*" has the meaning given to it by the Feeding Stuffs Act (R.S.C. 1927, ch. 67, and amendments).

d.—The words "*personnel and administration employees*" designate the employees of an establishment occupying positions above the rank of foreman or accountant.

e.—The terms "*foreman*" or "*shipper*" designate the employees entrusted with the direction of the personnel or the shipping of goods.

f.—The terms "*assistant-foreman*" or "*assistant-shipper*" designate any person assisting the foreman or the head shipper or occasionally replacing them.

g.—The term "*departmental manager*" designates the person responsible for the operation of a department.

h.—The term "*stationary engineman*" has the meaning given to it by the Stationary Enginemen's Act (R.S.Q. 1941, chapter 178).

i.—The word "*fireman*" has the meaning given to it by Ordinance number 6, 1943, of the Minimum Wage Commission.

j.—The term "*order employee*" designates the employee filling, and responsible for, the orders to be shipped or delivered.

k.—The term "*receiving-clerk*" designates the employee entrusted with the supervision and responsibility of the receiving and classification of merchandise.

l.—The term "*butter and cheese conditioner*" designates a person holding a diploma or certificate for the making of butter or cheese and performs such functions or any other for which the same qualifications are required.

m.—The term "*butter wrapper*" designates the person wrapping, with paper, butter which is already cut into one-pound blocks.

n.—The term "*egg grader*" designates the person making the grading of eggs into various categories.

o.—the term "*miller or grinding mill operator*" designates the person entrusted with the preparation of corn, meat and "supplement" mashes.

p.—The words "*pork butcher*" designate the person engaged in the transformation of meat into by-products.

q.—The term "*general hand (unskilled)*" designates the person performing manual work as that of carters, truck drivers' helpers, delivery men's helpers, unpackers, or any work not otherwise classified, viz. chicker plucking, etc.

r.—Le mot "garçon" désigne un homme de moins de 18 ans employé à des travaux ne requérant aucune expérience et non compris dans les genres de travaux ordinairement attribués aux hommes classifiés dans les catégories précédentes mais exécutant plutôt un travail léger ou manipulant des marchandises dont la pesanteur ne dépasse pas soixante (60) livres.

s.—Le terme "surnuméraire" désigne tout salarié qui ne fait pas la semaine régulière ou normale de travail et est embauché temporairement ou occasionnellement à l'heure.

t.—Le mot "comptable" (avec ou sans diplôme) désigne tout salarié qui a le contrôle et la surveillance de la comptabilité d'un établissement ou entreprise privée régi par le présent décret.

u.—Le terme "assistant-comptable" désigne tout salarié qui assiste le comptable dans ses fonctions et le remplace au besoin.

v.—Le terme "comptable-caissier" désigne le salarié préposé à la comptabilité des encaissements ou déboursés d'argent d'un établissement ou entreprise privée régi par le présent décret.

w.—Le terme "teneur de livres" désigne tout salarié qui tient un ou plusieurs livres de comptes en se conformant aux principes et aux règles théoriques et pratiques de la science des comptes. Ce terme désigne également tout autre salarié faisant partie du personnel de bureau et préposé aux écritures n'étant pas autrement classifié.

x.—Le terme "sténo-dactylo" désigne tout salarié compétent en sténographie et dactylographie ou dans l'un ou l'autre de ces deux arts.

y.—Le terme "personnel féminin de bureau" désigne toute salariée préposée aux factures, aux fiches, à la classification, au fonctionnement de différentes machines à calculer, à distribuer, à poster ou estamer, mais qui ne fait pas le travail de comptable, d'assistant-comptable, de comptable-caissier ou de teneur de livres.

z.—Le terme "messenger de bureau" désigne tout salarié qui fait les messages afférents au bureau, soit à l'intérieur ou à l'extérieur de l'établissement.

II.—*Jurisdiction commerciale*.—Le présent décret régit tous les employeurs et les salariés des établissements exploitant en gros ou en demi-gros l'un ou l'autre des commerces ci-après décrits, savoir:

a.—les établissements faisant le commerce en gros ou en demi-gros des produits d'alimentation de toute nature, tels que épiceries, poisson, œufs, beurre, fromage, viande, fruits, légumes, marinades, thé, café, etc.;

b.—les établissements faisant le commerce en gros ou en demi-gros du foin, de la farine, des grains ou des aliments du bétail ainsi que des "suppléments";

c.—les établissements fabriquant les aliments du bétail;

d.—les établissements faisant pour rémunération l'entreposage des produits d'alimentation, du foin, de la farine, des grains ou des aliments du bétail et de tous les produits mentionnés au paragraphe "a" du présent article.

III.—*Jurisdiction territoriale*.—Le présent décret s'applique aux cités de Québec et de Lévis et aux municipalités totalement ou partiellement incluses dans le territoire compris dans un rayon de vingt-cinq (25) milles de leurs limites.

IV.—*Durée du travail*.—La semaine régulière de travail dans les établissements assujettis au présent décret est la suivante:

r.—The term "junior employee" designates any one under 18 years of age employed to perform occupations requiring no experience whatsoever and not included with those of the men classified in the foregoing categories. Most of his duties consist in light work or in handling merchandise not weighing more than sixty (60) pounds.

s.—The term "occasional hand" designates any employee not working the regular or standard work week and employed temporarily or occasionally, by the hour.

t.—the word "accountant" (with or without diploma) designates any employee entrusted with the supervision of the book-keeping of a private establishment or concern governed by the present decree.

u.—The term "assistant-accountant" designates any employee assisting the accountant in his functions, and capable of replacing him if need be.

v.—The term "accountant-cashier" designates the employee who keeps accounts of the money receipts and disbursements of a private establishment or concern governed by the present decree.

w.—The term "book-keeper" designates any employee who keeps one or more books of accounts in conformity with the theoretical and practical principles and rules of the science of accounts. This term also includes any other employee of the office staff working in the accounts and whose occupation is not otherwise classified.

x.—The term "shorthand-typist" designates any employee competent in shorthand or typewriting or both.

y.—The term "office female employee" designates any female employee committed to invoices, records, classification, and operating various computing, distributing and stamping machines. She will not perform the work of the accountant, assistant-accountant, accountant-cashier or book-keeper.

z.—The term "office messenger" designates any employee doing errands for the office, whether in or outside the establishment.

II.—*Commercial jurisdiction*.—The present decree governs all the employers and the employees of the establishments engaged in one or more of the following trades—whether wholesale or part wholesale:

a.—Establishments engaged in the wholesale or part wholesale trade of food products of all kinds, such as: groceries, fish, eggs, butter, cheese, meat, fruits, vegetables, pickles, tea, coffee, etc.;

b.—Establishments engaged in the wholesale or part wholesale trade of hay, flour, corn, feeding stuffs or "supplements";

c.—Feeding stuffs manufacturing establishments;

d.—Establishments making it a business of warehousing food-stuffs, hay, flour, corn, feeding stuffs and all the products mentioned in subsection "a" of the present section.

III.—*Territorial jurisdiction*.—The present decree applies to the cities of Québec and Lévis and to the municipalities entirely or partly included in the territory comprised in a radius of twenty-five (25) miles from their limits.

IV.—*Duration of Labour*.—In the establishments governed by the present decree, the regular work week is the following:

a.—*Mécaniciens de machines fixes et chauffeurs autres que les chefs mécaniciens de première classe:*—Soixante (60) heures par semaine réparties entre 7.00 a.m. et 7.00 p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, avec une interruption d'une (1) heure pour le repas du midi, et entre 7.00 a.m. et 1.00 p.m. le samedi. Cependant la période allant du début de la première semaine complète de janvier à la fin de la semaine comprenant le 1er avril de chaque année, la durée de travail doit être de cinquante-quatre (54) heures par semaine.

b.—*Employés de bureau des deux sexes:*—Quarante-six (46) heures par semaine réparties entre 8.00 a.m. et 6.00 p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, avec une interruption d'une heure et demi (1½) pour le repas du midi, et entre 8.00 a.m. et 1.00 p.m. le samedi.

c.—*Tous les autres salariés assujettis, à l'exception des catégories mentionnées au paragraphe "d" du présent article:*—Cinquante trois (53) heures par semaine réparties entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, avec une interruption d'une (1) heure pour le repas du midi, et entre 8.00 a.m. et 1.00 p.m. le samedi. Cependant, pendant la période allant du début de la première semaine complète de janvier à la fin de la semaine comprenant le 1er avril de chaque année, la durée du travail doit être de quarante-huit (48) heures par semaine.

d.—*Surnuméraires, hommes de peine, femmes de peine, gardiens et chauffeurs de fournaises autres que des machines fixes, salariés du personnel de maîtrise et mécaniciens travaillant comme chefs mécaniciens de première classe:*—Aucune semaine régulière de travail n'est établie pour les salariés de ces catégories; ces salariés doivent être rémunérés aux taux déterminés dans le présent décret, sans majoration pour travail supplémentaire.

V.—*Travail supplémentaire:*—a.—Tout travail exécuté en dehors de l'horaire ci-dessus déterminé par un employé régulier, pourvu que tel employé ait fait sa semaine régulière de travail, ou si, pour des raisons valables, la durée de son travail est inférieure à la semaine régulière, est considéré comme travail supplémentaire et rémunéré au taux de \$0.60 de l'heure, exception faite des catégories d'employés mentionnées au paragraphe "d" de l'article IV ainsi qu'au paragraphe "c" du présent article.

b.—Cependant, dans le cas des charretiers, aide-livreurs, conducteurs de camion, aide-camionneurs, une prolongation du travail d'une demi-heure ou moins à la fin de la journée n'est pas considérée comme travail supplémentaire; une prolongation légitimée de plus d'une demi-heure est rémunérée pour tout le temps supplémentaire ainsi fait.

c.—Tout travail supplémentaire exécuté par les salariés des catégories ci-après énumérées doit être rémunéré au taux de salaire et demi:

1.—Tous les employés de bureau du sexe masculin ou du sexe féminin ainsi que tout le personnel féminin de l'établissement, excepté les employés mentionnées au paragraphe "d" de l'article IV.

2.—Les mécaniciens de machines fixes et chauffeurs (autres que les chefs mécaniciens de première classe).

3.—Les employés des catégories suivantes:—Contremaître ou premier expéditeur, assistants contremaîtres généraux, assistants-chefs-expédi-

a.—*Stationary enginemen and firemen other than first-class chief enginemen:*—Sixty (60) hours per week distributed between 7.00 a.m. and 7.00 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday, with a one-hour interruption for the noon meal, and between 7.00 a.m. and 1.00 p.m. on Saturday. However, during the period between the beginning of the first full week of January and the end of the week including the 1st day of April, the duration of labour shall be fifty-four (54) hours per week.

b.—*Office employees—male and female:*—Forty-six (46) hours per week distributed between 8.00 a.m. and 6.00 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday, with an interruption of one hour and a half for the noon meal, and between 8.00 a.m. and 1.00 p.m. on Saturday.

c.—*All other employees hereby governed, with the exception of the categories mentioned in subsection "d" of the present section:*—Fifty-three (53) hours per week distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday, with a one hour interruption for the noon meal, and between 7.00 a.m. and 1.00 p.m. on Saturday. However, during the period between the beginning of the first full week of January and the end of the week including the 1st day of April, the weekly duration of labour shall be forty-eight (48) hours.

d.—*Occasional hands, common labourers—male and female, watchmen and boiler (not stationary engines) firemen, personnel and administration employees and enginemen working as first-class chief enginemen:*—No regular work week is established for the employees of these categories. They shall be paid the rates determined in the present decree, and there shall be no wage increase for overtime work.

V.—*Overtime work:*—a.—Work performed outside the hours hereabove determined for a regular employee, provided the employee has worked the regular week of labour or has good reasons for having worked less than the regular week, is considered as overtime work and paid for at the rate of \$0.60 per hour. This does not apply, however, to the categories of employees mentioned in subsection "d" of section IV and in subsection "c" hereof.

b.—A maximum extension of the duration of labour of one half-hour at the end of the day, in the case of carters, delivery men's helpers, truck drivers and their helpers, is not considered as overtime work. When, for cause, there is an extension of more than one half-hour, all overtime worked should be paid for.

c.—Time and one half is paid for overtime worked by the employees of the categories herein after designated:

1.—All office and female employees of the establishment, with the exception of the employees mentioned in subsection "d" of section IV.

2.—Stationary enginemen and boiler firemen (other than first-class chief enginemen).

3.—The employees of the following categories: foremen or head-shippers, assistant-general-foremen, assistant-head-shippers, departmental man-

teurs, chefs de département, conditionneurs de beurre, conditionneurs de fromage et classificateurs d'œufs.

VI.—*Jours de fête chômés*.—Tout employé régulier doit être rémunéré pour les jours de fête chômés suivants ou ses services ne sont pas requis dans les établissements assujettis au présent décret: le Premier de l'An, le lendemain du Premier de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi Saint jusqu'à midi, l'Ascension, la St-Jean-Baptiste, la fête de la Confédération (1er juillet), la fête du Travail, l'Immaculée Conception, la Noël et le lendemain de Noël.

VIII.—*Vacances payées*.—L'employeur doit accorder une semaine de vacances payées chaque année à tout salarié ayant fourni au moins une (1) année de service qui n'ont pas été interrompues, sauf pour raisons valables.

VIII.—*Taux de salaires minima*.—a.—Les taux de salaires minima suivants doivent être payés aux salariés des catégories ci-après mentionnées, pour la semaine régulière de travail:

- 1.—Contremaître ou premier expéditeur. \$26 00
- 2.—Assistant-contremaître, assistant-expéditeur et chef de département. 24 00
- 3.—Mécaniciens de machines fixes et chauffeurs-aides-mécaniciens:
 - a) chefs mécaniciens de première classe. 50 00
 - b) chefs-mécaniciens de deuxième classe. 40 00
 - c) chefs-mécaniciens de troisième classe. 34 00
 - d) mécaniciens de seconde classe. 0.63 de l'heure
 - e) mécaniciens de troisième classe. 0.53 de l'heure
 - f) mécaniciens de quatrième classe. 0.48 de l'heure
 - g) chauffeurs (aide-mécaniciens). 0.38 de l'heure
- 4.—Hommes de peine, femme de peine, gardiens et chauffeurs de fournaise autres que des machines fixes. 0.25 (heure))
- 5.—Hommes préposés à la préparation des commandes et hommes de plancher. 22 00
- 6.—Conditionneur de beurre et conditionneur de fromage. 25 00
- 7.—Enveloppeur de beurre. 15 00
- 8.—Classificateur d'œufs. 22 00
- 9.—Meunier ou homme préposé au moulage. 24 00
- 10.—Charcutier. 22 00
- 11.—Conducteur de camion. 22 00
- 12.—Homme général de 21 ans ou plus. 20 00
- 13.—Homme général de moins de 17 ans. 17 00
- 14.—Homme général de 17 ans ou plus mais de moins de 21 ans. 19 00
- 15.—Garçons: 0.30 de l'heure ou. 12 50
- 16.—Salariés féminins autres que ceux du personnel de bureau (de moins de six mois d'expérience). 10 00
- (d'au moins six mois d'expérience). 12 00
- 17.—Surnuméraires. 0.50 de l'heure
- 18.—Salariés du personnel de maîtrise. 35 00
- 19.—Comptables. 30 00
- 20.—Assistant-comptable. 27 00
- 21.—Comptable-caissier. 25 00

agers, butter conditioners, cheese conditioners and egg graders.

VI.—*Observed holidays*.—In the establishments hereby governed, regular employees shall be paid for the following holidays during which their services are not required: New Year's Day and the day after, Epiphany Day, Good Friday till noon, Ascension Day, St-Jean Baptiste Day, Dominion Day (July 1st), Labour Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day and the day after.

VII.—*Vacations with pay*.—A yearly vacation of one week, with pay, shall be given by the employer to the employees with one year of continuous service or having had good cause for interrupting such service.

VIII.—*Minimum wage rates*.—a.—The following minimum rates of wages shall be paid to the employees of the categories hereinafter mentioned, for the regular week of work

- 1.—Foreman or head-shipper. \$26 00
- 2.—Assistant-foreman, assistant-head-shipper and departmental manager. 24 00
- 3.—Stationary enginemen and boiler firemen (enginemen's helpers):
 - a) First-class chief enginemen. 50 00
 - b) Second-class chief enginemen. 40 00
 - c) Third-class chief enginemen. 34 00
 - d) Second-class enginemen. 0.63 per hour
 - e) Third class enginemen. 0.53 per hour
 - f) Fourth-class enginemen. 0.48 per hour
 - g) Firemen (enginemen's helpers). 0.38 per hour
- 4.—Common labourers (male and female), watchmen and boiler (other than stationary enginemen) firemen. 0.25 per hour
- 5.—Order employees and receiving-clerks. 22 00
- 6.—Butter conditioner and cheese conditioner. 25 00
- 7.—Butter wrapper. 15 00
- 8.—Egg grader. 22 00
- 9.—Miller or grinding mill operator. 24 00
- 10.—Pork butcher. 22 00
- 11.—Truck driver. 22 00
- 12.—General hand—not under 21 years of age. 20 00
- 13.—General hand—under 17 years of age. 17 00
- 14.—General hand—from 17 years of age to 20, inclusive. 19 00
- 15.—Junior employees: \$0.30 per hour or. 12 50
- 16.—Female employees not of the office staff (with less than six months' service). 10 00
- (with a minimum of six months' service). 12 00
- 17.—Occasional hands. 0.50 per hour
- 18.—Personnel and administration employees. 35 00
- 19.—Accountants. 30 00
- 20.—Assistant-accountants. 27 00
- 21.—Accountant-cashier. 25 00

- 22.—Teneur de livres:
- a) Durant la 1ère année d'expérience 12.00
 - b) Durant la 2ème année d'expérience 14.00
 - c) Durant la 3ème année d'expérience 16.00
 - d) Durant la 4ème année d'expérience 17.00
 - e) Durant la 5ème année d'expérience 18.00
 - f) Durant la 6ème année d'expérience 20.00
 - g) Durant et après la 7ème année d'expérience..... 22.00
- 23.—Personnel féminin de bureau:
- a) Durant la 1ère année d'expérience 12.00
 - b) Durant la 2ème année d'expérience 14.00
 - c) Durant et après la 3ème année d'expérience..... 16.00
- 24.—Messager de bureau:
- a) de moins de 17 ans..... 7.00
 - b) de 17 ans et plus..... 10.00
- 25.—Sténo-dactylo:
- a) moins d'un (1) an d'expérience... 12.00
 - b) d'au moins un (1) an mais de moins de deux (2) ans d'expérience. 14.00
 - c) d'au moins deux (2) ans d'expérience..... 16.00

26.—26.—Le nombre d'employés visés à chacun des sous-paragraphes 13, 14 et 15 du paragraphe "a" du présent article ne doit jamais dépasser 10% du personnel d'entrepôt.

b.—Tout employeur professionnel qui contracte avec un sous-entrepreneur ou sous-traitant, directement ou par intermédiaire, est solidairement responsable avec ce sous-entrepreneur ou sous-traitant et tout intermédiaire, du paiement du salaire fixé par le décret.

c.—L'employeur doit payer le salaire hebdomadaire ci-haut prévu aux employés même

- i) si les heures d'affaires de son établissement sont inférieures, régulièrement ou non, à celles ci-haut fixées comme semaine normale de travail, et
- ii) pour les semaines où se trouvent des fêtes légales ou civiques chômées.

d.—Les salaires supérieurs actuellement payés aux employés régis par le présent décret ne peuvent pas être réduits pendant sa durée.

e.—L'expérience acquise ailleurs que dans les établissements ou entreprises privées régis par le présent décret doit être considérée en vue de la classification des teneurs de livres.

f.—Tout employé de bureau exécutant plus d'une fonction ou charge faisant l'objet du présent décret doit recevoir le salaire établi pour la fonction la mieux rémunérée.

Note.—Conformément aux dispositions du décret régissant les salaires en temps de guerre, C.P. 9384, à compter du 15 février 1944, l'indemnité de vie chère payée par un employeur individuel doit être intégrée au salaire réel payé à chacun de ses salariés, même si ce salaire est supérieur aux minima établis par le présent décret.

IX.—Durée du décret.—Le présent décret est vaorable à compter du jour de sa publication dans la Gazette officielle de Québec et demeure en vigueur jusqu'au premier mai 1945. Il se renouvellera automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une ou l'autre des parties ne donne avis à l'autre partie de son intention de l'abroger, au moins soixante (60) jours avant le premier mai de chaque année.

6702-o

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

- 22.—Book-keepers:
- a) During the first year of experience 12.00
 - b) during the second year..... 14.00
 - c) During the third year..... 16.00
 - d) During the fourth year..... 17.00
 - e) During the fifth year..... 18.00
 - f) During the sixth year..... 20.00
 - g) During and after the seventh year 22.00
- 23.—Office female employees:
- a) During the first year of experience 12.00
 - b) During the second year..... 14.00
 - c) During and after the third year.. 16.00
- 24.—Office messenger:
- a) Under 17 years of age..... 7.00
 - b) 17 years of age and over..... 10.00
- 25.—Shorthand typists:
- a) With less than one (1) year of experience..... 12.00
 - b) With at least one (1) year of experience but less than two..... 14.00
 - c) With a minimum of two (2) years of experience..... 16.00

26.—The number of the employees mentioned in paragraphs 13, 14 and 15 hereof shall never exceed 10% of the number of warehouse employees.

b.—Professional employers entering into contracts with sub-contractors or sub-dealers, whether directly or through an agent, are severally responsible, with such sub-contractors or sub-dealers or agent, for the payment of the wages fixed by the decree.

c.—The employer shall pay to his employee the weekly wages hereabove established even

- i) if the business hours of his establishment are less in number, regularly or not, than those above determined and which constitute the standard week if work, and
- ii) for the weeks where observed legal or civic holidays fall.

d.—For the entire duration of the present decree, higher wages actually paid to the employees hereby governed shall not be reduced.

e.—In classifying book-keepers, experience acquired in private establishments or concerns not hereby governed is considered

f.—Office employees performing more than one occupation or office subject to the present decree shall receive the highest wage rate fixed for any one of such occupations or offices.

Note.—Pursuant to the provisions of the decree relating to wartime wages, P.C. 9384, from February 15, 1944, the cost of living bonus paid by an individual employer shall become part of the actual wages paid to every one of his employees, even if such wages are higher than the minima hereby established.

IX.—Duration of the decree.—The present decree comes into force on the day of its publication in the Quebec Official Gazette and remains effective until May 1, 1945. It then renews itself automatically, from year to year, unless either of the parties notify the other, in writing, of its intention to repeal the decree. The notice must be served at least sixty (60) days before the first day of May of each year.

6702-o

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

Département du Travail

Department of Labour

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Wilfrid Hamel, Ministre intérimaire du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), que le Comité paritaire des Barbiers et Coiffeurs, juridiction de St-Hyacinthe, lui a présenté une requête à l'effet d'apporter la modification suivante au décret numéro 2683, du 9 octobre 1941, et amendements, relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse. On demande:

Que le paragraphe "f" suivant soit ajouté à l'article III:

"f.—Le mot "tenancier" désigne toute personne qui occupe un salon de barbier, un salon de beauté, un salon de toilette, tel que ci-dessus défini, comme propriétaire, locataire, occupant, mandataire ou agent, qu'il soit lui-même barbier ou non."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 30 juin, 1944. 6686-0

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Wilfrid Hamel, ministre intérimaire du Travail, donne avis par les présentes, et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), que les règlements spéciaux ci-après mentionnés ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 2030, du 16 juin 1944 et ajoutés à la constitution et aux règlements généraux du Comité paritaire du Commerce de l'Alimentation au détail à Québec, déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1880, du 3 juin 1944.

En vertu de la loi, les dispositions suivantes desdits règlements spéciaux ont été déclarées obligatoires:

"CHAPITRE VII

Enregistrement du travail et rapport par l'employeur professionnel

Registre:

Art. 1. Le Comité paritaire décide de rendre obligatoire pour tout employeur professionnel assujéti au décret la tenue d'un registre où sont indiqués les nom, prénoms et résidence de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, l'heure à laquelle le travail a été commencé, a été interrompu, repris et achevé chaque jour, la nature du travail et le salaire payé, avec mention du mode et de l'époque du paiement.

Rapport mensuel:

Art. 2. Le Comité paritaire décide d'obliger tout employeur professionnel assujéti au décret à lui transmettre un rapport mensuel par écrit sur une formule fournie par ledit comité, donnant les listes distinctes des noms et prénoms des salariés, hommes et femmes, à son emploi, leur qualification ou classification, leur classification en pourcentage, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires effectuées chaque se-

NOTICE OF MODIFICATION

The Honourable Wilfrid Hamel, Acting Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), that the Parity Committee of the Barbers and Hairdressers of St-Hyacinthe has presented to him a petition to modify, in the following manner, the decree number 2683, of October 9, 1941, and amendments, relating to the barber and hairdresser (male and female) trades. It is requested:

That the following subsection "f" be added to section III:

"f.—The word "keeper" designates any person, a barber or not, who occupies as owner, tenant, occupant, mandatory or agent, a barber shop or a hairdressing or beauty parlor, as hereabove defined."

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections against the said petition which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, June 30, 1944. 6686-0

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Wilfrid Hamel, Acting Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), that the special by-laws hereafter mentioned have been approved by Order in Council number 2030, of June 16, 1944, and added to the constitution and general by-laws of the Retail Food Trade Parity Committee of Quebec, already approved by Order in Council number 1880, of June 3, 1944.

Pursuant to the Act, the following provisions of the said special by-laws have been declared obligatory:

"CHAPTER VII

Work Registration and Professional Employer's Report

Register:

Art. 1. The Parity Committee decides to render obligatory for any professional employer governed by the decree, the keeping of a register indicating the full name and residence of each wage earner employed, the latter's competency or classification, the time at which work has started, interrupted, resumed and ceased, each day, the nature of the work and the wages paid as well as the mode and dates of payment.

Monthly report:

Art. 2. The Parity Committee decides to oblige every professional employer governed by the decree to submit the following report on forms supplied by the said committee, before the 10th of each month: Distinct lists of the names in full of his wage earners, male or female, their competency or classification, their classification in percentage, the number of regular and overtime hours worked each week, the nature of the work

maine, la nature de ce travail et le salaire payé. En ce qui concerne les commis, le rapport doit indiquer s'ils sont du sexe masculin ou féminin et tous les renseignements que le comité juge obligatoires pour la bonne administration du décret. Ledit rapport mensuel doit être transmis au comité paritaire avant le 10 de chaque mois."

"CHAPITRE VIII

Qualification et classification

Qualification:

Art. 1. Le certificat de qualification est obligatoire pour tous les salariés assujettis au décret, à l'exception des manœuvres ou ouvriers non spécialisés, des salariés munis d'une licence en vertu d'une loi de la Législature ou du Parlement du Canada, des salariés qui travaillent comme commis ou comme employés de bureau ou de ceux dont le travail ne requiert pas d'apprentissage.

Classification:

Art. 2. Le certificat de classification est obligatoire pour tout salarié ou employé exempté du certificat de qualification.

Art. 3. Tout salarié ou employé assujetti au décret doit, dans les huit jours du commencement de son emploi, se procurer le certificat de qualification ou de classification, selon le cas, à défaut de quoi il ne peut se prévaloir des recours qui lui viennent du décret et il est en plus réputé avoir enfreint un règlement rendu obligatoire.

Émission du certificat:

Art. 4. Le certificat de qualification ou de classification est émis par le bureau des examinateurs du comité et est une preuve "juris et de jure" de la fonction exercée par le salarié et du salaire que le salarié a le droit de réclamer pour son travail."

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 30 juin 1944. 6687-o

AVIS

L'honorable Wilfrid Hamel, ministre intérimaire du Travail, donne avis par les présentes que le droit de prélèvement du Comité paritaire des matériaux de construction, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1654, du 23 juin 1943, a été prolongé pour une période de soixante (60) jours, à compter du 30 juin 1944, aux mêmes taux et conditions, par l'arrêté en conseil numéro 2031, du 16 juin 1944.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY,

Ministère du Travail,
Québec, le 30 juin 1944. 6688-o

CORRECTION

Le décret numéro 2683, du 9 octobre 1941, relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse, juridiction de St-Hyacinthe, publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 11 octobre 1941, est corrigé de la façon suivante:

A la version anglaise, article X-a, le mot "proprietor" est remplacé par le mot "keeper".

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 30 juin, 1944. 6689-o

and the wages paid. As for clerks, mention of sex and all information deemed obligatory by the Committee for the proper enforcement of the decree".

"CHAPTER VIII

Competency and Classification

Competency:

Art. 1. The certificate of competency is obligatory for all employees governed by the decree, with the exception of labourers or common workmen, of the employees holding a license under an act of the Legislature or of the Parliament of Canada, of employees working as clerks or office employees or of those employees whose work requires no apprenticeship.

Classification:

Art. 2. The certificate of classification shall be obligatory for any wage earner or employee exempted from the certificate of competency.

Art. 3. Any employee or wage earner governed by the decree, within the eight days following the date of his employment, shall provide himself with a certificate of competency or classification, as the case may be; if not, he loses all recourses to which he might be entitled under the decree and, moreover, he is considered as having violated a regulation rendered obligatory.

Issue of the certificate:

Art. 4. The certificate of competency or classification shall be issued by the Board of Examiners of the Committee and shall be a proof "juris et de jure" of the function carried on by the employee and of the wages which the employee is entitled to claim for his work."

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 30, 1944. 6687-o

NOTICE

The Honourable Wilfrid Hamel, Acting Minister of Labour, hereby gives notice that the right to levy of the Building Materials Joint Committee, authorized by a by-law approved by Order in Council number 1654, of June 23, 1943, has been extended for a period of sixty (60) days, from June 30, 1944, with the same rate and conditions, by Order in Council number 2031, of June 16, 1944.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 30, 1944. 6688-o

CORRECTION

The decree number 2683, of October 9, 1941, relating to the barber and hairdresser trades, jurisdiction of St-Hyacinthe, published in the *Quebec Official Gazette* of October 11, 1941, is corrected in the following manner:

The word "proprietor" mentioned in section X-a is replaced by the word "keeper".

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 30, 1944. 6689-o

PROLONGEMENT DE PRÉLEVEMENT

L'honorable Wilfrid Hamel, ministre intérimaire du Travail, donne avis par les présentes que le droit de prélèvement du Comité paritaire de l'industrie de l'imprimerie de Montréal et du district, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté-en-conseil numéro 1334, du 29 mai 1941, et subséquemment prolongé jusqu'au 30 juin 1944 a été de nouveau prolongé jusqu'au 30 septembre 1944, aux mêmes taux et conditions, par l'arrêté en conseil numéro 2252, du 23 juin 1944.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 30 juin 1944. 6703-0

AVIS DE PRÉLEVEMENT

L'honorable Wilfrid Hamel, ministre intérimaire du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire du commerce de détail de Chicoutimi, établi en exécution du décret numéro 2632, du 10 septembre 1943, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2254, du 23 juin 1944 le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

2. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er juillet 1944 au 1er juillet 1945; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs employés.

b) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur salaire fixe et pourcentage.

c) Les artisans régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le gérant d'un magasin de détail, soit \$45.00 par semaine pour les hommes et \$25.00 par semaine pour les femmes.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, les salaires payés, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir chaque semaine, à même la rémunération payée à chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au comité paritaire et les faire parvenir lui-même audit comité en même temps que sa propre cotisation.

Le rapport de l'employeur professionnel, accompagné des cotisations, doit être signé et adressé au comité paritaire pas plus tard que le 10 du mois suivant celui pour lequel il est exigible.

EXTENSION OF LEVY

The Honourable Wilfrid Hamel, Acting Minister of Labour, hereby gives notice that the right to levy of the Printing Industry Parity Committee for Montreal and District, authorized by a by-law approved by Order in Council number 1334, of May 29, 1941, and subsequently extended until June 30, 1944, has again been extended until September 30, 1944, with the same rate and conditions, by Order in Council number 2252, of June 23, 1944.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, June 30, 1944. 6703-0

NOTICE OF LEVY

The Honourable Wilfrid Hamel, Acting Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Retail Trade of Chicoutimi, formed under decree number 2632, of September 10, 1943, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 2254, of June 23, 1944, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy shall extend from July 1, 1944, to July 1, 1945; it shall be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular wages and the percentages paid to their employees.

b) The employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their fixed wages and percentages.

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages fixed in the decree for the manager of a retail store, namely: \$45.00 per week for men and \$25.00 per week for women.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms on which shall be indicated the hours of labour, the wages paid, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall have the reports filled and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall check off, each week, from the wages paid to each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee and send such sums himself to the said committee, together with his own assessments.

The report of the professional employer, together with the assessments, shall be signed and sent to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following that for which it is requirable.

Le comité paritaire a le droit d'exiger l'assermentation du rapport de l'employeur professionnel chaque fois qu'il le juge à propos.

The Parity Committee has the right to exact sworn reports from the professional employer when deemed advisable.

3. Rapport financier

3. Financial report

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 septembre et 31 décembre 1944, 31 mars et 30 juin 1945.

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial activities on the following dates: September 30 and December 31, 1944, March 31, and June 30, 1945.

Ci-annexé un état détaillé des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire du Commerce de Détail de Chicoutimi, pour la période comprise entre le 1er juillet 1944 et le 1er juillet 1945.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Retail Trade of Chicoutimi, for the period comprised between July 1, 1944, and July 1, 1945.

LE COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE DÉTAIL DE CHICOUTIMI

THE PARITY COMMITTEE OF THE RETAIL TRADE OF CHICOUTIMI

Estimé des recettes et des déboursés pour la période comprise entre le 1er juillet 1944 et le 1er juillet 1945.

Estimate of the receipts and disbursements for the period comprised between July 1, 1944, and July 1, 1945.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):

Employeurs professionnels.....	\$ 1,500.00
Salariés.....	1,500.00
Artisans.....	225.00
	<hr/>
	\$ 3,225.00

Receipts:

Assessments (½ of 1%):

Professional employers.....	\$ 1,500.00
Employees.....	1,500.00
Artisans.....	225.00
	<hr/>
	\$ 3,225.00

Déboursés:

Salaires du secrétaire-inspecteur.....	1,350.00
Frais de déplacement du secrétaire...	112.50
Loyer du bureau.....	225.00
Téléphone, télégrammes, timbres, etc.	112.50
Frais légaux.....	450.00
Vérification des livres.....	112.50
Papeterie.....	300.00
Taxe d'affaires, licence, etc.....	56.25
Divers et imprévus.....	506.25
	<hr/>
	\$ 3,225.00

Disbursements:

Salary of the Secretary-Inspector....	1,350.00
Travelling expenses of the secretary...	112.50
Office rent.....	225.00
Telephone, Telegrams, Stamps, etc....	112.50
Legal charges.....	450.00
Audition of the books.....	112.50
Stationery.....	300.00
Business tax, license, etc.....	56.25
Miscellaneous and unforeseen expenses.....	506.25
	<hr/>
	\$ 3,225.00

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, ce 30 juin 1944. 6704-o

Department of Labour,
Quebec, June 30, 1944. 6704-o

AVIS

NOTICE

L'honorable Wilfrid Hamel, ministre intérimaire du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), que La Fédération nationale catholique des métiers du bâtiment et La Chambre de Construction Inc., de Montréal, lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire les conventions collectives de travail intervenues entre:

The Honourable Wilfrid Hamel, Acting Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), that "La Fédération nationale catholique des métiers du bâtiment et des matériaux de construction" and The Builders' Exchange inc., of Montreal, have presented to him a request to render obligatory the collective labour agreements entered into between:

D'UNE PART:

ON THE ONE PART:

- Brodies' Limited, 1070, rue Bleury, Montréal;
- Brunet Jos Limitée, 4485 chemin de la Côte des Neiges, Montréal;
- National Granite Works Limited, 892 ouest, rue Sherbrooke, Montréal;
- Scotstown Granite Company Ltd., 660 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal;
- Silver Granite Company Limited, 2331 rue Provençale, Montréal;

- Brodies' Limited, 1070 Bleury street, Montreal;
- Brunet Jos Limitée, 4485 Côte des Neiges Road, Montreal;
- National Granite Works Limited, 892 Sherbrooke street West, Montreal;
- Scotstown Granite Company Ltd., 660 St. Catherine West, Montreal;
- Silver Granite Company Limited, 2331 Provençale street, Montreal;

Smith Bros Memorial Art Ltd., 2116 rue Bleury, Montréal;

Deschambault Quarry Corporation, St-Marc des Carrières;

Stanstead Granite Quarries Company Limited, Beebe, Qué.;

W. M. Haselton Granite Quarries, Beebe, Qué.;

Todoro & Bigras, 6766 est, rue Sherbrooke, Montréal;

possédant et exploitant des carrières de granit et des ateliers de taille de granit et faisant affaires dans toute la province de Québec;

Missisquoi Stone & Marble Company Limited, Philipsburg, Qué.;

Deschambault Quarry Corporation, St-Marc des Carrières, Qué.;

Gingras & Cie, Ltée;

Morrison Quarry;

Martineau & Fils;

La Salle Stone & Marble Company;

Alfred Bissonnette;

Limoges Giguère;

S. M. Grandmaison;

Produits de ciment économiques;

tous propriétaires d'ateliers ou de carrières de pierre à chaux, de pierre à sable, de pierre artificielle ou de toute autre pierre, à l'exception du granit et du marbre et constituant le groupe prépondérant des employeurs dans cette industrie faisant affaires dans toute la province;

Missisquoi Stone & Marble Company Limited, Philipsburg, Qué.;

Smith Marble & Construction Company Ltd., 207, avenue Van Horne, Montréal;

Pizzagalli Terrazo Tile Manufacturing Co., Ltd., 105 ouest, rue Jean-Talon, Montréal;

Deery Marble Company Ltd., 6554, rue Durocher, Montréal;

Canadian Flooring Tile Co., Ltd., 27 ouest, rue Jean-Talon, Montréal;

Art Tile & Ceramique Company, 6557, rue Garnier, Montréal;

tous propriétaires d'ateliers de marbre et de terrazo et comprenant le groupe prépondérant des employeurs de ladite industrie faisant affaires dans toute la province;

Et, D'AUTRE PART:

La Fédération nationale catholique des métiers du bâtiment et des matériaux de construction, 1231 est, rue Demontigny, Montréal, et ses filiales, représentant les salariés des métiers et classifications mentionnés dans les présentes conventions,

pour les employeurs et les employés des industries et métiers visés suivant les conditions ci-après:

SECTION I

Industrie du granit

I.—a.—*Jurisdiction industrielle*:—La présente section régit toutes les opérations d'extraction, de cassage, de concassage et de finition du granit.

b.—*Jurisdiction territoriale*:—La juridiction territoriale de cette section comprend toute la province de Québec.

II.—*Zones*:—La juridiction territoriale de la présente section est divisée en deux (2) zones comme suit:

Zone I:—Comprend la cité de Québec, l'île de Montréal, la cité de Sherbrooke et la cité des Trois-Rivières;

Zone II:—Comprend toute la province de Québec à l'exception de la zone I.

Smith Bros Memorial Art Ltd., 2116 Bleury street, Montreal;

Deschambault Quarry Corporation, St. Marc des Carrières;

Stanstead Granite Quarries Limited, Beebe, Que.;

W. M. Haselton Granite Quarries, Beebe, Que.;

Todoro & Bigras, 6766 Sherbrooke street East, Montreal;

owning and operating granite quarries and granite cutting plants and carrying on business throughout the entire Province of Quebec;

Missisquoi Stone & Marble Company Limited, Philipsburg, P. Q.;

Deschambault Quarry Corporation, St. Marc des Carrières, P. Q.;

Gingras & Cie, Ltée;

Morrison Quarry;

Martineau & Fils;

La Salle Stone & Marble Company;

Alfred Bissonnette;

Limoges Giguère;

S. M. Grandmaison;

Produits de ciment économiques;

all owners of shops or quarries of limestone, sandstone, artificial stone or all other kind of stone, with the exception of granite and marble, and comprising the preponderant group of employers in the said industry doing business in the whole province;

Missisquoi Stone & Marble Company Limited, Philipsburg, P. Q.;

Smith Marble & Construction Company Ltd., 207 Van Horne Ave., Montreal;

Pizzagalli Terrazo Tile Manufacturing Co., Ltd., 105 Jean Talon St. West, Montreal;

Deery Marble Company Limited, 6554 Durocher St., Montreal;

Canadian Flooring Tile Co., Ltd., 27 Jean-Talon St. West, Montreal;

Art Tile & Ceramique Company, 6557 Garnier St., Montreal;

And, ON THE OTHER PART:

"La Fédération nationale catholique des métiers du bâtiment et des matériaux de construction", 1231 Demontigny St. East, Montreal, and its branches, for and on behalf of the employees engaged in the trades and classifications concerned in the present agreements,

for the employers and the employees of the industries and the trades concerned according to the following conditions:

And, ON THE OTHER PART:

"La Fédération nationale catholique des métiers du bâtiment et des matériaux de construction", 1231 Demontigny St. East, Montreal, and its branches, for and on behalf of the employees engaged in the trades and classifications concerned in the present agreements,

for the employers and the employees of the industries and the trades concerned according to the following conditions:

for the employers and the employees of the industries and the trades concerned according to the following conditions:

for the employers and the employees of the industries and the trades concerned according to the following conditions:

for the employers and the employees of the industries and the trades concerned according to the following conditions:

for the employers and the employees of the industries and the trades concerned according to the following conditions:

for the employers and the employees of the industries and the trades concerned according to the following conditions:

for the employers and the employees of the industries and the trades concerned according to the following conditions:

for the employers and the employees of the industries and the trades concerned according to the following conditions:

for the employers and the employees of the industries and the trades concerned according to the following conditions:

for the employers and the employees of the industries and the trades concerned according to the following conditions:

III.—*Taux des salaires*.—Les taux de salaires minima seront les suivants pour chacun des métiers mentionnés ci-après:

Métiers	Salaires horaires	
	Zone I	Zone II
Tailleurs de granit.....	\$ 0.82	\$0.72
Préposés au lettrage et aux dessins sur composition.....	0.82	0.72
Compagnons tailleurs de granit sur dégauchisseuses et sableuses (sand-blasting).....	0.82	0.72
	Zones I et II	
Préposés aux machines dégauchisseuses.....	\$0.61	
Préposés aux sableuses.....	0.61	
Forgerons.....	0.67	
Polisseurs à la machine.....	0.61	
Polisseurs à la main.....	0.51	
Apprentis polisseurs (maximum—une année).....	0.28	
Préposés au fonctionnement de grues (Hoist) et grues mobiles (Crane).....	0.56	
Préposés au fonctionnement de scies à chasse (Gang saw).....	0.56	
Préposés au fonctionnement de machine à carborundum.....	0.56	
Carriers.....	0.51	
Manœuvres et aides.....	0.41	
Mécanicien de machines fixes.....	0.61	
Second mécanicien de machines fixes.....	0.51	
Chauffeurs.....	0.51	
Apprentis-tailleurs de granit:		
1ère année.....	0.23	
2ième année.....	0.28	
3ième année.....	0.39	
4ième année.....	0.56	
Surveillants.....	\$18.20	par semaine

IV.—*Périodes de paye*.—Les salaires doivent être payés au moins deux fois par mois et dans un délai maximum de sept jours suivant chaque période de paye.

V.—*Durée du travail*.—a.—La durée maximum du travail des tailleurs de granit, des apprentis-tailleurs de granit, des préposés au lettrage et aux dessins sur composition et des forgerons travaillant dans les ateliers est de huit heures par jour, réparties entre 7.00 a.m. et 5.00 p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, et de cinq heures le samedi, réparties entre 7.00 a.m. et midi.

Pour les surveillants, il n'y a aucune limitation, soit journalière soit hebdomadaire, des heures de travail.

La durée maximum du travail des salariés des autres catégories mentionnées à l'article III de la présente section est de neuf heures par jour, distribuées entre 7.00 a.m. et 5.00 p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, et de cinq heures le samedi, distribuées entre 7.00 a.m. et midi.

b.—Si un établissement ajoute une (1) heure de travail, chaque jour, en vue de pouvoir fermer ses portes le samedi, cette heure de travail ne sera pas considérée comme supplémentaire et peut être rémunérée aux taux de salaire réguliers.

c.—Pour les équipes doubles et supplémentaires, on n'est pas tenu de suivre les heures de commencement et de cessation du travail; on doit cependant tenir compte de la limitation journalière des heures de travail établie dans cette section.

d.—Toute période durant laquelle le salarié est à la disposition de l'employeur doit être ajoutée à ses heures de travail. Lorsque ledit salarié est appelé pour une certaine heure et qu'il doit atten-

III.—*Wage rates*.—The minimum wage rates shall be the following for each of the following trades:

Trades	Hourly rates	
	Zone I	Zone II
Granite cutters.....	\$ 0.82	\$0.72
Letterers and designers on composition.....	0.82	0.72
Journeymen-granite cutters on surfacing or sandblasting machines.....	0.82	0.72
	Zones I & II	
Surfacing machine operators.....	\$0.61	
Sandblast operators.....	0.61	
Blacksmiths.....	0.67	
Machine polishers.....	0.61	
Hand polishers.....	0.51	
Apprentice-polishers (maximum—one year).....	0.28	
Hoist and crane operators.....	0.56	
Gang saw operators.....	0.56	
Carborundum machine operators.....	0.56	
Quarry-men.....	0.51	
Labourers and helpers.....	0.41	
Stationary enginemen.....	0.61	
Stationary enginemen's assistants.....	0.51	
Firemen.....	0.51	
Apprentices—granite cutting:		
1st year.....	0.23	
2nd year.....	0.28	
3rd year.....	0.39	
4th year.....	0.56	
Watchmen.....	\$18.20	per week

IV.—*Pay periods*.—Wages shall be paid, regularly, at least twice a month, not more than seven days after each pay period.

V.—*Duration of Labour*.—a.—The maximum duration of labour for granite cutters, granite cutters' apprentices, letterers and designers on composition and blacksmiths working in the shops shall be eight hours per day, distributed between 7.00 a.m. and 5.00 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday; and five hours, distributed between 7.00 a.m. and noon, on Saturday.

There shall be no daily or weekly limitation to the duration of labour for watchmen.

The maximum duration of labour for the other classifications mentioned in section III hereof, shall be nine hours per day, distributed between 7.00 a.m. and 5.00 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday; and five hours, distributed between 7.00 a.m. and noon, on Saturday.

b.—Where, however, any firm desires to work one (1) hour more per day in order to obviate work on Saturday, such work shall not be deemed to be overtime as herein after defined, but shall be paid for at the regular wage rates.

c.—Double and extra shifts of workmen shall not be subject to specified hours of starting and finishing. However, the daily limitation of working hours shall be the same as herein above referred to.

d.—The hours of labour shall include the time during which the employee is at the disposal of the employer. If, called for a specific time, the employee has to wait for work, he shall be

dre pour être mis au travail, il a droit à rémunération pour cette période d'attente. Lors de tout arrêt inévitable de la part de l'employeur de travail dans l'atelier, le salarié a droit à rémunération pour la période d'attente s'il a été requis de demeurer sur les lieux.

VI.—*Travail supplémentaire*.—Tout travail exécuté en plus des heures régulières, ou en dehors des heures déterminées dans la présente section, doit être considéré comme travail supplémentaire.

VII.—*Taux pour travail supplémentaire*.—Tout travail supplémentaire doit être rémunéré à raison de salaire et quart par rapport aux taux réguliers. Tout travail exécuté le dimanche doit être rémunéré à raison de salaire et demi.

VIII.—*Travail à la pièce*.—Tout contrat intervenu entre un employeur et un ou plusieurs employés sur une base de travail à la pièce ou à contrat ou pour un prix fixe est invalide et strictement défendu.

IX.—*Apprentissage*.—*a.*—Quatre (4) années constituent la période d'apprentissage dans les métiers de tailleur de granit et de forgeron. Dans le métier de polisseur, l'apprentissage est d'une année. Les autres occupations énumérées à l'article III ne nécessitent aucun apprentissage. Aucun apprenti ne pourra commencer la période de son apprentissage avant d'avoir atteint l'âge de seize ans ou après avoir dépassé vingt ans.

b.—Il est interdit d'employer plus d'un (1) apprenti tailleur de granit pour chaque huit (8) tailleurs de granit engagés dans chaque atelier.

X.—L'employeur pourra, avec la permission du Comité paritaire, engager des ouvriers dont la capacité de travail a été diminuée en raison de leur âge ou de certaines infirmités, à des taux inférieurs aux salaires minima fixés à l'article III de la présente section, mais un (1) seul ouvrier de cette catégorie est autorisé par dix (10) tailleurs de granit normaux, le Comité paritaire devant déterminer le pourcentage d'incapacité et émettre un permis en conséquence.

SECTION II

Industrie de la pierre

I.—*a.*—*Jurisdiction industrielle*.—La présente section régit tout travail de finition dans les industries de la pierre à chaux, de la pierre à sable, de la pierre artificielle, des blocs de ciment et de toute autre pierre à l'exception du granit et du marbre.

b.—*Jurisdiction territoriale*.—La juridiction territoriale de cette section comprend toute la province de Québec.

II.—*Taux de salaires*.—Les taux minima de salaires seront les suivants pour les métiers ci-après mentionnés:

Métiers	Salaires horaires
Tailleurs de pierre	\$ 0.72
Apprentis-tailleurs de pierre:	
1ère année	0.22
2ième année	0.32
3ième année	0.47
4ième année	0.62
Préposés au fonctionnement de raboteuses (planermen)	0.62
Apprentis préposés au fonctionnement de raboteuses:	
Premiers 9 mois	0.47
Deuxièmes 9 mois	0.57

entitled to be paid for the waiting time. If the work in the shop is stopped for a reason out of the employer's control, the employee, if he is requested to wait in the shop, shall be paid for the waiting time.

VI.—*Overtime work*.—All work performed in excess of the regular hours, or outside the hours set forth in the present part, shall be considered as overtime work.

VII.—*Overtime rate*.—All overtime work shall be paid at the rate of time and one quarter of the regular rates. Work performed on Sundays shall be paid at the rate of time and one half.

VIII.—*Piece-work*.—All contracts entered into by an employer and one or more employees on a piece-work or labour contract basis or for a fixed price are invalid and strictly forbidden.

IX.—*Apprenticeship*.—*a.*—Four (4) years shall constitute the apprenticeship period for the granite cutting trade and for blacksmiths. One year shall constitute the apprenticeship period for the polishing trade. There shall be no apprenticeship for the other classifications listed in section III. No apprentice shall begin the apprenticeship period before being 16 years of age or after 20.

b.—No employer shall hire more than one (1) apprentice granite cutter to each eight (8) granite cutters employed in each shop.

X.—The employer may, with the permission of the Parity Committee, hire workmen incapacitated by reason of age or infirmity at a wage rate lower than that agreed upon in section III of the present part, but not more than one (1) such man, at any time, to each ten (10) normal granite cutters; the Parity Committee shall determine the percentage of incapacity and issue a permit accordingly.

PART II

Stone Industry

I.—*a.*—*Industrial jurisdiction*.—The present part shall govern any finishing operation in the industries of limestone, sand stone, artificial stone, cement blocks and of any other stone, with the exception of granite and marble.

b.—*Territorial jurisdiction*.—The territorial jurisdiction of this part shall comprise the entire province of Quebec.

II.—*Wage rates*.—The rates of wages shall be the following for the hereinafter mentioned trades:

Trades	Wage rates per hour
Stone cutters	\$ 0.72
Apprentice stone cutters:	
First year	0.22
Second year	0.32
Third year	0.47
Fourth year	0.62
Planermen	0.62
Apprentice planermen:	
First 9 months	0.47
Second 9 months	0.57

Métier	Salaires horaires	Trades	Wage rates Per hour
Préposés au fonctionnement de machines à carborundum.....	0.52	Carborundum machine operators.....	0.52
Préposés au fonctionnement de scies (toutes sortes).....	0.47	Sawymen (all kinds).....	0.47
Préposés au fonctionnement de grues mécaniques.....	0.47	Cranemen.....	0.47
Aides et journaliers.....	0.42	Helpers and labourers.....	0.42
Forgerons.....	0.67	Blacksmiths.....	0.67
Surveillants.....	\$15.95 par semaine	Watchmen.....	\$15.95 per week
<i>Pierre artificielle et blocs de ciment:</i>			
Finisseurs en pierre artificielle.....	0.72	Artificial stone and cement blocks:	
Préposés au fonctionnement de hies et mouleurs.....	0.52	Artificial stone dressers.....	0.72
Aides et journaliers.....	0.42	Rammers and moulders.....	0.52
Modeleurs.....	0.82	Helpers and labourers.....	0.42
		Modellers.....	0.82

III.—*Durée du travail*.—La durée maximum de travail des tailleurs de pierre, des apprentis tailleurs de pierre et des finisseurs en pierre artificielle sera de huit (8) heures par jour les cinq (5) premiers jours de la semaine et de quatre (4) heures le samedi. La durée maximum du travail pour les autres classifications mentionnées à l'article II de la présente section sera de neuf (9) heures par jour les cinq (5) premiers jours de la semaine et de cinq (5) heures le samedi. Il n'y aura aucune limitation quotidienne ou hebdomadaire de la durée du travail pour les surveillants.

IV.—*Travail supplémentaire*.—Tout travail supplémentaire sera rémunéré au taux de salaire et quart par rapport au salaire régulier.

V.—*Apprentissage*.—a.—Quatre (4) années constitueront la période d'apprentissage pour le métier de pierre et dix-huit (18) mois d'emploi ininterrompu constitueront celle des préposés au fonctionnement de raboteuses.

b.—Il est interdit d'employer plus d'un (1) apprenti pour chaque huit (8) compagnons engagés dans chaque atelier.

VI.—*Ouvriers handicapés*.—Des ouvriers dont la capacité de travail a été diminuée en raison de leur âge ou de certaines infirmités pourront être engagés, avec la permission du comité paritaire, à des taux inférieurs aux salaires minima fixés à l'article II de la présente section; un (1) seul ouvrier de cette catégorie est autorisé pour chaque dix (10) ouvriers normaux; le Comité paritaire devant déterminer le pourcentage d'incapacité, et émettre un permis à cet effet.

VII.—Dans le but de promouvoir l'usage de la pierre à chaux, pour le remplissage (*infilling*) d'une construction, il est convenu de permettre le travail à la pièce dans le cas de la pierre à surface non finie connue sous le nom de "*scotch work*" ou "*petite course*", pourvu que cette pierre n'ait pas plus de 11¼" (onze pouces et trois quarts) de hauteur; le salaire sera d'un dollar et vingt-cinq sous (\$1.25) par verge carrée.

III.—*Duration of labour*.—The maximum duration of labour shall be eight (8) hours per day for the first five (5) days of the week and four (4) hours on Saturday, in respect of stone cutters, apprentice stone cutters and artificial stone dressers. All other classifications of labour mentioned in section II of this part shall work nine (9) hours per day for the first five (5) days of the week with five (5) hours on Saturday.

There shall be no limitation of the daily or weekly duration of labour for watchmen.

IV.—*Overtime work*.—Overtime work shall be paid at the rate of time and a quarter of the regular rates.

V.—*Apprenticeship*.—a.—Four (4) years shall constitute the period of apprenticeship in the trade of stone-cutting, and eighteen (18) months continuous employment shall be the period of apprenticeship for planemen.

b.—At no time shall there be employed more than one (1) apprentice to each eight (8) journeymen employed in each shop.

VI.—*Handicapped workmen*.—The employers may, with the permission of the Parity Committee, hire workmen incapacitated by reason of age or infirmity at a wage rate less than the agreed-upon figure fixed in section II, but no more than one (1) such man at any time to each ten (10) normal workers, the Parity Committee to determine the percentage of incapacity and issue a permit accordingly.

VII.—In order to encourage the use of limestone for the infilling of buildings, piece work shall be allowed for rock face stone commonly as Scotch Work or Petite Course, providing that same is not over eleven and three-quarters inches (11¼) high, the rate of pay to be one dollar and twenty-five cents (\$1.25) per square yard.

SECTION II

Industrie du marbre

I.—a.—*Jurisdiction industrielle*.—La présente section régit toutes les opérations de l'industrie du marbre, terrazo, tuile ou opérations similaires.

b.—*Jurisdiction territoriale*.—La juridiction territoriale de cette section comprend la province de Québec.

II.—*Taux de salaires*.—Les taux de salaires minima ci-dessous mentionnés seront payés pour chacun des métiers ci-après:

PART III

Marble Industry

I.—a.—*Industrial jurisdiction*.—The present part shall apply and extend to all operations in the marble, terrazo and tile industry or similar operations.

b.—*Territorial jurisdiction*.—The territorial jurisdiction of this part shall comprise the entire Province of Quebec.

II.—*Wage rates*.—The minimum rates of wages shall be the following for each one of the following trades:

Métiers	Salaires horaires	Trades	Wage rates per hour
Tailleurs de marbre	\$ 0.62	Marble cutters	\$ 0.62
Apprentis-tailleurs de marbre:		Apprentice marble cutters:	
1ère année	0.22	First year	0.22
2ième année	0.27	Second year	0.27
3ième année	0.37	Third year	0.37
4ième année	0.52	Fourth year	0.52
Préposés au fonctionnement des compresseurs	0.37	Compressormen	0.37
Ajusteurs de scie (setters)	0.37	Saw setters	0.37
Aides et manœuvres	0.32	Helpers and labourers	0.32
Mécaniciens (millwrights)	0.42	Millwrights	0.42
Préposés au fonctionnement des scies (gang saws)	0.42	Sawymen on gang saws	0.42
Préposés au fonctionnement des machines à carborundum	0.52	Carborundum machine operators	0.52
Apprentis-préposés au fonctionnement des machines à carborundum:		Apprentice-carborundum machine operators:	
Premiers six mois	0.37	First 6 months	0.37
Deuxièmes six mois	0.42	Second 6 months	0.42
Troisièmes six mois	0.47	Third 6 months	0.47
Polisseurs de face (bed rubber face)	0.47	Bed Rubber Face	0.47
Polisseurs de bouts (bed rubber end)	0.37	Bed Rubber End	0.37
Polisseurs à la machine (marbre et terrazo)	0.42	Machine polishers (marble and terrazo)	0.42
Polisseurs à la main	0.37	Hand polishers	0.37
Menuisiers pour boîtes (boxers)	0.37	Boxers	0.37
Mouleurs de terrazo	0.57	Terrazo casters	0.57
Préposés au fonctionnement des grues (cranemen)	0.42	Cranemen	0.42
Surveillants \$15.95 par semaine		Watchmen \$15.95 per week	

III.—Périodes de paye:—Les salaires doivent être payés régulièrement, au moins deux fois par mois, dans un délai maximum de sept jours suivant chaque période de paye.

IV.—Durée du travail:—La durée maximum de travail des tailleurs de marbre et des apprentis-tailleurs de marbre sera de quarante-quatre (44) heures par semaine, de huit (8) heures par jour pour les cinq (5) premiers jours de la semaine et de quatre (4) heures le samedi. La durée maximum de travail pour les autres métiers mentionnés à l'article II de cette section sera de cinquante-cinq (55) heures par semaine, de dix (10) heures par jour, les cinq (5) premiers jours de la semaine et de cinq (5) heures le samedi. Il n'y aura aucune limitation quotidienne ou hebdomadaire de la durée du travail pour les surveillants.

V.—Travail supplémentaire:—Tout travail supplémentaire sera rémunéré au taux de salaire et quart par rapport au salaire régulier.

VI.—Apprentissage:—a.—Quatre (4) années constitueront la période d'apprentissage pour le métier de tailleur de marbre et dix-huit (18) mois d'emploi ininterrompu constitueront celle des opérateurs de machines à carborundum.

b.—Il est interdit d'employer plus d'un (1) apprenti pour chaque cinq (5) compagnons de chaque catégorie des métiers mentionnés dans la présente section; toutefois, on pourra employer un (1) apprenti par trois (3) opérateurs de machines à carborundum.

c.—Aucun apprenti ne pourra commencer son apprentissage avant d'avoir atteint sa seizième année.

VII.—Ouvriers handicapés:—L'employeur pourra, avec la permission du Comité paritaire, engager des ouvriers dont la capacité de travail a été diminuée en raison de leur âge ou de certaines infirmités, à des taux inférieurs aux salaires fixés à l'article II de la présente section, mais un (1) seul ouvrier de cette catégorie est autorisé

III.—Pay periods:—Wage shall be paid regularly, at least twice a month, not more than seven days after each pay period.

IV.—Duration of labour:—The maximum duration of labour shall be eight (8) hours per day for the first five (5) days of the week and forty-four (44) hours per week including four (4) hours on Saturday, in respect of marble cutters and apprentice marble cutters. All other classifications of labour mentioned in section II of this part shall be limited to a maximum duration of labour of ten (10) hours per day for the first five (5) days of the week with five (5) hours on Saturday, making a maximum week of fifty-five (55) hours. There shall be no limitation of the daily or weekly duration of labour for watchmen.

V.—Overtime work:—Overtime work shall be paid at the rate of time and a quarter of the regular rates.

VI.—Apprenticeship:—a.—Four (4) years shall constitute the period of apprenticeship in the trade of marble-cutting, and eighteen (18) months of continuous employment shall be the period of apprenticeship for carborundum machine operators.

b.—No employer shall have more than one (1) apprentice to each five (5) journeymen of each category of the trades mentioned in the present part; however, one (1) apprentice shall be allowed to each three (3) carborundum machine operators.

c.—No apprentice shall begin his apprenticeship before the sixteenth year of his age.

VII.—Handicapped workmen:—The employer may, with the permission of the Parity Committee, hire workmen incapacitated by reason of age or infirmity at a wage rate lower than that agreed upon in section II of the present part but not more than one (1) such man, at any time, to each ten (10) normal marble cutters, the Joint

pour chaque dix (10) tailleurs de marbre normaux, le Comité paritaire devant déterminer le pourcentage d'incapacité et émettre un permis en conséquence.

Durée du décret.—Le décret entrera en vigueur à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeurera en force jusqu'au 31 décembre 1944.

Il se renouvellera automatiquement d'année en année, à moins que l'une des parties contractantes ne donne avis écrit à l'autre partie de son intention de l'abroger, et ce, au moins 90 jours avant l'expiration dudit décret.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Committee to determine the percentage of incapacity and issue a permit accordingly.

Duration of the decree.—The decree shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette* and shall remain effective until December 31, 1944.

The decree shall renew itself automatically from year to year, unless one of the contracting parties give to the other party, ninety days prior to the expiration of the said decree, a written notice of its intention to repeal same.

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections against the said request which the interested parties may desire to set forth.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 30 juin 1944. 6706-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 30, 1944. 6706-o

Proclamations

Canada,
Province de Québec.
[L.S.] EUG. Fiset

GEORGE VI, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes:

A Nos aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la Province de Québec, ainsi qu'à tous ceux que les présentes peuvent concerner,—SALUT!

ATTENDU que, sur l'avis du Conseil exécutif de la Province de Québec, Nous avons jugé à propos de dissoudre la présente législature de ladite Province;

A CES CAUSES, Nous dissolvons par les présentes ladite législature de la Province de Québec.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la Province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-neuvième jour de juin, en l'année mil neuf cent quarante-quatre de l'ère chrétienne et de Notre règne la huitième année.

Par ordre,
Le Secrétaire de la chancellerie à Québec,
6728-o ANTOINE LEMIEUX.

Canada,
Province de Québec.
[L.S.] EUG. Fiset

GEORGE VI, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires

Proclamations

Canada,
Province of Québec.
[L.S.] EUG. Fiset

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India:

To Our Beloved and Faithful the members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Our Province of Quebec and to all to whom it may concern,—GREETING!

WHEREAS We have thought fit, by and with the advice of the Executive Council of the Province of Quebec, to dissolve the present Legislature of the said Province;

THEREFORE, We do hereby dissolve the said Legislature of the Province of Quebec.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-ninth day of June, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-four, and the eighth year of Our Reign.

By command,
ANTOINE LEMIEUX,
6728-o Clerk of the Crown in Chancery, Quebec.

Canada,
Province of Québec.
[L.S.] EUG. Fiset

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions

britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes:

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner,—SALUT!

ATTENDU que c'est Notre désir et Notre bon plaisir de rencontrer aussitôt que possible le peuple de la Province de Québec et d'obtenir son avis exprimé en parlement;

A CES CAUSES, sur l'avis du Conseil exécutif de la Province de Québec, Nous convoquons par les présentes une nouvelle législature de la Province pour le VINGT-QUATRE OCTOBRE prochain et mandons et ordonnons à ses membres de s'assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la Province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-neuvième jour de juin, en l'année mil neuf cent quarante-quatre de l'ère chrétienne et de Notre règne la huitième année.

Par ordre,

Le Secrétaire de la chancellerie à Québec,
6727-o ANTOINE LEMIEUX.

Canada,
Province de Québec.
[L.S.] EUG. FISET

GEORGE VI, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes:

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner,—SALUT!

ATTENDU que c'est Notre désir et Notre bon plaisir de rencontrer aussitôt que possible le peuple de la Province de Québec et d'obtenir son avis exprimé en parlement;

A CES CAUSES, Nous faisons connaître par les présentes que, sur l'avis du Conseil exécutif de la Province de Québec, Nous avons ce jour donné des ordres pour l'émission de brefs d'élection en due forme afin de constituer une nouvelle assemblée législative de ladite Province, lesquels brefs d'élection seront tous datés du VINGT-NEUF JUIN 1944 et devront être rapportés avant le DIX-NEUF SEPTEMBRE 1944, la présentation des candidats à l'élection devant avoir lieu et se faire le VINGT-NEUF JUILLET 1944, dans les districts électoraux d'Abitibi-Est, Abitibi-Ouest, des Iles-de-la-Madeleine et de Témiscamingue et le PREMIER AOÛT 1944 dans les autres districts électoraux, et le scrutin devant avoir lieu et se tenir le HUIT AOÛT 1944, dans tous les districts électoraux, excepté dans les districts électoraux de Charlevoix et Saguenay, où la date de la présentation des candidats et celle du scrutin seront fixées con-

beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India:

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING!

WHEREAS We are desirous and have decided to meet as soon as possible the People of the Province of Quebec and to have their advice, expressed in Parliament;

THEREFORE, by and with the advice of the Executive Council of the Province of Quebec, We do hereby convene a new Legislature of the Province for the TWENTY-NINTH of OCTOBER next, and do command and order the members thereof to meet on such date at the Parliament Buildings, in the city of Quebec.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-ninth day of June, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-four, and the eighth year of Our Reign.

By command,

ANTOINE LEMIEUX,
6727-o Clerk of the Crown in Chancery, Quebec.

Canada,
Province of Québec.
[L.S.] EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India:

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING!

WHEREAS We are desirous and have decided to meet as soon as possible the People of the Province of Quebec, and to have their advice, expressed in Parliament;

THEREFORE, We do hereby make it known that, by and with the advice of the Executive Council of the Province of Quebec, We have, this day, given orders for issuing Election Writs in due form, for constituting a new Legislative Assembly of the said Province, which Election Writs are all to bear date on the TWENTY-NINTH day of JUNE, 1944, and to be returnable before the NINETEENTH of SEPTEMBER, 1944, the nomination of the candidates at the election to take place and be held on the TWENTY-NINTH of JULY, 1944, in the Electoral Districts of Abitibi-East, Abitibi-West, the Magdalen Islands and Témiscamingue, and the FIRST of AUGUST, 1944, in the other Electoral Districts, and the holding of Polls to take place and be held on the EIGHTH of AUGUST 1944, in all the Electoral Districts, save and except in the Electoral Districts of Charlevoix and Saguenay, where the day for the nomination of

formément à l'article 198 de la Loi électorale de Québec.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la Province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-neuvième jour de juin, en l'année mil neuf cent quarante-quatre de l'ère chrétienne et de Notre règne la huitième année.

Par ordre,

Le Secrétaire de la chancellerie à Québec,
6729-o ANTOINE LEMIEUX.

candidates and also the day for holding the polls shall be fixed in accordance with Article 198 of the Quebec Election Act.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-ninth day of June, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-four, and the eighth year of Our Reign.

By command,

ANTOINE LEMIEUX,
6729-o Clerk of the Crown in Chancery, Quebec.

Index de la Gazette officielle de Québec, No 26

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Foti vs Arcudi.....	1483
Larouche vs Tremblay.....	1483
Roussin vs Boisvert.....	1483

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

2034—Métiers de barbier et de coiffeur dans la cité de Salaberry de Valleyfield.....	1502
2036—Établissements commerciaux de la ville de Coaticook.....	1502
2039—Employés de garage dans l'Île de Montréal et l'Île Jésus.....	1504
2040—Industrie des matériaux de construction dans la province de Québec..	1503
2255—Métiers du bâtiment dans les comtés de Joliette, Berthier, Montcalm et l'Assomption.....	1504
2347—Commerce de gros de l'alimentation dans les cités de Québec et de Lévis.....	1506

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 1455

AVIS DIVERS:

Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 14 (Nom changé).....	1483
Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 50 (Formation). 1484	
Association des Employés de Standard Paper Box Ltd. (Division des boîtes solides et pliantes) (Nom changé)...	1484
Association Nationale des Métallurgistes des Trois-Rivières (Formation).....	1484
Better Built Cloak Co. Limited (Directeurs).....	1484
La Maison Sainte-Bernadette (Directeurs).....	1485
La Maison Sainte-Bernadette (Règlements).....	1484
Major Paper Box & Wire Works Employees Association Incorporated (Formation).....	1483

Index of the Quebec Official Gazette, No. 26

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Foti vs Arcudi.....	1483
Larouche vs Tremblay.....	1483
Roussin vs Boisvert.....	1483

ORDERS IN COUNCIL:

2034—Barber and hairdresser trades in the City of Salaberry de Valleyfield..	1502
2036—Commercial establishments of the town of Coaticook.....	1502
2039—Garage employees in Montreal and Jesus Islands.....	1504
2040—Building materials industry in the Province of Quebec.....	1503
2255—Building trades in the counties of Joliette, Berthier, Montcalm and l'Assomption.....	1504
2347—Wholesale food trade in the cities of Quebec and Levis.....	1506

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 1455

MISCELLANEOUS NOTICES:

Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 14 (Name changed).....	1483
Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 50 (Formation). 1484	
Association des Employés de Standard Paper Box Ltd. (Division des boîtes solides et pliantes) (Name changed)..	1484
Association Nationale des Métallurgistes des Trois-Rivières (Formation).....	1484
Better Built Cloak Co. Limited (Directors).....	1484
La Maison Sainte-Bernadette (Directors).....	1485
La Maison Sainte-Bernadette (By-laws). 1484	
Major Paper Box & Wire Works Employees Association Incorporated (Formation).....	1483

Ulverton, municipalité (Nom changé) .. 1485	Ulverton, municipality (Name changed) . 1485
Val-David, village (Nom changé)..... 1484	Val-David, village (Name changed).... 1484
CHARTES—ABANDON DE:	CHARTERS—SURRENDER OF:
Fango Health Institute Incorporated.. 1485	Fango Health Institute Incorporated.. 1485
Le Plateau La Salle Limitée..... 1485	Le Plateau La Salle Limitée..... 1485
COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM:	MINIMUM WAGE COMMISSION:
N° 37—Verreries à bouteilles..... 1486	No. 37—Establishments manufacturing glass containers..... 1486
COMMISSION DU SERVICE CIVIL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC:	CIVIL SERVICE COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUÉBEC:
Prolongation des règlements temporaires. 1486	Prolongation of the temporary regulations..... 1486
DÉPARTEMENTS—Avis des:	DEPARTMENTAL NOTICES:
AGRICULTURE:	AGRICULTURE:
Meunerie Coopérative Agricole de St-Charles 1487	Meunerie Coopérative Agricole de St-Charles 1487
INSTRUCTION PUBLIQUE:	EDUCATION:
Carillon, munic. scolaire..... 1487	Carillon, school munic..... 1487
Examen des aspirants à la charge d'inspecteur d'écoles..... 1489	Examination of candidates for the position of Inspector of Schools..... 1489
Grenville N° 2, munic. scolaire..... 1487	Grenville N° 2, school munic..... 1487
Lac-des-Aigles, munic. scolaire..... 1489	Lac-des-Aigles, school munic..... 1489
Lévis, munic. scolaire de la cité..... 1488	Lévis, school munic. of the city..... 1488
Prévost, munic. scolaire du village..... 1487	Prévost, school munic. of the village.... 1487
Racine, munic. scolaire de la ville..... 1488	Racine, school munic. of the town..... 1488
Repentigny, munic. scolaire..... 1488	Repentigny, school munic..... 1488
Ste-Praxède, munic. scolaire..... 1489	Ste-Praxède, school munic..... 1489
St-Séverin, munic. scolaire..... 1489	St-Séverin, school munic..... 1489
TERRES ET FORÊTS:	LANDS AND FORESTS:
Beauport, paroisse..... 1490	Beauport, parish..... 1490
Lachine, ville..... 1490	Lachine, town..... 1490
Salaberry-de-Valleyfield, ville..... 1490	Salaberry-de-Valleyfield, town..... 1490
St-Colomb-de-Sillery, paroisse..... 1490	St-Colomb-de-Sillery, parish..... 1490
St-Ubalde, paroisse..... 1490	St-Ubalde, parish..... 1490
TRAVAIL:	LABOUR:
Comité paritaire de l'industrie de l'imprimerie de Montréal et du district (Prolongation de prélèvement)..... 1514	Printing industry parity committee for Montreal and District (Extension of levy)..... 1514
Comité paritaire des barbiers et coiffeurs, juridiction de St-Hyacinthe (Modification)..... 1512	Parity committee of the barbers and hairdressers, jurisdiction of St-Hyacinthe (Modification)..... 1512
Comité paritaire des matériaux de construction (Avis)..... 1513	Building materials joint committee (Notice)..... 1513
Comité paritaire du commerce de détail de Chicoutimi (Prélèvement)..... 1514	Parity committee of the retail trade of Chicoutimi (Levy)..... 1514
Comité paritaire du Commerce de l'Alimentation au détail à Québec (Approbation de règlements)..... 1512	Retail food trade parity committee of Quebec (Approval of by-laws)..... 1512
La Fédération nationale catholique des métiers du bâtiment et des matériaux de construction (Avis)..... 1515	La Fédération nationale catholique des métiers du bâtiment et des matériaux de construction (Notice)..... 1515
Métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse, juridiction de St-Hyacinthe (Correction)..... 1513	Barber and hairdresser trades, jurisdiction of St-Hyacinthe (Correction).... 1513
TRÉSOR:	TREASURY:
Assurances:	Insurance:
La compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Étienne de Bolton..... 1491	La compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Étienne de Bolton..... 1491
Railway Employees Cooperative Protective Association..... 1491	Railway Employees Cooperative Protective Association..... 1491

VOIRIE:

Fermeture de chemins..... 1491
 Fermeture de chemins..... 1492

ROADS:

Roads closed..... 1491
 Roads closed..... 1492

EXAMENS DU BARREAU:

Arthabaska: pratique du droit..... 1481
 Montréal: étude du droit..... 1481
 Montréal: étude du droit..... 1482
 Montréal: pratique du droit..... 1480
 Québec: étude du droit..... 1482
 St-François: étude du droit..... 1482
 St-François: pratique du droit..... 1482
 Trois-Rivières: étude du droit..... 1481

BAR EXAMINATIONS:

Arthabaska: practice of law..... 1481
 Montreal: study of law..... 1481
 Montreal: study of law..... 1482
 Montreal: practice of law..... 1480
 Quebec: study of law..... 1482
 St-Francis: study of law..... 1482
 St-Francis: practice of law..... 1482
 Trois-Rivières: study of law..... 1481

LETTRES PATENTES:

Alfred Frenette & Fils, Limitée..... 1456
 Annie Laurie Dress Company Limited..... 1457
 Arctic Refrigeration Inc..... 1474
 Bader's Bakery (Quebec) Limited..... 1474
 Bibliothèque de Hull..... 1457
 Bley Embroidery Inc..... 1457
 Boivin Transport Inc..... 1469
 Bramson Manufacturing Co..... 1458
 B. & Y. Realities Ltd..... 1475
 Campus Modes Inc..... 1475
 Canadian Master Prints Ltd..... 1459
 Chain Store Novelty Co., Inc..... 1459
 Crystal Lake Cemetery Company..... 1492
 East Sullivan Mines Limited..... 1475
 Formaque Gold Mines Limited..... 1476
 Hefts Sportswear Co. Limited..... 1477
 Home Service Inc..... 1461
 Institut d'Études Médiévales Albert
 le Grand d'Outremont..... 1461
 J. N. Campeau, Incorporé..... 1462
 Joliette Aircraft Company Limited..... 1477
 J. S. Grant & Co. Limited..... 1462
 La Compagnie Beauregard, Limitée..... 1470
 La Crémierie des Bois-Francis, Limitée..... 1470
 La Société St-Jean Baptiste de Ste-Mar-
 tine..... 1471
 L'Association des propriétaires de la
 Cité de Chicoutimi..... 1463
 L.-E. Caron, Limitée—L.-E. Caron,
 Limited..... 1471
 Le Cercle du Terroir—The Land Circle..... 1463
 Le Comité des fêtes du deuxième cente-
 naire de Ste-Marie de Beauce..... 1472
 Le Meuble de Disraeli, Ltée—Disraeli
 Furniture Ltd..... 1470
 L. Massicotte & Careau Limitée..... 1472
 Lucerne Investments Limited..... 1477
 Malartic Club..... 1463
 Milette-Denis Inc..... 1464
 Montreal Model Railroad Club Inc..... 1478
 Pic Construction Company..... 1465
 Planned Sites Inc..... 1478
 Rosaire Dumas, Limitée—Rosaire Du-
 mas, Limited..... 1473
 Sandra Children's Wear Inc..... 1466
 Shawinigan Taxi, Incorporée..... 1473
 Si Michaels Shoes Inc..... 1466
 Société des Amis de l'Enfance Aban-
 donnée..... 1466
 Sources Abenakis Springs, Ltée—Ltd..... 1467
 Sport Guild Inc..... 1467
 Stotland Holdings Ltd..... 1479
 Style Signs Ltd..... 1468
 Sun Valley Lodge Inc..... 1479
 Victoria Construction Co. Limited..... 1468
 Wardlow Holdings Ltd..... 1469

LETTERS PATENT:

Alfred Frenette & Fils, Limitée..... 1456
 Annie Laurie Dress Company Limited..... 1457
 Arctic Refrigeration Inc..... 1474
 Bader's Bakery (Quebec) Limited..... 1474
 Bibliothèque de Hull..... 1457
 Bley Embroidery Inc..... 1457
 Boivin Transport Inc..... 1469
 Bramson Manufacturing Co..... 1458
 B. & Y. Realities Ltd..... 1475
 Campus Modes Inc..... 1475
 Canadian Master Prints Ltd..... 1459
 Chain Store Novelty Co., Inc..... 1459
 Crystal Lake Cemetery Company..... 1492
 East Sullivan Mines Limited..... 1475
 Formaque Gold Mines Limited..... 1476
 Hefts Sportswear Co. Limited..... 1477
 Home Service Inc..... 1461
 Institut d'Études Médiévales Albert
 le Grand d'Outremont..... 1461
 J. N. Campeau, Incorporé..... 1462
 Joliette Aircraft Company Limited..... 1477
 J. S. Grant & Co. Limited..... 1462
 La Compagnie Beauregard, Limitée..... 1470
 La Crémierie des Bois-Francis, Limitée..... 1470
 La Société St-Jean Baptiste de Ste-Mar-
 tine..... 1471
 L'Association des propriétaires de la
 Cité de Chicoutimi..... 1463
 L.-E. Caron, Limited—L.-E. Caron,
 Limited..... 1471
 The Land Circle—Le Cercle du Terroir..... 1463
 Le Comité des fêtes du deuxième cente-
 naire de Ste-Marie de Beauce..... 1472
 Disraeli Furniture Ltd.—Le Meuble de
 Disraeli, Ltée..... 1470
 L. Massicotte & Careau Limitée..... 1472
 Lucerne Investments Limited..... 1477
 Malartic Club..... 1463
 Milette-Denis Inc..... 1464
 Montreal Model Railroad Club Inc..... 1478
 Pic Construction Company..... 1465
 Planned Sites Inc..... 1478
 Rosaire Dumas, Limited—Rosaire Du-
 mas, Limited..... 1473
 Sandra Children's Wear Inc..... 1466
 Shawinigan Taxi, Incorporée..... 1473
 Si Michaels Shoes Inc..... 1466
 Société des Amis de l'Enfance Aban-
 donnée..... 1466
 Sources Abenakis Springs, Ltée—Ltd..... 1467
 Sport Guild Inc..... 1467
 Stotland Holdings Ltd..... 1479
 Style Signs Ltd..... 1468
 Sun Valley Lodge Inc..... 1479
 Victoria Construction Co. Limited..... 1468
 Wardlow Holdings Ltd..... 1469

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

S. H. Ewing, Limited..... 1480

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

S. H. Ewings, Limited..... 1480

MINUTES DE NOTAIRES:

Morin, Joseph, en faveur de..... 1492

NOMINATIONS:

Commissaires d'écoles..... 1494
 Delagrave, Hon. Charles..... 1494
 Diverses..... 1493
 Diverses..... 1494

PROCLAMATIONS:

Convocation *Pro Forma*..... 1521
 Dissolution de la Législature..... 1521
 Émission de brefs d'élection..... 1522

VENTE, LOI DE FAILLITE:

Succession de feu François-Xavier Goyette..... 1495

VENTES POUR TAXES:

Garnier, commission scolaire..... 1500
 Montréal-Nord, ville..... 1496
 Montréal-Ouest, ville..... 1498
 Pointe-aux-Trembles, ville..... 1497
 Saint-Michel, ville..... 1499
 Val d'Or, munic. scolaire protestante... 1497

VENTES PAR LES SHÉRIFS:

Québec:

Cité de Québec vs Vachon..... 1500

Saint-François:

Dawson Auto Parts Ltd. vs Henderson. 1501

Trois-Rivières:

Fleury vs Champagne..... 1501

6725-o

NOTARIAL MINUTES:

Morin, Joseph, in favour of..... 1492

APPOINTMENTS:

School Commissioners..... 1494
 Delagrave, Hon. Charles..... 1494
 Miscellaneous..... 1493
 Miscellaneous..... 1494

PROCLAMATIONS:

Convocation *Pro Forma*..... 1521
 Dissolution of the Legislature..... 1521
 Issuing of election writs..... 1522

SALE, BANKRUPTCY ACT:

Estate of the late François-Xavier Goyette..... 1495

SALES FOR TAXES:

Garnier, School Commission..... 1500
 Montreal North, town..... 1496
 Montreal West, town..... 1498
 Pointe-aux-Trembles, town..... 1497
 Saint-Michel, town..... 1499
 Val d'Or, Protestant School Munic.... 1497

SHERIFFS' SALES:

Quebec:

City of Quebec vs Vachon..... 1500

Saint Francis:

Dawson Auto Parts Ltd. vs Henderson. 1501

Trois-Rivières:

Fleury vs Champagne..... 1501

6725-o